

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

HARRY TRUMAN ET LA GUERRE DE CORÉE : UNE PERSPECTIVE
CONSTRUCTIVISTE ET IDENTITAIRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CARL THÉRIAULT

AOÛT 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes premières pensées vont à mon bon ami Charles Robitaille qui nous a malheureusement quittés trop tôt lors de la rédaction de cette recherche. Où que tu sois, je pense à toi.

Je tiens à remercier mon directeur Frédérick Gagnon pour son aide, son ouverture et la patience dont il a fait preuve tout au long de cette épreuve. Ta passion, ton respect des autres et ta façon d'être ont énormément enrichi mon expérience au Département de science politique de l'UQÀM.

J'en profite, aussi, pour souligner tout l'éloge que je peux faire sur la qualité de l'enseignement des sciences politiques à l'UQÀM. Après 7 ans de présence à ce département, mon sens critique à l'égard de ce qui s'offre à moi s'est grandement développé. J'ai également vu s'épanouir ma créativité et cette qualité rend la vie beaucoup plus savoureuse. Merci.

Tous ces compliments ne seraient pas possibles sans la présence d'amis et collègues que j'ai eu la chance de côtoyer pendant mes études. Je veux remercier les professeurs et chargé de cours Charles-Philippe David, Justin Massie, Lawrence Olivier, Sébastien Barthe et mes collègues de séminaire Philippe McCready, Jean-Philippe Veilleux, Louis Collerette, Martin Roy, Alexis Rapin et William Grenier-Chalifoux pour les stimulantes discussions que nous avons eu la chance de partager.

Je veux remercier tous mes amis qui m'ont aidé et encouragé pendant la rédaction du mémoire avec une mention spéciale pour Axel Constant, Ivan Peña, Julie Marchand et ma copine Valentine Pagliari.

Je n'aurais jamais pu effectuer toutes ces études sans la présence de ma mère Martine Thériault, mon oncle Jacques Fournier et ma tante Johanne Thériault. Merci pour tout ce que vous avez fait pour moi.

RÉSUMÉ

Le mémoire propose une analyse constructiviste de l'intervention américaine en Corée suivant l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord le 24 juin 1950. Le président américain, Harry Truman, a admis dans ses mémoires que la décision d'intervenir en Corée a été la plus difficile de toute sa carrière. Ainsi, afin de comprendre ce qui a rapidement poussé le président Truman à intervenir militairement en Corée, nous allons définir le concept d'imaginaire sécuritaire adopté par Jutta Weldes dans son ouvrage *Constructing National Interests*. L'imaginaire sécuritaire est une construction sociale du monde et des règles qui le régissent, à partir desquelles est créée une représentation de l'échiquier international et de la place du « soi » (autoreprésentation) à l'intérieur de celui-ci. Il contient, aussi, des traces de l'identité culturelle qui est fortement imprégnée dans la mythologie américaine. Ainsi, la question de recherche va comme suit : **de quelle manière l'imaginaire sécuritaire américain a-t-il orienté la décision d'Harry Truman d'intervenir militairement en Corée en 1950 ?** La littérature actuelle sur le sujet comporte toutes les données nécessaires afin de mettre en relief les composantes de l'imaginaire sécuritaire américain de l'époque. Notre but est, donc, de regrouper ce corpus de données afin d'appliquer ce concept à notre objet d'étude. Nous soutenons que l'imaginaire sécuritaire américain, fortement imprégné par les traits culturels mythologiques américains, a fait percevoir le conflit en Corée sous un contexte de domination communiste mondiale; un scénario dans lequel tous les États capitalistes sont en danger devant les États communistes contrôlés par Moscou.

Pour faire cette démonstration, nous utiliserons les chaînes de connotations liées aux actes de langage des principaux acteurs concernés. Ces éléments discursifs sont porteurs de symboles qui nous permettent de saisir des composantes de l'identité américaine.

Après avoir fait une revue de la littérature sur le sujet, le mémoire comporte deux chapitres nous permettant de répondre à notre question de recherche. Le second chapitre vise, à travers les actes de langage, à comprendre le contexte politique national américain et international dans la période 1945-1950, juste avant le déclenchement de la Guerre de Corée. Pour ce faire, il répondra respectivement à deux questions : « qui sommes-nous? » et « qui sont-ils? ». La première fait référence au contexte national américain post Deuxième Guerre mondiale où des changements institutionnels dans la société américaine ont façonné l'identité du pays. La seconde question, en altérité à la première, démontre comment ce changement identitaire a modifié la perception des États-Unis concernant les agissements des États considérés « *UnAmerican* », en occurrence l'URSS et la Chine. Le dernier chapitre, quant à lui, expose les données linguistiques récoltées au chapitre précédent, afin de soulever les traits identitaires mythologiques américains qui ont façonné l'imaginaire sécuritaire dans les termes proposés.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	i
RÉSUMÉ	ii
Introduction.....	3
Chapitre 1 : Revue de la littérature et définition des concepts	13
1.1 La Guerre de Corée: essais critiques et interprétatifs.....	14
1.1.1 Mode organisationnel et cognition.....	14
1.1.2 Diplomatie, sécurité et contexte international	17
1.1.3 Identité, analogie et structure sociale.....	20
1.2 Le constructivisme en Relations internationales : concepts et auteurs.....	23
Construction sociale d'une crise : éléments discursifs comme agent de sécurisation et intersubjectivité.....	24
1.2.1 Identité	27
1.2.2 Interactionnisme symbolique (Objets significatifs).....	29
1.2.3 Imaginaire sécuritaire.....	30
1.3 Jutta Weldes : Constructing National Interests	33
1.4 Conclusion partielle.....	34
2 Chapitre 2 : « qui sommes-nous » et « qui sont-ils? ».....	36
2.1 « Qui sommes-nous » - Changements identitaires et institutionnels aux États-Unis	38
2.1.1 Discours sur la sécurité nationale	38
2.1.2 Unification des armées et dilemme identitaire.....	41
2.1.3 National Security Act et la Doctrine Truman	45
2.2 « Qui sont-ils » - Identification de la menace : le communisme et l'URSS.....	50
2.2.1 Communisme impérialiste	50
2.2.2 Europe de l'Est – NSC 20/4.....	54
2.2.3 La Chine et la peur de l'effet domino	56
2.2.4 Le communisme et la politique d'endiguement – NSC 68.....	59
2.3 Conclusion partielle.....	64
3 Chapitre 3 : Imaginaire sécuritaire, identité et mythologie américaine.....	67
3.1 Interpellation et articulation des objets significatifs.....	70
3.1.1 Peur de l'effet domino	71

3.1.2	L'impérialisme et le syndrome de Munich : la responsabilité de protéger	78
3.2	Conclusion partielle : l'imaginaire sécuritaire et l'intervention américaine en Corée	85
4	Conclusion	89
	BIBLIOGRAPHIE	93

Introduction

La Guerre de Corée est un conflit souvent méconnu dans le grand dossier de la Guerre froide. En effet, on l'appelle souvent *The Forgotten War* (la guerre oubliée). Elle est pourtant la première guerre armée de grande envergure opposant les deux puissances mondiales, les États-Unis et l'URSS, dans le cadre de la Guerre froide et sur un territoire qui n'est pas le leur. Ce qui n'est pas resté aux oubliettes, toutefois, est la mauvaise gestion de ce conflit par l'équipe du président Harry Truman. De par l'improvisation, le manque d'objectifs, un *leadership* défaillant et dans un contexte international fortement polarisé, le conflit coréen qui, selon le général MacArthur, devait durer quelques mois s'est étendu de 1950 à 1953 avant qu'un cessez-le-feu ne soit signé.

Le conflit débute le 25 juin 1950. L'armée de la République démocratique de Corée (Corée du Nord) traverse le 38^e parallèle, franchissant ainsi les frontières de la République de Corée (Corée du Sud). Cette invasion est commise par le Régime communiste de Kim Il-Sung envers un État capitaliste, ce qui attire immédiatement l'attention de Washington dans la région. Le même jour, le Conseil de Sécurité de l'ONU réclame un cessez-le-feu et le retrait de l'armée nord-coréenne. Devant le refus des envahisseurs d'obtempérer, la Résolution 82 du 25 juin est adoptée et les États membres sont amenés à consolider leur force afin de venir en aide à la Corée du Sud. Une fois les hostilités enclenchées entre la Corée du Nord et les forces onusiennes (à majorité américaines), le général MacArthur qui dirigeait les troupes de la coalition disait que le conflit ne durerait pas et que les soldats seraient de retour pour Noël. Justement, en date du 19 octobre 1950, Pyongyang est passée sous contrôle des forces onusiennes.

La fin du conflit est imminente et le général ne croyait jamais que les alliés communistes se mobiliseraient afin de soutenir le régime communiste de Kim. Toutefois, le 26 novembre, près de deux cent mille soldats chinois bien entraînés attaquent sur deux fronts les forces du général MacArthur pour venir en aide à la Corée du Nord. Les soldats alliés battent en retraite partout et c'est à ce moment que le conflit prend une tout autre tournure. Séoul est reprise par les communistes et une forte résistance est mobilisée. À

partir de l'année 1951, il y a un échange intermittent de contrôle des deux régions, et ce, jusqu'à la fin du conflit en 1953 lorsqu'un cessez-le-feu est signé. Finalement, ce conflit causera la perte de près d'un million de victimes.

Le point de départ ayant attisé notre intérêt pour cette recherche, ce qu'on pourrait appeler une problématique, est le fait qu'Harry Truman aurait admis dans ses mémoires que la décision d'intervenir en Corée était la plus difficile de toute sa carrière (même plus que la décision de larguer les bombes nucléaires sur le Japon en 1945). Ceci constitue, selon nous, un motif suffisant pour revoir la littérature concernant la Guerre de Corée afin de dégager des nuances qui permettent de comprendre en quoi cette décision d'intervenir en Corée était autant laborieuse à prendre. Afin de contribuer à la compréhension de cette décision, nous proposons de l'étudier selon une perspective qui a été peu explorée pour cette étude de cas: le constructivisme. Le projet des constructivistes¹ est d'offrir une perspective épistémologique et ontologique différente des autres théories en Relations internationales (RI). Onuf écrivait à ce sujet que le constructivisme n'est pas une théorie en tant que telle. Il n'offre pas des explications générales à propos de ce que font les gens, pourquoi les sociétés diffèrent entre elles, comment le monde change. Plutôt, le constructivisme rend possible la théorisation à propos de choses qui semblent sans liens apparents, parce que les concepts et propositions normalement utilisés pour en parler semblent également sans liens.² En fait, le constructivisme aborde certains concepts abstraits qui permettent de saisir des éléments factuels pour analyser un sujet d'étude.

Un des objectifs de la recherche est de démontrer la pertinence des analyses constructivistes pour interpréter les enjeux qui façonnent une décision en politique étrangère. Les approches constructivistes sont de plus en plus populaires et citées dans les

¹ On retrouve plusieurs appellations pour définir le constructivisme. Certains diront que c'est une théorie et d'autres stipulent que c'est un cadre théorique. Ainsi, pour être le plus inclusif possible sans ouvrir un débat étymologique, nous utiliserons majoritairement les termes « approche » ou encore « courant » pour définir le constructivisme. La formule « projet constructiviste » a été utilisée ici en référence au terme utilisé par Dario Battistella. Voir D. Battistella (2006). « Le projet constructiviste ». Chap. in *Théories des Relations Internationales*, (283-322). Paris: les Presses de science Po, 2006.

² N. Onuf (1998), « Constructivism: A user's Guide », Chap. In V. Kubalkova et al. *International Relations in a Constructed World*, p. 58-70, New York: M. E. Sharpe.

écrits en Relations internationales. Durant les années 50, 60 et 70, les approches réalistes, idéalistes et libérales constituaient les cadres d'analyses dominants en RI. Avec l'arrivée d'experts tels Nicolas Onuf, Alexander Wendt, Peter Katzenstein et Jutta Weldes (pour ne nommer qu'eux) au tournant des années 90 et 2000, le projet constructiviste prend de plus en plus de valeur. Initialement, ce paradigme tire ses origines de la sociologie durant les années 50 et 60. Une fois la transition vers les relations internationales amorcée, les théoriciens démontrent la complémentarité de cette approche avec les autres grands courants dominants en RI³. Parallèlement, on ressent une faiblesse des théories réalistes avec la fin de la Guerre froide, car les approches mécaniques du réalisme ne réussissent pas, d'une part, à prévoir la déconfiture du bloc de l'est, et d'autre part à l'expliquer a posteriori⁴. Un vide explicatif se crée. Une approche basée sur certains aspects du constructivisme permet de combler des vides explicatifs en réinterprétant quelques explications. C'est exactement là où se situe l'intérêt de notre approche dans le cas de la décision d'Harry Truman d'intervenir en Corée le 24 juin 1950.

Methodologie

Au regard de cette guerre, ce travail se penchera exclusivement sur la décision du président Harry Truman d'intervenir militairement en Corée suite à l'invasion nord-coréenne⁵. Ainsi, la question qui guidera cette recherche est : de quelle manière l'imaginaire sécuritaire américain a-t-il orienté la décision d'Harry Truman d'intervenir en Corée en juin 1950? L'imaginaire sécuritaire est une notion mise de l'avant par Jutta Weldes dans son livre *Constructing National Interests : the United States and the Cuban Missile Crisis*⁶. Appliquer ce concept à notre sujet d'étude nous permettra de comprendre

³ On peut, au moins, affirmer que les deux perspectives ne sont pas incompatibles. Voir notamment, S. Barkin (2003). *Realist Constructivism*. Vol. 5 (3). *International Studies Review*.

⁴ D. Battistella, « Le projet constructiviste », op., cit., p.330.

⁵ Lorsqu'on énonce que le travail « se penchera exclusivement sur la décision d'intervenir en Corée », c'est pour éliminer toute confusion liée à la nature de ce travail, car ceci n'est pas une recherche qui porte sur la Guerre de Corée en soi. C'est tout le processus qui a amené à la décision d'intervenir en Corée qui nous guidera. Ainsi, l'aspect « historique » de ce travail ne porte pas sur la Guerre de Corée (c'est-à-dire les batailles ou les tactiques militaires par exemple), mais bien sur les événements ayant mené à la Guerre de Corée. La décision américaine d'intervenir est en quelque sorte l'aboutissement historique du travail.

⁶ J. Weldes (1999). *Constructing national interests: the United States and the Cuban missile crisis*, Borderlines. Minneapolis. University of Minnesota Press.

les facteurs culturels et identitaires ayant affecté cette décision. L'idée défendue dans ce travail⁷ est que l'imaginaire sécuritaire américain post-deuxième guerre mondiale a incité le gouvernement américain à définir les événements en Corée du 24 juin 1950 comme un plan de domination mondiale du communisme contre les régimes démocratiques et capitalistes dont les États-Unis sont les représentants. De là, la souveraineté nationale américaine était mise à mal par cette menace. Le litige entre les deux Corées aurait pu être compris comme une guerre civile et locale, mais nous verrons que pour les élus et conseillers du gouvernement américain⁸, l'invasion nord-coréenne contre la Corée du Sud relevait nécessairement d'un plan de domination mondiale des régimes communistes contre les États capitalistes considérés « libres ». Cette perception est issue de l'imaginaire sécuritaire américain post deuxième guerre mondiale.

Ce sont ainsi les actes de langage et leurs chaînes de connotation, qui formeront les liens entre l'identité américaine et les événements ayant mené à la Guerre de Corée.

Le langage (parler ou écrire) est une force qui peut changer les sociétés. Les effets de la communication touchent des couches de la société qui n'étaient, a priori, pas forcément visées par des actions de langage. Ainsi, un discours a le potentiel de devenir une entité en soi et provoque des effets qui ne sont pas toujours prévus par celui ou celle qui « parle ». Pas besoin de chercher bien loin pour comprendre ceci; une doctrine, par exemple, est avant tout un énoncé qui s'est matérialisé dans un discours très souvent public ou institutionnalisé dans un document officiel à un moment précis. Toutefois, les effets d'une doctrine peuvent se faire sentir plusieurs années après l'énonciation de celle-ci et ils ne prennent pas fin avec la mort de la personne qui a énoncé cette doctrine. Les chaînes de connotation qui ont été produites sont réitérées par les personnes, disons « compétentes » à recevoir ce message. Pour expliquer l'agencement entre les actes de langage et les chaînes

⁷ Pour des raisons épistémologiques, il est préférable de formuler que l'on « défend une idée » plutôt que de prétendre avoir une « thèse ».

⁸ Nous verrons dans quelques pages quelle(s) couches de la population sont incluses dans notre corpus.

de connotation, Onuf évoque l'exemple des chasseurs de canards qui partent en saison de chasse.

« Les formes que peuvent prendre les actes de langage sont claires lorsque nous considérons les exemples suivants : (1) Vous dites que la saison de la chasse aux canards a commencé (vous pourriez dire « La chasse aux canards est ouverte! »). (2) Elle demande que nous allions tous à la chasse aux canards (elle pourrait dire « Allons à la chasse aux canards! »). (3) Je promets de rôtir le canard pour le dîner (je pourrais dire « Je serai le cuisinier! »). La forme générique d'un acte de langage est : Je (tu, etc.), par la présente, affirme (demande, promets) à quiconque m'entend qu'une certaine circonstance existe ou peut être atteinte. »

De là, le premier acte de langage « La chasse aux canards est ouverte » établit une condition afin d'acquiescer positivement à cette affirmation qui est « je serai le cuisinier ». On comprend alors que le second chasseur part à la chasse à condition qu'il fasse rôtir le canard. Onuf poursuit.

« Si, cependant, des locuteurs répètent fréquemment un acte de langage particulier avec les mêmes effets généraux, tout le monde impliqué commence à croire que la répétition devient significative. Nous finissons par chasser ensemble tout le temps parce que nous passons au travers du même cycle d'actes de langage à chaque fois que s'ouvre la saison de la chasse. Répétés constamment, les actes de langages deviennent des *conventions* puisque tout le monde en vient à croire que ce sont les mots, et non celui ou celle qui les itère, qui sont responsables de ce qui advient. Chasser ensemble est ce que l'on fait ensemble à certains moments, même si aucun d'entre nous n'a plus vraiment à mentionner quoi que ce soit à ce sujet. »⁹

⁹ C'est moi qui traduis le texte de l'anglais. Onuf, op., cit.

Un énorme caillou lancé dans un lac provoque des ondulations dans l'eau qui, elles, vont venir se frotter sur des nénuphars et des quenouilles autour. Celles-ci vont certainement bouger par effet secondaire du caillou qui a été lancé dans l'eau. Pareillement, les mots et ainsi que les dispositions linguistiques qui les forment, créent aussi des remous qui sont touchés par différents agents de la société; à leur tour, ils coconstruisent une interprétation de la réalité. Cet impact, fortement agencé par le procédé intersubjectif, crée une récurrence de cette rhétorique issue de la réalité construite. À grande échelle, cette construction de la réalité devient une « norme »¹⁰.

Par ailleurs, cette représentation est partiellement reprise par Widmaier qui indique que les chefs d'État ont le pouvoir de construire une crise à travers leur discours, ce qu'il appelle « *interpretative leadership* »¹¹. Une fois qu'un chef d'État a émis des propos qui s'inscrivent dans un contexte de crise, ceux-ci ont une portée qui dépasse les objectifs d'origine.

Rhétorique

Un autre élément significatif du langage est la rhétorique et elle est liée aux chaînes de connotation. Selon l'encyclopédie Universalis, la rhétorique se définit comme « l'art de dire quelque chose à quelqu'un ; l'art d'agir par la parole sur les opinions, les émotions, les décisions [...] C'est enfin la réflexion philosophique sur l'éloquence, sur la puissance de la parole dans les sociétés humaines et sur la capacité d'ajuster nos représentations aux représentations d'autrui qui en est le principe. »¹² Weldes nous dit que la rhétorique n'est pas une simple banalité (*mere*)¹³. Un décideur politique qui emploie une rhétorique exagérée est révélateur du contexte politique et culturel qui a cours. En ce sens, ce n'est

¹⁰ Le mot « norme » me semble plus courant pour comprendre ce qui vient d'être expliqué. En terme constructiviste, on devrait plutôt appeler ce modèle répétitif une « institution ».

¹¹ Nous détaillerons un peu plus sur le texte de Widmaier dans la section « littérature ». Voir. W. Widmaier (2007). Constructing Foreign Policy Crises: Interpretative Leadership in the Cold War and War on Terrorism, *International Studies Quarterly*, no.51 (2007).

¹² Rhétorique. (2020, 15 février, 19h38). Dans *Encyclopédie Universalis*. Récupéré de <https://www.universalis.fr/encyclopedie/rhetorique>

¹³ Weldes, op., cit., p118

pas un hasard d'employer un mot ou des termes qui renvoient à un champ lexical spécifique; cela en dit long sur les considérations intrinsèques de la personne parlante. Michael Hunt écrivait ceci dans son livre *Ideology and U.S. Foreign Policy*: « *Public rhetoric is not merely a screen, tool, or ornament. It is also, perhaps even primarily, a form of communication, rich in symbols and mythology and closely constraint by certain rules* »¹⁴.

Toutefois, en abordant des enjeux de politique, tous les éléments discursifs qui sont communiqués dans une société ne sont pas forcément constitutifs de la représentation d'un enjeu. C'est ce que Weldes nomme les « conditions linguistiques de l'existence ». Une question s'impose : qui a la légitimité de parler? En ce sens, quel(s) agent(s) de la société mérite(nt) notre attention afin de construire les composantes identitaires de l'imaginaire sécuritaire. Elle répond que: « *The national interest is produced primarily, although not exclusively, by foreign policy decision-makers* »¹⁵, mais afin de répondre de manière distinctive à cette dernière question, clarifions d'abord deux petites interrogations. (1) Discours public ou privé? Pour les politologues, il est plus facile de trouver des sources provenant du secteur public puisqu'elles sont accessibles. Toutefois, on pourrait faire la critique que les énoncés publics, qu'ils prennent la forme de discours ou de documents, sont préfabriqués et peuvent donc être maniés afin de convaincre une audience. Ceci peut nous amener à croire que ces énoncés ne sont pas garants d'une réalité « inconsciente », laquelle permettrait de tracer le caractère inné de l'identité. Ils perdraient ainsi leurs traits naturels, faussant ainsi les données pertinentes pour notre recherche. Weldes répond à cette critique en pointant le fait qu'un acte de langage, bien qu'il soit destiné à un groupe précis, peut affecter une autre couche de la société. Elle l'illustre avec l'exemple de la Doctrine Truman qui, a priori, était un discours destiné aux membres du Congrès afin de convaincre les plus sceptiques de l'urgence de venir en aide aux États européens menacés par les régimes communistes limitrophes. On sait bien aujourd'hui que la Doctrine Truman a influencé la politique étrangère américaine bien au-delà des législateurs américains lors de la présidence de Truman. Donc, bien qu'elle ait été conçue pour convaincre un groupe

¹⁴ M. Hunt (1987). *Ideology and US Foreign Policy*. New Haven. Yale University Press. Citation prise dans le livre de Jutta Weldes *Constructing National Interests The United States and the Cuban Missile Crises*.

¹⁵ J. Weldes (1996). *Constructing National Interests*. Vol.2. *European Journal of International Relations*.

spécifique, cette Doctrine a eu une portée nationale aux États-Unis. Pour renchéir sur Weldes à ce sujet et ce qui constitue la seconde interrogation (2), les discours publics ou privés, qu'ils soient préparés ou totalement impulsifs, vont nécessairement s'inscrire dans un champ lexical distinct avec tout ce que cela comporte. Le choix des mots et des adjectifs va offrir une subtilité et permettre de spéculer sur les intentions et croyances de la personne qui s'exprime (agent). Ainsi, le discours est nécessairement porteur de significations intrinsèques.

Dès lors, pour répondre à la question posée plus haut : qui a la légitimité de parler? On peut répondre à la question comme suit : les agents qui méritent d'être dans notre corpus de données sont ceux qui ont un accès, de près ou de loin, à la chaîne de connotation qui définit l'enjeu dont il est question. Ainsi, tout le monde faisant partie de la société civile pourrait mériter notre attention, mais un agent doit avoir un accès pertinent aux chaînons de communication qui ont cours. Les acteurs de l'appareil gouvernemental et bureaucratique comme le président, ses conseillers, les différents documents officiels produits par les institutions américaines et aussi les membres du Congrès (même ceux du parti adverse) sont importants à ce titre, car ils sont en position d'autorité et ont accès aux informations nécessaires (souvent secrètes) pour jouer un rôle de premier plan dans les débats sur la politique étrangère des États-Unis. Qui plus est, la bourgeoisie ou l'élite intellectuelle (pour ne nommer qu'eux) sont également susceptibles d'être en position d'autorité dans les débats sur la sécurité nationale et, ainsi, d'alimenter les chaînes de connotation déterminantes sur la politique étrangère des États-Unis¹⁶.

Ces chaînes associatives permettent de retracer des éléments identitaires de la société américaine. L'imaginaire sécuritaire que nous définirons dans les prochaines pages contient des traces de l'identité culturelle et mythologique américaine. En ce sens, l'imaginaire sécuritaire est constitué d'éléments culturels et identitaires spécifiques dans le

¹⁶ On ne nomme qu'eux dans le texte, mais on se range du côté de Dan O'Meara et Valeisha Sobhee qui se distinguent de Weldes à sujet et notent : « Différents éléments de la société civile (en particulier, la presse, certaines couches universitaires, des groupes de pression, et d'autres réseaux d'expertise) sont impliqués de façon cruciale dans le processus de définition de la signification légitime.» Ainsi, on ne représente pas que des « personnes entières », mais également des institutions qui communiquent et qui sont porteurs de ce bagage symbolique que nous cherchons ». D. O'Meara et V. Sobhee (2004). Grande-Bretagne La (re)construction d'une relation privilégiée. *Études Internationales*, 35(1), p.103

temps et dans un contexte précis; toutefois le résultat de cet imaginaire est construit par des aspects identitaires qui tirent leurs origines dans la mythologie américaine. En fin de compte, ce sont ces caractéristiques identitaires qui permettent à l'imaginaire sécuritaire de se construire dans un contexte précis.

Afin de faire cette démonstration, cette recherche se divise en trois chapitres. Le premier vise à passer en revue la littérature sur le sujet de la Guerre de Corée ainsi qu'à définir les principaux concepts clés du constructivisme.

Ensuite, le deuxième chapitre sert à définir les composantes de l'imaginaire sécuritaire que nous souhaitons étudier. Pour ce faire, on doit répondre à deux questions primordiales : « qui sommes-nous? » et « qui sont-ils? ». La première définit le contexte national américain et traite des transformations sociales et identitaires qui ont eu cours aux États-Unis durant la période 1946-1950. La deuxième question, « qui sont-ils? », permettra de définir la manière dont la société américaine, et principalement Truman et ces principaux conseillers, perçoivent l'URSS et le mouvement communiste mondial à l'aube de la Guerre froide. Ce traitement intersubjectif permet de comprendre de quoi est composé l'imaginaire sécuritaire américain de 1946 à 1950.

Le troisième chapitre analyse quant à lui les composantes soulevées dans le chapitre précédent afin de les lier aux bagages identitaires issus de la mythologie américaine. Comprendre l'imaginaire sécuritaire est central afin de relever ces traits immuables de l'identité américaine fortement ancrés dans la culture de la nation. Grâce au processus d'interpellation et d'articulation des objets significatifs, nous parviendrons à distinguer ces éléments¹⁷. Dans ce travail, lorsque nous ferons référence à « l'interpellation », cela veut dire l'identification des « objets » qui ont interpellé un « agent » de manière significative. Ces objets sont les constituantes de l'imaginaire sécuritaire. Par la suite, « l'articulation » de ces objets interpellés et identifiés tels qu'ils sont décrits, se produit en fonction d'un bagage identitaire issu de la mythologie identitaire américaine. Pour résumer, « l'interpellation » cible les éléments saillants de l'imaginaire sécuritaire et

¹⁷ Le processus d'interpellation et d'articulation n'est pas la même que celle de Jutta Weldes dans *Constructing National Interest*. Son analyse est beaucoup plus détaillée et a pour point de départ le concept « d'intérêt national », ce qui est contraire à nous.

« l'articulation » de ces objets les analyse afin comprendre quelle(s) caractéristique(s) culturelles et identitaires issues de la mythologie américaine peuvent expliquer la formation de l'imaginaire sécuritaire telle que nous le décrivons.

Globalement, cette recherche fournira une analyse approfondie des facteurs identitaires ayant mené à l'intervention américaine en Corée en juin 1950.

Chapitre 1 : Revue de la littérature et définition des concepts

Ce premier chapitre vise à explorer les principaux ouvrages sur la Guerre de Corée et sur le constructivisme afin de mener une étude de cas adéquate. On s'intéresse davantage aux écrits critiques sur le sujet, c'est-à-dire aux auteurs qui élaborent différents cadres d'analyse afin de comprendre et de réinterpréter les motifs qui ont incité le gouvernement américain à intervenir en Corée. Les écrits historiques centrés exclusivement sur les faits et événements ne sont pas ceux principalement analysés. Le principal événement étudié est strictement la décision américaine d'intervenir en Corée. Beaucoup d'auteurs ont publié des ouvrages historiques qui relatent bien les différents événements et enjeux qui ont marqué cette guerre¹⁸. Toutefois, dans le cadre de notre recherche, on s'intéresse davantage aux chercheurs qui ont publié des essais « interprétatifs » ou « explicatifs » sur les effets du contexte international sur Truman, sur les considérations immédiates des décideurs ou encore sur les biais cognitifs du président qui sont liés à la Guerre de Corée. Les auteurs traités ont fait un travail exhaustif pour analyser les décisions prises par Truman et ses conseillers, mais également par les dirigeants coréens, soviétiques et chinois. En fin de chapitre, nous élaborerons sur les publications axées sur notre cadre théorique afin de bien définir les principaux concepts du constructivisme.

Ce chapitre a un double objectif; (1) bien saisir le contexte et les enjeux importants qui ont mené le président Truman à déployer des forces armées dans la péninsule coréenne. Ainsi, les mois et années précédant cette décision peuvent nous éclairer sur les considérations ayant eu cours.

Dans un deuxième temps (2), il sera question de décrire en détail notre cadre d'analyse : le constructivisme. Les théories constructivistes diffèrent d'un auteur à l'autre, car aucune ligne directrice claire n'est utilisée pour mener des études de cas. Stephen Walt

¹⁸Voici quelques ouvrages historiques. R. Leckie (1963). *La Guerre de Corée*. Paris. Robert Laffont.; B. Bernstein (1977). *The Week We Went to War : American Intervention in the Korean War*. Vol. 54, *Foreign Service Journal*, p. 6-35.; B. Cumings (2011). *The Korean War: a History*. New York. Modern Library; pour une analyse détaillée sur la création des deux États coréens de 1945 à 1950 voir. D. Cumin (2001). Retour sur la Guerre de Corée. No.54. *La Découverte*.

stipulait qu'alors que d'autres théories en Relations internationales se concentrent sur la force du commerce et de la puissance brute, le constructivisme s'intéresse à la force des idées¹⁹. Dès lors, voici quelques notions qui nous guideront: l'intersubjectivité, l'identité, l'interactionnisme symbolique (objets significatifs), la sécurisation et l'imaginaire sécuritaire.

Une fois ces différents termes définis, il sera plus aisé de faire notre étude de cas. Il est à noter que la finalité de notre cadre d'analyse est d'interpréter, et non d'expliquer empiriquement et scientifiquement un phénomène afin de le « prévoir »²⁰ ou d'identifier des « faits sociaux » récurrents²¹. On ne se trouve pas dans une épistémologie positiviste et rationaliste. Le but de notre recherche est « d'interpréter » l'intervention américaine en Corée grâce aux concepts nous permettant de réaliser un tel objectif.

1.1 La Guerre de Corée: essais critiques et interprétatifs

1.1.1 Mode organisationnel et cognition

Glenn Paige a publié l'un des premiers livres sur les grandes décisions prises par le président Truman les premiers jours suivant l'invasion nord-coréenne²². L'auteur décrit les six plus grandes décisions que le président a dû prendre et met en relief les facteurs qui ont influencé sur l'équipe présidentielle; c'est-à-dire l'opinion publique, la réaction des autres chefs d'État et du Congrès, l'orientation des institutions multilatérales (ONU et OTAN) ou encore l'état des forces militaires sur le terrain. Paige va même jusqu'à construire un

¹⁹S. Walt (1998). *International Relations: One World, Many Theories*. no.110. *Foreign Policy*.

²⁰ Dans ce mémoire, beaucoup de notions et concepts seront mis entre guillemets lorsqu'ils font référence à une définition spécifique liée au champ d'étude; cela évite les ambiguïtés sur la nature du mot. Ce sont normalement des concepts couramment utilisés dans les études constructivistes, mais pour éviter des confusions liées à la syntaxe, ils seront identifiés entre guillemets.

²¹ Ainsi, on rejette partiellement le « constructivisme positiviste » comme Wendt le défend dans son livre. Voir. A. Wendt (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge. Cambridge University Press.

²²G. Paige (1968). in *The Korean Decision*. New York. The Free Press.

modèle qui conçoit le procédé cognitif du président lors de la prise de certaines décisions. L'une de ses conclusions est que l'ensemble des décisions de Truman²³ a été renforcé par : un consensus apparent de la part de ses conseillers, mais également l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU de mobiliser une coalition internationale en Corée, d'autres chefs d'État et aussi de la pression venant du Congrès et des médias. Paige met en relation les variables qui ont influencé la cognition du président comme les valeurs personnelles et les informations qui lui ont été transmises²⁴. De plus, le fait que ces décisions aient été prises en temps de crise minimise la liberté d'action du décideur puisque des contraintes internationales le forcent à agir rapidement²⁵.

Janis Irving partage essentiellement le même avis et stipule que c'est la tendance à la pensée groupale de la part des conseillers qui a été la plus néfaste pour le président.²⁶ Le mode de gestion de la part du président est, effectivement, un aspect qui est couramment cité dans la littérature au sujet de cette guerre. En effet, n'étant pas très à l'aise avec les conflits entre conseillers, Truman optait davantage pour une gestion formelle et hiérarchique de l'appareil gouvernemental²⁷. Il faisait confiance à ses conseillers sans trop remettre en question la provenance des informations qui lui étaient transmises. Ainsi, ses principaux conseillers en politique étrangère, Dean Acheson, Louis Johnson et George Marshall, étaient très importants dans le processus décisionnel. Ceci devient problématique compte tenu du manque de connaissances en politique étrangère du président; une équipe de conseillers influents qui tend vers la pensée groupale est une mauvaise formule en temps de crise comme celle en Corée à l'été 1950. Ainsi, il n'est pas surprenant qu'Harry Truman ait été désordonné dans l'élaboration de sa politique étrangère en Asie.

²³Paige identifie cinq grandes décisions prises par le président : demander une résolution au Conseil de sécurité, ériger une forte opposition contre les troupes nord-coréennes, mobiliser les forces navales et aériennes, étendre les opérations militaires jusqu'en Corée du Nord et renforcer le nombre de soldats en Corée.

²⁴Paige, op., cit., p.314

²⁵Idem, p.308

²⁶J. Irving (1972), *Victims of Groupthink*. Boston. Houghton-Mifflin.

²⁷A. George (1980), *Presidential Decision-Making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*. Boulder. Westview Press.

Larry Blomstedt²⁸ souligne également le manque flagrant de leadership du président, en partie responsable de la division de son propre parti et des critiques des républicains à l'égard de sa politique étrangère en Asie. En effet, la peur du communisme se faisait sentir au sein de la population américaine et la montée du maccarthysme battait son plein. Les élus au Congrès vont ouvertement réprimander l'apparent chef de la diplomatie américaine Dean Acheson sur la gestion du dossier en Corée en l'accusant de ne pas adopter la ligne dure envers l'URSS et leurs alliés dans la région. Ce conflit a, aussi, ouvert le débat entre le Congrès et la présidence au sujet des déploiements armés en sol étranger. En effet, Truman n'a pas demandé l'aval du Congrès avant de déployer les troupes en Corée. Ainsi, Blomstedt démontre de quelle manière le faible leadership de Truman a désorienté et déstabilisé les objectifs américains en Corée.

Le livre de Charles-Philippe David²⁹ propose une étude de cas du dossier de la Guerre de Corée. Selon lui, Truman et ses conseillers ont fait preuve de ce qu'on appelle le « *Wishful Thinking* », c'est-à-dire qu'ils ont pris leur vœu pour des réalités, et ce, notamment lorsqu'ils ont évalué les risques associés à une intervention armée en Corée. Le président n'a pas remis en question les propos du général MacArthur lorsque ce dernier a prédit que la Chine n'allait jamais intervenir dans le conflit même si les alliés débarquaient en masse. Plusieurs prédisaient pourtant le contraire. Le chef de la diplomatie chinoise de l'époque, Chou En Lai, avait même affirmé que la Chine ne tolérerait pas la présence des Occidentaux si ceux-ci se rapprochaient trop de la frontière chinoise au nord. Truman et MacArthur ont perdu leur pari, car c'est plus de 260 000 soldats chinois qui ont traversé la rivière Yalu pour repousser les forces alliées au sud. Le président a laissé une trop grande marge de manœuvre au général et n'a pas su s'imposer pour contenir ses ambitions.

Aussi, selon David, Truman a voulu adopter la ligne dure dans cette région d'Asie pour ne pas passer pour un faiblard et laisser sous-entendre qu'il n'était pas en contrôle de la situation³⁰. Son administration avait été durement critiquée suite à la victoire des communistes de Mao Zedong contre Tchang Kaï-Chek. On l'avait accusé d'avoir perdu la

²⁸L. Blomstedt (2015). *Truman, Congress and Korea*. Lexington. University Press of Kentucky.

²⁹ C. P. David (2015), *Au sein de la Maison-Blanche de Truman à Obama : la Formulation (imprévisible) de la Politique Étrangère des États-Unis* (3^e édition). Québec. Presses de l'Université Laval.

³⁰ Idem, p.260.

Chine aux mains des communistes. David explique : « Cette volonté ferme a sans doute autorisé MacArthur à exploiter le désir de vengeance [...] Truman et Acheson désiraient une victoire décisive, sans équivoque, d'autant que les républicains réclamaient la réunification de la Corée sous le joug des États-Unis »³¹.

En fin de compte, les auteurs mentionnés jusqu'ici placent les individus et les différentes pressions qu'ils subissent aux États-Unis, au cœur de leur analyse de la Guerre de Corée. C'est un cadre d'analyse libéral qui se caractérise par l'importance des acteurs non étatiques dans l'explication des politiques étrangères. Le processus décisionnel des décideurs est influencé par les différentes luttes qui s'exercent à l'intérieur d'un État³². Ainsi, l'anarchie du système international et les États en tant qu'entités immuables ne sont pas des facteurs d'influence primaires.

1.1.2 Diplomatie, sécurité et contexte international

Un autre groupe d'auteurs oriente son analyse de la Guerre de Corée vers un tout autre angle d'analyse. Par exemple, Hans Morgenthau, considéré comme l'un des pères du réalisme classique, a écrit sur les événements de Corée 1950-1953. Il se penche essentiellement sur la configuration de l'échiquier international et les liens diplomatiques à l'époque. En effet, dans son célèbre ouvrage³³, il déclare que la coalition internationale menée par les Nations Unies aurait dû rassembler tous les membres de l'Organisation afin d'être efficace pour repousser les forces communistes vers le nord.³⁴ De plus, l'intervention

³¹ Idem.

³²A. Moravcsik (1997). *Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics*. 51(4). *International Organization*.

³³H. Morgenthau (1966). *Politics Among Nations* (4th edition). New York. Knopf.

³⁴Parmi les soixante pays membres de l'ONU, seulement seize ont envoyé des forces armées pour venir en aide à la Corée du Sud. Idem, p.405

chinoise pour venir en aide à l'allié coréen remanie l'équilibre des puissances en Asie orientale. Il explique à ce propos:

« In the absence of even the slightest doubt as to the legal merits of the case, collective security would have required that all members of the United Nations come to the aid of South Korea, the victim of aggression. [...] In order to understand the different attitudes taken by nations with regard to the Korean War, it is neither sufficient nor necessary to consult the legal texts concerning the obligations imposed upon the member states by a system of collective security. It is, however, sufficient and indeed indispensable to consult their interests and the power available »³⁵

Lorsque le président a pris la décision d'intervenir en Corée, l'implication des Chinois n'était pas réellement prise au sérieux et elle a certainement été écartée des options considérées au sein de la Maison-Blanche. Ainsi, selon Truman, l'équilibre des puissances favorisait clairement dans le camp de l'ouest, ce qui l'a poussé à intervenir. C'est un calcul de puissance relative qui détermine l'intérêt de l'État.

De plus, Morgenthau précise que la péninsule coréenne est sans contredit une région affectée par les élans impérialistes, autrefois des Japonais et désormais des Russes et des Américains. L'avenir des deux Corées est alors important pour le contrôle en Asie. Selon cet auteur, l'intérêt d'un État se définit en termes de puissance. Celle-ci peut faire référence aux effectifs militaires, la technologie, les ressources naturelles, les ressources matérielles ou encore la population.³⁶ Son analyse est très orientée sur les éléments matériels de la puissance.

Seyom Brown, un autre spécialiste des questions de sécurité, écrit que l'objectif le plus important aux yeux de Washington en Corée était de contenir l'expansion militaire de

³⁵Morgenthau, op. cit., p.404

³⁶ Morgenthau, op.,cit., p.106

l'Union soviétique³⁷. Pour Truman, le champ de bataille entre communisme et capitalisme allait être l'Europe. Suite à la guerre, plusieurs pays sont affaiblis politiquement, ce qui les rend plus vulnérables à un coup de force de la part des Soviétiques communistes; ils avaient développé des points stratégiques dans le monde afin de faire basculer l'équilibre des puissances. En fin de compte, le conflit coréen a permis aux États-Unis de constater qu'ils allaient devoir détenir une grande force armée permanente s'ils voulaient contrebalancer la stratégie soviétique, car l'Europe n'est alors plus la seule région importante sur le plan stratégique. Comme l'auteur l'indique : « *The strategic prize was Western Europe, with its skilled manpower and industrial infrastructure. Truman was convinced that Europe was still at the center of the Soviet design for world domination, and he, for one, was not going to allow our attention to be diverted from this dominant feature of the global power contest.* »³⁸. Ainsi, le budget de la défense a quasiment doublé pendant la Guerre de Corée, tout comme les effectifs militaires qui ont atteint un sommet inégalé de 1,5 million d'hommes. Les flottes navales et aériennes ont également été en constante augmentation au tournant de la guerre. D'aucune manière la puissance globale des Russes ne devait dépasser celle des États-Unis. Brown conclut que la puissance des États-Unis et de leurs alliés se mesure par trois variables : les forces armées en présence, l'industrie économique des États-Unis et les forces provenant des populations indigènes des colonies³⁹.

L'angle analytique adopté par Seyom Brown est fortement imprégné par des termes relatifs à la puissance brute des États. En effet, les termes comme « *Global military power* », « *forces-in-being* » ou « *balance of power* » sont récurrents dans son texte. À la manière d'un « réaliste », sa compréhension des enjeux liés à la Guerre de Corée est grandement teintée par une vision dualiste du monde où les forces du bien affrontent les forces du mal. On pourrait recenser beaucoup d'écrits sur le sujet s'articulant autour des questions de sécurité internationale, sécurisation des frontières, impérialisme, et ce, sous une lunette profondément manichéenne⁴⁰.

³⁷S. Brown (1972). Korean and the Balance of Power. Dans A. Guttman, *Korea: Cold War and Limited War* (242-258). Lexington. D.C Heath and Company.

³⁸ Idem, p.252

³⁹ Idem, p.258

⁴⁰On retrouve même des écrits de personnalités actives sur le plan politique qui s'insèrent parfaitement dans ce cadre d'analyse. On peut faire référence, par exemple, à George Kennan ou John Foster Dulles qui

1.1.3 Identité, analogie et structure sociale

L'apparente confusion du chef de la diplomatie américaine à l'aube de la crise coréenne nous amène à explorer la littérature dans une perspective cognitive. Déjà dans les mémoires de Truman, il apparaît évident que ce dernier saisissait les événements de juin 1950 sous la forme d'analogies⁴¹. Pour May⁴², c'est précisément son manque d'expérience en politique étrangère qui l'a rendu vulnérable à des recours aux analogies et selon Thomas Preston⁴³, Truman aurait eu recours à de telles analogies dans 25% des grandes décisions qu'il a prises au moment du conflit coréen. C'est pourquoi l'exemple de la Seconde Guerre mondiale était si représentatif pour le président. Durant les années 1930, la nonchalance des alliés avait clairement favorisé l'émergence du régime nazi d'Hitler, aboutissant à la Guerre mondiale de 1939 à 1945, était fort répandue aux États-Unis.

Pour poursuivre sur les analogies, Yuen Foong Khong a mené une étude sur la Guerre de Corée et son impact sur la Guerre froide. Une des idées de son livre⁴⁴ est liée à la citation suivante de George Ball: « *I would suggest to you that if we had not gone into Korea, I think it would have been very unlikely that we have gotten in Vietnam* »⁴⁵.

ont écrit sur cette période et dressent un portrait menaçant et impérialiste de l'Union soviétique. Voir J. F. Dulles (1953). *Policy for Security and Peace*. 32(3) *Foreign Affairs*. X (1947). *The Sources of Soviet Conduct*. 25(4). *Foreign Affairs*, J. F. Dulles. « To Save Humanity from the Deep Abyss ». Dans L. Gardner (1972), *The Korean War* (84-95). New York. Quadrangle Books.

⁴¹À titre d'exemple, il écrit dans ses mémoires (traduit en français): « Ce n'était pas la première fois de mon existence qu'un fort avait attaqué un faible. Songeant à certains exemples du passé, Mandchourie, Éthiopie, Autriche, je me rappelais comment chaque fois que les démocraties étaient restées passives, les envahisseurs s'étaient par là même trouvés encouragés et avaient poursuivi leurs déprédations ». Ceci démontre le recours flagrant à des analogies pour interpréter une situation. H. Truman (1956). *Mémoires: l'Affaire de Corée*. Paris. Librairie de Plon

⁴²E. May (1973). *Lessons of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*. New York, Oxford University Press.

⁴³T. Preston (2001). *The President and His Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*. New York. Columbia University Press.

⁴⁴Y. F. Khong (1992). *Analogies at war: Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*. Princeton, Princeton University Press.

⁴⁵Idem, p.97

L'ensemble de son ouvrage démontre que le président Johnson s'est appuyé sur l'analogie de la guerre de Corée pour définir sa politique au Vietnam. Autant qu'il paraît évident que la leçon de Munich dans les années 1930 a grandement affecté la décision de Truman d'intervenir contre la Corée du Nord en 1950; la Corée aurait aussi causé un traumatisme perceptible en politique étrangère américaine durant la deuxième moitié du 20^e siècle. Le livre de Khong est une mine d'or pour saisir l'impact des analogies sur la manière dont les présidents prennent les décisions. Il contient plusieurs études de cas qui démontrent de quelle façon les présidents américains ont eu recours aux analogies. De plus, l'auteur cite des études en psychologie faites par Daniel Kahneman, Paul Slovic et Amos Tversky dans leur ouvrage intitulé *Judgement under Uncertainty : Heuristics and Biases*⁴⁶ dans lequel on comprend le procédé psychologique par lequel des individus ont recours aux analogies. Une des explications se réfère à ce que les auteurs nomment « *availability heuristic* » c'est-à-dire un trait psychologique qui s'opère lorsque des individus estiment la probabilité qu'un événement se produise par la répétitivité à laquelle elle peut l'associer à des événements similaires dans sa mémoire.

Dans le même ordre d'idées, on élargit même la littérature à des études en psychologie politiques. L'étude de Deborah Welch Larson intitulée *The role of belief systems and schemas in foreign policy decision-making*⁴⁷ démontre bien le processus cognitif d'un décideur d'État face à un enjeu particulier. La construction d'une réalité est faite en fonction des croyances, traits de personnalité et convictions qui forment le « système de croyances » d'un décideur. De plus, le « schéma cognitif » du décideur est crucial. Il est constitué de tous les types de stimuli auxquels une personne est personnellement sensible, par exemple les différentes constructions sociales. Lorsque le schéma cognitif et le système de croyances sont mis en relation, il se crée une toile complexe d'associations par laquelle un décideur va comprendre la réalité à laquelle il fait face. Or, en politique étrangère, les différents enjeux qui émanent du schéma cognitif sont extrêmement complexes puisqu'ils comportent beaucoup de variables qualitatives parfois

⁴⁶ P. Slovic et A. Tversky (1982). *Judgment under Uncertainty: Heuristics and Biases*. Cambridge. Cambridge University Press.

⁴⁷D. W. Larson (1994). *The role of belief systems and schemas in foreign policy decision-making*. Vol.15. *Political Psychology*.

incompatibles. De là, cette opérationnalisation va éliminer les informations qui s'incorporent mal au système de croyances de l'individu afin que celui-ci puisse comprendre logiquement sa réalité.

La méthode utilisée par Jennifer Miliken⁴⁸ est probablement celle qui s'approche le plus de celle envisagée dans ce mémoire. L'auteure souligne que la Guerre de Corée, étant un événement crucial de la Guerre froide, pousse tous les chefs d'État à constituer une politique étrangère cohérente dans un contexte socialement nouveau. Les États-Unis deviennent le porte-étendard du capitalisme et du bloc de l'ouest; le Congrès américain avait approuvé quelques mois précédant l'invasion en Corée le NSC 68 qui remaniait la politique à l'égard de l'URSS et du communisme. Désormais, la menace que représente l'URSS et ses actions dites « impériales » ne peuvent plus simplement être apaisées (*appeasement*), mais doivent également être réduites (*rollback*). Dès lors, les États naturellement alliés comme la France, l'Angleterre ou le Canada doivent choisir leur camp et définir leur implication dans l'opposition est-ouest. Ainsi, pour revenir à Milliken, elle examine le procédé culturel par lequel s'est constituée « l'identité collective » du « bloc de l'ouest » ayant poussé à la coalition en Corée. Elle stipule que l'insécurité n'est pas une donnée en soi, mais bien un construit qui s'est formé à travers un discours qui attribue une signification particulière et subjective à cet enjeu. Pour reprendre ces mots, elle explique: « *Discourses provide people with the capabilities to represent a situation to themselves and to the others [...] [Threats] are not given but are constructed through discourse, an ordering of terms, meanings, and practices that forms presupposition* »⁴⁹. Suite à une analyse discursive, Milliken démontre que les événements en Corée ont été considérés comme une menace à la sécurité collective du bloc de l'ouest et que cela a poussé les États alliés, notamment l'Angleterre, à s'investir militairement en Corée. En fin de compte, ce texte analyse les différentes pratiques culturelles qui ont eu cours dans la première semaine suivant l'invasion de Séoul; c'est-à-dire les éléments discursifs ayant exprimé l'insécurité vécue notamment par Truman et ses conseillers.

⁴⁸ J. Miliken (1999), « Intervention and Identity: Reconstructing the West in Korea 1950 », Chap. In J. Weldes et al. *Cultures of Insecurity States, Communities, and the Production of Danger*, p.91-118, Minneapolis: University of Minnesota Press.

⁴⁹ Idem, p.92

Tout compte fait, cette sous-section démontre que certains auteurs ont voulu rompre avec les explications classiques et matérielles pour concentrer l'analyse sur des variables idéationnelles. Déjà, on peut sentir que les derniers auteurs mentionnés se rapprochent du constructivisme. On verra maintenant comment cette approche peut être mise à profit pour étudier la décision de Truman d'intervenir en Corée.

1.2 Le constructivisme en Relations internationales : concepts et auteurs

Le courant constructiviste se fait surtout connaître dans le domaine des relations internationales au tournant des années 90. Des chercheurs comme Nicolas Onuf avec son ~~article~~ livre *A World of Our Making* en 1989, Alexander Wendt avec *Anarchy is what States Make of It* en 1992 et quelques années plus tard l'ouvrage collectif de Peter Katzenstein *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* ont fait connaître cette approche dans la discipline. Jutta Weldes est l'une des rares à avoir fait une analyse de cas empirique d'envergure sous la bannière constructiviste.

Le constructivisme est un cadre théorique qui se distingue fortement des autres paradigmes en relations internationales, notamment en raison de son objectif épistémologique. En fait, un débat persiste sur la réelle contribution épistémologique du constructivisme⁵⁰. Ce courant ne se veut pas prescriptif et ne propose pas non plus de grille d'analyse immuable nous permettant d'expliquer à part entière un changement ou un enjeu dans le domaine international. Le postulat de base du constructivisme est qu'il n'existe pas de réalité matérielle objective qu'un agent peut saisir sous une forme véritable et définitive. La réalité matérielle est une construction sociale qui se construit par un sujet pensant.

⁵⁰En effet, les constructivistes sont divisés quant à l'orientation épistémologique de ce cadre d'analyse. Le débat est majoritairement situé sur les questions de la rationalité et du positivisme de leur épistémologie.

Ce cadre théorique fonctionne en appliquant certains concepts clés à un objet d'étude. Pour le mémoire, cinq d'entre eux seront particulièrement utilisés: l'intersubjectivité, la sécurisation, l'identité, l'interactionnisme symbolique (ou objets significatifs) et l'imaginaire sécuritaire. D'autres notions inhérentes à ces cinq concepts seront également définies.

Construction sociale d'une crise : éléments discursifs comme agent de sécurisation et intersubjectivité

Nous l'avons souligné plus tôt, le constructivisme présente des analyses traitant la réalité non pas de manière dite « matérielle », mais bien sous le couvert d'une réalité intersubjective, c'est-à-dire qui se construit au travers des différentes interactions existantes entre les sujets. La réalité est socialement construite par un acteur. En d'autres mots, chaque personne interprète le monde et les objets qui le composent en fonction de sa subjectivité. Ces mécanismes sont, aussi, présents dans le domaine « social ». Notre compréhension est forcément limitée dans le prisme de notre conscience. Ainsi, un traitement neutre d'information est quasiment impossible, Wesley Widmaier écrit: « *agents cannot make efficient use of information or employ "all available information" in forming expectations* »⁵¹. Il n'est pas possible pour les individus de connaître toutes les données liées à un enjeu, car ils sont forcément contraints par des considérations spatio-temporelles, logistiques, perceptuelles, etc. Ainsi, il persiste constamment une notion d'incertitude devant l'objet interprété. Keynes affirmait aussi que ce sentiment d'incertitude amène les individus à s'accrocher aux conventions, aux heuristiques et aux construits sociaux, car il est plus facile de structurer sa pensée avec ces « raccourcis cognitifs »⁵². Les individus sont nécessairement contraints par leur cognition et des construits qui en découlent lorsqu'ils élaborent une position face à un sujet ou un enjeu.

⁵¹ Widmaier, op. cit.

⁵² Cette explication de Keynes ressemble beaucoup à celle de Deborah Welch que nous avons expliquée plus tôt.

Parallèlement, cet effort de compréhension provoque instinctivement la représentation subjective d'autrui. C'est ici que l'on parle de l'intersubjectivité. Dans sa définition la plus simple, l'intersubjectivité est le fait de prendre en considération la vision d'autrui dans l'élaboration de son propre point de vue ou position dans un contexte donné. La réalité n'est jamais objective ni subjective, mais bien intersubjective. C'est le résultat de la co-construction entre un acteur et un objet qui forme la réalité; pris à part, un acteur ou son environnement n'apportent aucun fait en soi, c'est leur interaction qui donne un sens à la réalité telle que nous la décrivons. Toutefois, la compréhension d'autrui reflète néanmoins des caractéristiques provenant de son propre schéma de pensée, ce qui donne une impression, disons « personnalisée » de l'autre. À titre d'exemple, Dario Battistella soulignait que durant les années 60 le Canada et Cuba avaient sensiblement la même puissance militaire, mais que pour le département d'État américain Cuba représente un plus grand danger à la sécurité nationale que le Canada. Ce qui importe n'est pas la puissance relative, mais bien les relations qui existent entre les États qui donnent du sens à la puissance. Un objet peut être assimilé différemment par deux acteurs, car le procédé intersubjectif qui en émane est simplement construit différemment⁵³. Cette notion d'intersubjectivité est l'une des pierres angulaires des travaux constructivistes. C'est une conception qu'il faut constamment garder en tête lorsqu'on lit ou discute des études de cas constructivistes en RI.

Le genre d'interaction que nous venons d'expliquer n'est pas exclusif aux individus et aux objets physiques. Il peut également caractériser les idées et objets abstraits. C'est d'ailleurs le cas concernant une « crise » politique (internationale). On peut définir une « crise » comme étant « l'interprétation » d'un événement qui force les belligérants à régler un enjeu d'ordre diplomatique, commercial ou militaire qui porte préjudice à l'intérêt national. Mais ce qui peut être considéré comme une « crise » pour l'un ne l'est pas forcément pour l'autre (ou peut l'être, mais à un degré différent). Ainsi, pour le président Truman, l'élaboration de sa doctrine a été précédée d'une situation qu'il a jugé inquiétante pour la sécurité des États-Unis. La Doctrine Truman a guidé la politique étrangère américaine durant la seconde moitié du 20^e siècle. En effet, elle marque l'achèvement

⁵³Battistella., op., cit.

d'une rupture avec l'isolationnisme qui prévalait dès lors depuis au moins les années wilsonniennes et elle perdure jusqu'à la déconfiture de l'URSS. Roxana Sojted caractérise cette doctrine comme ainsi: « *[The] call for the U.S. to take the lead in a global struggle against Communism. It is often regarded as the beginning of the Cold War, contributing to the creation of a new international structure that would be dominant for the next 50 years* »⁵⁴. L'explication très réaliste (en référence au réalisme en RI) voulant que la Doctrine Truman ait été formulée en réponse aux agressions communistes répétées contre des pays « neutres » comme la Turquie et la Grèce est insuffisante puisqu'elle puise son raisonnement d'une conception classique des rapports de force qui régissent le comportement étatique (réalisme) et cet agencement ne rend pas bien compte de la manière dont une doctrine est construite. C'est également à travers le discours du Chef d'État qu'elles sont construites.

Une doctrine ne devient pas effective dès l'allocution terminée. Les « propriétés discursives » ont des effets plus subtils qu'on pourrait le croire a priori. Il y a deux effets notables. Dans un premier temps (1), le président peut convaincre à travers la rhétorique, ce qui peut amener d'autres acteurs à partager le même point de vue ou vision du monde. D'ailleurs, suite à ce discours, certains républicains qui défendaient l'isolationnisme qui prévalait dès lors se sont rangés du côté des démocrates et du président Truman; c'est le cas notamment de Robert Taft et Arthur Vandenberg, respectivement sénateur de l'Ohio et du Michigan. Une fois que le président identifie formellement une menace ou un élément « d'insécurité » pour la nation, toute la dynamique interne du pays réagit, autant au niveau des élus au Congrès, des médias et de la population qui consomment cette « insécurité ».

Deuxièmement (2), Wesley Widmaier stipule que c'est à travers le discours présidentiel que les crises sont construites, car ce dernier est en position de force au sein de la société américaine et peut ainsi donner beaucoup de visibilité à son interprétation du monde, ce que l'auteur nomme « *Interpretative leadership* ». Encore une fois, les éléments qui caractérisent le contexte international sont certainement des « faits » réels, mais la

⁵⁴ R. Sjostedt (2007). The Discursive Origins of a Doctrine Norms, Identity, and Securitization under Harry S. Truman and George W. Bush. No.3. *Foreign Policy Analysis*.

connotation de « crise » est construite par celui qui la définit ainsi : « *presidents have become expected to exercise interpretive leadership by defining threats and crises and by guiding societal discussions of events in ways that affirm some set of understandings* »⁵⁵. Le président détient le pouvoir informel de cibler et de définir la nature d'une « crise » puisqu'il est le représentant de l'intérêt national de la nation. Il oriente les débats autour des points qu'il a personnellement identifiés comme étant un sujet de crise nationale. Ainsi, on peut voir que le président ne contrôle donc plus sa propre rhétorique et les effets de son propre discours. Plusieurs études de cas comparent Harry Truman et George W. Bush quant aux conséquences qu'ont eues leurs discours dans la formation des doctrines qui portent leur nom. Des événements comme ceux en Grèce et Turquie en 1947 ou encore le 11 septembre 2001 sont certainement des moments qui permettent aux chefs d'État de produire leur discours, mais les effets que ces discours ont eus sur leurs doctrines respectives sont plus subtils que l'on peut croire; mais dans les deux cas, cela a eu un véritable impact coercitif sur la politique de défense américaine. Les conséquences de l'« *Interpretative leadership* » font aussi écho au sein de la société civile. On note un changement d'ordre institutionnel au gouvernement américain en fonction des enjeux qui se veulent saillants ou menaçants pour la sécurité nationale du pays.

1.2.1 Identité

En sociologie, certains auteurs écrivaient déjà sur l'identité⁵⁶. On pourrait croire à tort que c'est un ensemble de traits propres à un individu qui construit son identité. Toutefois, celle-ci est constamment en construction par un agent (individu) qui interagit avec les différents objets⁵⁷ qui composent son environnement. Sur ce, Castoriadis écrit: «

⁵⁵ Widmaier, op., cit., p.785.

⁵⁶Des auteurs tels Cornelius Castoriadis, Peter Berger, Thomas Luckmann et Herbert Blumer sont des sociologues qui ont écrit dans les années 50 et 60. Leurs analyses ont posé les fondements de l'approche constructiviste.

⁵⁷Le terme « objet » signifie un grand ensemble de stimulus avec lesquels un agent peut interagir. Ce ne sont pas forcément des objets au sens strict et matériel, mais également idéationnel. C'est en fait ce que le symbolisme cherche à étayer. Nous développerons sur cela plus loin.

l'image du monde et l'image du soi sont de toute évidence toujours liées ». ⁵⁸ Ainsi, l'identité n'est pas immuable dans le temps ni dans l'espace. Elle sera toujours construite par différents acteurs, structures, institutions, agents ou objets.

L'identité se crée toujours dans l'altérité et le rapport avec un Autre. Dès lors, il faut toujours se poser les questions « qui suis-je? » et « qui est-il/elle? ». De là, il sera possible de cerner quelques traits distinctifs de la relation existante entre deux personnes ou des groupes de personnes. Ce processus de construction identitaire fait également référence à la notion d'intersubjectivité que nous avons décrite plus tôt.

En relations internationales, le concept d'identité repose sur les mêmes mécanismes qu'en sociologie. Un pays dispose d'une population qui interagit avec un nombre infini d'individus, d'institutions, d'intérêts, de règles et de normes. Toutes ces interactions sont quasiment impossibles à cerner afin de caractériser « la nation américaine » dans son ensemble et de lui attribuer des traits identitaires. L'identité nationale n'est pas facile à définir, car toutes les factions de la société américaine sont uniques et interagissent entre elles, s'influencent et évoluent. Ainsi, il n'est pas simple d'avoir une idée claire de ce que représente réellement une société aussi complexe que la société américaine, d'où notre scepticisme devant des affirmations consistant à dire que « les Américains sont... » ou encore « le peuple américain est... ». Les décideurs politiques tentent toutefois de répondre, parfois de façon inconsciente aux fameuses questions « qui suis-je? », « qui sommes-nous? », « que sont les États-Unis d'Amérique? », « quel est l'intérêt national des États-Unis face à cet enjeu? »

Le contexte mondial contribue également à la construction de l'identité, puisque le sujet se construit dans son rapport avec autrui et avec le monde. Sans un « Monde », la perception de soi est impraticable. Lors de la crise en Corée, le contexte international venait de basculer. En effet, suite à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les jeux de pouvoir changent; on passe d'un monde multipolaire à un monde bipolaire où la menace n'est plus forcément « matérialisée » comme au temps des nazis; elle a aussi une dimension

⁵⁸C. Castoriadis (1975). *Institution Imaginaire de la société*. Paris. Éditions du Seuil.

idéologique. Cette nouvelle forme de menace incite le président à « sécuriser » ce danger potentiel.

1.2.2 Interactionnisme symbolique (*Objets significatifs*)

On ne peut pas étudier le constructivisme sans intégrer la notion d'interactionnisme symbolique à notre analyse. Ce concept prétend que les individus interagissent à l'égard des choses qui ont une signification particulière pour eux. Ces objets proviennent de l'interaction sociale qui a cours entre les sujets et l'environnement⁵⁹. Dans le domaine des Relations internationales, Jutta Weldes a repris cette notion et l'a rebaptisée « objets significatifs ». Elle écrivait:

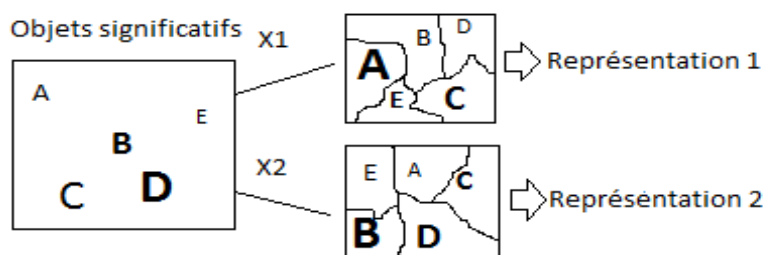
« National interests are social constructions created as meaningful objects out of the intersubjective and culturally established meanings with which the world, particularly the international system is understood. More specifically, national interests emerge out of the representations or, to use more customary terminology, out of the situation descriptions and problem definitions »⁶⁰.

Ces « objets significatifs » sont produits exclusivement par les décideurs politiques qui orientent et interprètent ces objets. D'une personne à l'autre ou d'un État à l'autre, un même objet n'est pas forcément défini de la même manière. Voici une illustration de ce qui vient d'être énoncé.

⁵⁹Herbert Blumer explique qu'il y a trois catégories d'objets qui peuvent émaner de ce processus. (1) Les objets physiques comme un piano ou une table; (2) des objets sociaux tels un président, un frère, un ami, etc., et finalement (3) des objets moraux comme un principe, une doctrine ou une philosophie. H. Blumer (1969). *Symbolic Interactionism Perspective and Method*. Englewood Cliff. Prentice-Hall.

⁶⁰J. Weldes, op., cit., p.280

ILLUSTRATION 1.



On peut constater que les « objets significatifs » sont à la base objectifs, mais une fois qu'ils ont été intégrés dans un imaginaire, ils peuvent prendre une autre dimension dans l'esprit de celui qui l'imagine. Dans l'illustration 1, on voit que les mêmes objets sont intégrés à la fois par X1 et X2, mais représentés différemment. Les représentations 1 et 2 incorporent les mêmes objets A, B, C, D et E, mais la taille des lettres n'est pas la même dans les deux figures (on veut ici illustrer que les acteurs n'accorderont pas tous la même importance aux enjeux et autres acteurs avec lesquels ils interagissent). La représentation des « objets » est unique pour chaque individu.

1.2.3 Imaginaire sécuritaire

Ceci nous amène au concept « d'imaginaire sécuritaire » qui est certainement la notion la plus centrale de notre étude. C'est un concept développé par Jutta Weldes dans son étude de cas portant sur la Crise des missiles à Cuba. Il désigne « une construction de significations et de relations sociales bien établies à partir desquelles est créée une représentation du monde des relations sociales »⁶¹. Ceci a été directement tiré du concept « d'imaginaire social » mis de l'avant par Cornelius Castoriadis⁶². Cet imaginaire ne

⁶¹D. O'Meara (2010). « Le constructivisme ». Chap. dans *Théories des Relations internationales: Contestations et Résistances* (243-268). 2^e Édition. Outremont. Athéna Éditions.

⁶² Bien que Castoriadis n'est pas imaginé son concept de manière à comprendre les questions de sécurité internationale, ce qui est important de garder en tête est que le développement d'un imaginaire social demeure le même qu'un imaginaire sécuritaire. Voir. C. Castoriadis., op., cit.

correspond pas forcément à une image ou une représentation préétablie par la personne qui le développe, mais bien une construction située historiquement et culturellement. Définir l'imaginaire sécuritaire permet de retracer un grand ensemble de traits liés aux valeurs et à l'identité. La notion d'insécurité est au centre de ce concept, car elle est souvent l'élément déclencheur qui incite les dirigeants à reproduire un certain imaginaire sécuritaire dans leurs discours et leurs politiques⁶³.

Il fait, aussi, ressortir certains traits mythologiques américains. Par exemple, pour revenir à Weldes, l'installation de rampes de lancement de missiles à Cuba par l'URSS était perçue comme une ingérence à la souveraineté américaine, car ces missiles étaient nécessairement vus comme offensifs et non défensifs. L'imaginaire sécuritaire américain incite les dirigeants à percevoir une insécurité devant cet acte. Cette attitude recèle des caractéristiques rattachées à certains mythes fondateurs américains comme le « mythe de l'autre »⁶⁴ qui suscite une insécurité à l'égard des « autres » et ceci émane de l'imaginaire sécuritaire. En fin de compte, ce concept sert à distinguer ces traits identitaires et pour ce faire, il faut identifier les « objets significatifs » qui s'y rattachent. Ce genre de signification se crée dans un contexte culturel et temporel particulier; il est partagé par des gens et des institutions⁶⁵. Ainsi, se forme une création imaginaire de la réalité qui n'est pas nécessairement liée à des psychoses ou traumatismes psychiques de l'individu, mais bien à l'histoire et aux habitudes de pensée d'une société et de ses dirigeants. L'imaginaire sécuritaire, lui, fait référence aux mêmes procédés de créations « imaginés », mais relatifs aux questions de sécurité nationale. Concrètement, on pose la question : « qu'est-ce qui porte préjudice à la sécurité nationale des « États-Unis d'Amérique » (le sujet)? Quels éléments du contexte international venaient interpeler le « *US postwar imaginary security*

⁶³Beaucoup d'information sur le concept d'insécurité en lien avec l'imaginaire sécuritaire se trouve dans l'ouvrage collectif suivant. J. Weldes et al (1999). *Cultures of Insecurity*. Minneapolis. University of Minnesota Press.

⁶⁴Le mythe de l'autre ou « *Mythology of the Other* » ressort d'une vision manichéenne des civilisations entre « bon » et « mauvais » ou « civilisé » et « non-civilisé ». Cet « autre » non civilisé est une menace aux « bonnes » valeurs américaines, car il est nécessairement destructeur de cette bonne conduite. Ce mythe induit sûrement à une forme de racisme culturel. Dans le cadre de la Guerre froide, ces « autres » que sont les communistes sont assurément impérialistes, car leur modèle national est totalement en opposition avec celui des États-Unis. Voir. D. O'Meara et al (2016). *Movies, Myth & the National Security State*. Boulder. Lynne Rienner Publishers.

⁶⁵ Ici le mot institution ne fait pas seulement référence aux institutions scolaires, religieuses et gouvernementales, mais également aux « normes » et « règles » instituées par la société.

» (imaginaire sécuritaire) d'Harry Truman? Bref, cet imaginaire permet d'identifier les objets qui ont une portée et à partir de ces objets on peut distinguer les traits mythologiques correspondants à cet ensemble.

Pour conclure sur le constructivisme, on peut faire le constat que la réalité n'est pas une donnée constante et immobile: elle est systématiquement construite et reconstruite par celui/celle qui l'imagine. C'est une approche sociale de la subjectivité. D'ailleurs, la Guerre froide est une période idéale pour illustrer la pertinence d'une approche sociale. En effet, les éléments sociaux et idéationnels comme l'intuition, la peur, la provocation et la dissuasion ont énormément influencé le cours de ce conflit. Déjà, le terme « guerre froide » nous renvoie à une signification basée sur la peur de l'autre.

Le constructivisme permet réellement d'approfondir des idées qui existent déjà dans la littérature. Un événement peut être reconsidéré et réinterprété à plusieurs titres. Par exemple, l'obtention de l'arme atomique par l'URSS constitue certainement un enjeu de taille pour Washington, car ce fait constitue une menace à la sécurité nationale américaine, mais un constructiviste se questionnerait à savoir: « pourquoi l'URSS devient-elle dès lors une menace? » Les Soviétiques ne l'ont jamais utilisée pour attaquer et objectivement, cette bombe est inoffensive si personne ne l'actionne. La menace réside, donc, dans la relation qu'entretiennent les États-Unis avec l'URSS et non pas dans l'objet en soi. C'est à ce niveau analytique que se situent les constructivistes.

1.3 Jutta Weldes : Constructing National Interests

Nous voici avec la dernière auteure de notre littérature sur le sujet. Bien qu'il ne soit pas en lien avec la Guerre de Corée, son ouvrage est sans doute la pièce la plus importante pour le mémoire puisque notre méthodologie est quasiment identique à celle de l'auteure.

Dans le paragraphe introductif du mémoire, nous avons souligné la pertinence de l'ouvrage de Jutta Weldes intitulé *Constructing National Interests, the United States and the Cuban Missile Crisis*. Pour débiter, elle se questionne à savoir : « pourquoi l'installation des rampes de lancement de missiles de l'URSS à Cuba a-t-elle été interprétée comme un acte d'agression contre les États-Unis?; ces missiles étaient-ils nécessairement vus comme offensifs par les membres du ExComm? ».

Elle répond à cette question et explique que: « *National interests are social constructions created as meaningful objects out of the intersubjective and culturally established meanings within which the world, particularly the international system is understood.* »⁶⁶ En d'autres mots, elle explique que l'intérêt national est une construction sociale et mentale du système international et des règles qui le régissent. C'est une proposition qui rejoint exactement ce que les constructivistes cherchent à démontrer. Ainsi, sa thèse met de côté les explications « réalistes » qui conçoivent la puissance comme le principal garant de l'intérêt national américain. Les décideurs ont forcément une préconception du monde qui forme *de facto* l'identité de leur pays à l'intérieur de celui-ci.

En tenant pour acquis que l'intérêt national est issu d'une construction sociale, Weldes cherche à comprendre les mécanismes « sociaux » qui ont dicté une telle conception du « problème cubain ». C'est un ensemble de constructions culturelles qui a façonné *l'imaginaire sécuritaire* américain à ce moment précis de l'histoire. Comme nous l'avons vu plus tôt, cet imaginaire est unique à un sujet. Les États-Unis de l'après-Deuxième Guerre n'ont pas les mêmes préoccupations sur les questions de sécurité que le Canada par

⁶⁶ Weldes, *European Journal of International Relations*, op., cit. p.280

exemple. Ainsi, il est justifiable de répondre à une série de questions « qui sommes-nous? », « comment réagir à l'installation des rampes de lancement à Cuba? » ou encore « que ne sommes-nous pas? » Or, dans tous les cas, en étayant les éléments constitutifs de l'imaginaire sécuritaire, nous serons en mesure de répondre à ces questions afin de connaître les traits identitaires qui l'ont formés. Selon Weldes, quatre éléments constitutifs de l'identité américaine ont permis une telle articulation de l'intérêt national et donc de l'imaginaire sécuritaire: le leadership américain, la défense de la liberté, la vertu de la force et la crédibilité face à l'adversité. Elle indique: « *That identity was [is] always central to the postwar U.S security imaginary and so to U.S analyses of international politics, to U.S. foreign policy, and to national interests* »⁶⁷.

1.4 Conclusion partielle

Ce premier chapitre avait deux objectifs. Le premier était de se familiariser avec les principaux écrits concernant la Guerre de Corée, c'est-à-dire les ouvrages critiques axés sur la réinterprétation des événements. Ainsi, nous avons exclu les récits historiques puisque ceux-ci ne peuvent pas apporter d'éclairage sur notre question de recherche. Nous avons pu constater que les auteurs recensés dans cette littérature proposent une panoplie d'analyses qui ne se rejoignent pas tous sur le plan analytique. Certains s'attardent aux facteurs diplomatiques et militaires ayant forcé l'intervention américaine. Ce sont des analyses qui conçoivent les éléments de puissance comme étant les principaux intérêts ayant mené à ce conflit. D'autres s'intéressent plutôt à l'entourage du président Truman et aux considérations immédiates que ce dernier a pu avoir au moment où il a décidé d'intervenir. De là, il y a même des études qui expliquent les différents réflexes cognitifs qu'un décideur d'État peut avoir lors d'une situation de crise.

Le second but de cette section était de définir les concepts centraux du constructivisme. À travers cette littérature, on a pu voir les notions les plus importantes

⁶⁷ Weldes, op., cit., p.198

nous permettant de mener une étude de cas adéquate. Il faut bien rappeler que les constructivistes sont divisés entre eux; ils n'opérationnalisent pas tous les mêmes concepts et ils ne partagent pas tous les mêmes orientations épistémologiques et ontologiques. Les deux prochains chapitres entreront véritablement au cœur de notre sujet afin de répondre à notre question de recherche qui va comme suit : de quelle manière l'imaginaire sécuritaire américain a-t-il orienté la décision d'Harry Truman d'intervenir en Corée en juin 1950?

2 Chapitre 2 : « qui sommes-nous » et « qui sont-ils? »

« Tout ce qu'on entend est une opinion, pas un fait. Tout ce qu'on voit est un point de vue, pas la vérité ». Ce passage du célèbre Romain Marc Aurèle rejoint exactement la nature du travail du constructivisme. Les faits ne doivent jamais être perçus comme une vérité ou un fait objectivement vérifiable, car ils sont forcément orientés par la personne qui en discute. On dit souvent que l'histoire est écrite par les gagnants, c'est certainement le cas concernant les livres d'histoire dans les écoles secondaires; or, le travail du politologue est de remettre en question le discours dominant afin de mettre en relief différentes interprétations d'un même événement.

La Guerre froide offre un théâtre idéal pour analyser les différentes visions véhiculées par les acteurs en présence, de par la nature de ce conflit. Effectivement, la « Guerre froide » ou « guerre froide » est un conflit marqué par la peur, la provocation, l'anticipation et surtout la dissuasion. Ce sont tous des concepts abstraits qui interpellent nécessairement à la subjectivité de l'autre dans l'élaboration de son propre plan d'action. C'est ce qu'on a décrit plutôt comme étant l'intersubjectivité. Cette dynamique diffère des autres guerres plus conventionnelles comme les guerres napoléoniennes qui engendrent indirectement la guerre franco-allemande de 1870 ou encore les deux grands conflits mondiaux. Ces conflits sont marqués par des échanges de territoires intermittents qui causent préjudice à l'intégrité territoriale de l'autre. La Guerre froide, elle, change considérablement les règles de la guerre qui sont désormais orientées sur la peur de l'idéologie de l'autre, sans aucun précédent ayant porté atteinte à l'intégrité physique de l'autre. D'ailleurs, les deux belligérants étaient même alliés au début de l'année 1945. Il n'est pas dépourvu de sens de prétendre que la Guerre froide a été causée par un manque de compréhension des intentions d'autrui. Elle est une construction mentale. Déjà le fait d'être un acteur de cette guerre est un choix, voire une opinion. Comme nous rappelle Masuda Hajimu⁶⁸, cette vision de la Guerre froide est un construit auquel certains États ont

⁶⁸ M. Hajimu (2015). « What Was the Cold War » Chap. in *Cold War Crucible: the Korean War and the Postwar World* (p.1-12). Cambridge, Harvard University Press.

adhéré et que d'autres ont rejeté. C'est plutôt une opinion⁶⁹. D'ailleurs, vers la fin des années 40 et même suite aux événements de juin 1950 qui amorça la Guerre de Corée, la situation avait été décrite comme étant « *a cold war* »; ce n'est que vers le milieu des années 50 que l'on décrivait le conflit entre Américains et Russes comme étant « *the Cold War* » (majuscule)⁷⁰. Dans son livre, Hajimu⁷¹ étudie l'attitude des différents pays face à ce concept de Guerre froide pour à quel moment ce « discours » est devenu réel au sens où les acteurs changent leurs actions en fonction de cette « réalité » construite. Selon lui, le tournant qui amorce véritablement cette transition se situe autour de l'année 1950 en plein conflit coréen. Dans son introduction, il écrit: « *Korea is always at the center of our story* »⁷².

Pour réaliser le mémoire, ce chapitre doit répondre respectivement à deux questions: « qui sommes-nous? » et « qui sont-ils? ». Chez les constructivistes, l'identité précède les intérêts; ainsi, ce chapitre présentera les changements identitaires ayant eu cours aux États-Unis dans la période 1945-1950 (qui sommes-nous?). Des changements institutionnels majeurs ont eu lieu aux États-Unis durant cette période. Cette transformation identitaire a eu cours dans un contexte international en plein changement. Sur ce, la question « qui sommes-nous? » cherche en fait à comprendre, qu'est-ce que l'objet « les États-Unis » dans cette transition internationale post Deuxième Guerre mondiale?

Ensuite, nous développerons sur la perception américaine des intentions et objectifs des États communistes (qui sont-ils?). « Ils » signifie l'autre, en altérité avec le sujet « les États-Unis ». Donc, qui sont-ils ces communistes d'Extrême-Orient? Comment sont-ils perçus par les dirigeants et la société américains? Quelles peuvent être leurs intentions? Dans le contexte où la Corée du Nord a envahi la Corée du Sud le 25 juin 1950, comment cette agression a-t-elle été perçue par le gouvernement et la population américaine? Pour quelle(s) raison(s) un conflit d'ordre civil entre les deux Corées est-il vu comme étant une atteinte à l'intérêt national américain? Nous ferons la démonstration que le président américain a interprété l'ingérence de la Corée du Nord en la situant dans un contexte

⁶⁹ Idem, p.3

⁷⁰ Idem, p.2

⁷¹ Idem.

⁷² Idem, p.6

beaucoup plus large que le conflit civil entre les deux pays. En fait, pour Truman l'événement du 25 juin n'a pas été perpétré par des « Nord-Coréens », mais bien par des « communistes » parfaitement contrôlés par le Kremlin. Dès lors, l'enjeu est beaucoup plus important. De plus, pour certains conseillers et membres du NSC ainsi que le président lui-même, cette attaque est perçue comme la première étape d'un plan de domination globale de la part des Soviétiques. Dans cette perspective, l'éventail d'options possibles par les États-Unis face à cette attaque inclut également une réaction offensive, puisque du point de vue des Américains leur territoire est mis à mal et il semble légitime de se défendre face à une agression.

2.1 « Qui sommes-nous » - Changements identitaires et institutionnels aux États-Unis

2.1.1 Discours sur la sécurité nationale

Suite à la Deuxième Guerre mondiale se crée un nouvel ordre mondial. Une conception plus réaliste des Relations Internationales nous dirait que la fin de la Guerre réorganise l'équilibre des forces dans le monde. D'un monde où plusieurs puissances étatiques s'influencent, on bascule vers une dynamique où deux belligérants sont les seules forces qui cohabitent. On passe de l'ère multipolaire vers un monde bipolaire. Pour nous (les constructivistes), cette constitution du monde n'implique pas seulement une réorganisation des forces, mais surtout des rôles de chacun et des normes qui en découlent. Cette nouvelle dynamique incite les États-Unis à réorganiser leur politique étrangère et toutes les mouvances institutionnelles que cela implique dans le seul but de contrer une possible menace provenant de l'extérieur des frontières américaines. L'histoire américaine comporte plusieurs tendances en politique étrangère.

Dans son *Farewell Address* de 1796, George Washington mettait en garde la nation face aux alliances contraignantes; et ce n'est qu'en 1917, durant la Grande Guerre, que les

États-Unis s'investissent à contrecœur dans un conflit international. La volonté du gouvernement américain était de s'isoler des conflits qui avaient cours à l'extérieur des frontières américaines, surtout en Europe. C'est durant la présidence d'Harry Truman qu'il y a un changement d'attitude en politique étrangère et qu'une conception interventionniste semble plus appropriée pour répondre aux problèmes de sécurité nationale⁷³.

Dans les années 40, le terme « *national security* » apparaît dans les écoles de la Ivy League⁷⁴. On discutait de ce concept dans un séminaire de science politique, note le professeur à Princeton Edward Mead Earle, et ce concept permettait d'étudier le rapprochement entre les affaires militaires et le rôle des États-Unis dans le monde.⁷⁵ Ce terme permet également une conception de la politique fondée sur le *realpolitik*, une compréhension qu'on associerait aujourd'hui au réalisme. Ainsi, la désuète formulation wilsonienne de l'idéal sociétal fondé sur les vertus de la démocratie et du droit ne semble plus cohérente face aux nouvelles configurations internationales. On commençait à parler en termes de sécurité nationale. À l'automne 1945, dans un discours du Département de la Guerre, un officiel expliquait : « *national realism will permit us to start all-out preparations for war when we see aggressive intent in another nation* »; un autre agent du Département lui répond « *I only wish that we had more apostles to carry the gospel of national security* »⁷⁶. Joseph E. Johnson, oeuvrant alors au Département d'État, notait qu'après les bombardements américains sur le Japon, la presse américaine et les discussions entourant ces récents événements faisant sans cesse référence à la nouvelle conception de la sécurité et du futur des États-Unis. Il y avait réellement une révolution qui s'amorçait. Il s'exprimait : « *[The national attitude toward security is linked to a] veritable*

⁷³ Certes, le véritable début d'une politique interventionniste se fait avant Truman. Roosevelt avait impliqué le pays dans la Deuxième Guerre mondiale en 1941, mais le véritable tournant idéologique vers une politique étrangère interventionniste se concrétise avec la Doctrine Truman.

⁷⁴ On retrouve, toutefois, chez James Madison une conception anathème de ce concept dans *The Federalist*, il indique « *security against foreign danger* » dans un argumentaire visant à transférer le pouvoir des états vers le gouvernement central. Citation prise dans D. Yergin (1990). *Shattered Peace The Origins of the Cold War*. Harmondsworth. Penguins Books.

⁷⁵ Idem, p.194

⁷⁶ Idem p.195

revolution in international relationships [...] We are in a different league now »⁷⁷. Le magazine *Life* écrivait en 1945 : « *How large the subject of security has grown, larger than a combined Army and Navy...The military problems ahead of us are all related to foreign policy and to each other* ». ⁷⁸ Lorsque le sujet de l'unification des armées est venu au Capitole après la Guerre, on constate le même effet de discours et les sénateurs utilisent le mot « *security* » à outrance pour évoquer ce sentiment, disons de « non-sûreté ». « *I am using the word "security" here rather than "defense"* » stipule James Forrestal, « *I like your word "national security"* » rétorque le sénateur Edwin Johnson. ⁷⁹

La Doctrine de sécurité nationale repousse les limites du danger (perception) bien au-delà des États-Unis. Si un groupuscule issu du bloc de l'ouest subissait une agression militaire, économique ou politique (notamment en lien avec le Parti Communiste), ceci constituait une menace sérieuse aux intérêts et à la sécurité américaine. Toute provocation était prise très au sérieux. ⁸⁰

Le développement fulgurant des technologies militaires pendant la Deuxième Guerre a permis également un élargissement des méthodes de déploiement sur plusieurs territoires. Les moyens de communication et de transport modernes modifient considérablement les approches stratégiques des États. Le domaine qui a certainement connu la plus grande évolution est l'aviation. Les chefs d'État peuvent désormais se déplacer autour du globe en quelques jours, voire en quelques heures en avion; à titre comparatif, en 1939, les diplomates américains se transportaient en bateau jusqu'en Europe. L'aviation comporte un avantage évident pour mener des opérations militaires, surtout pour contrer les effets des bombardements. Robert Patterson, le Secrétaire de la Guerre, avait déjà fait la remarque et affirmait en mai 1945 en survolant l'Europe : « *I have not seen a train moving on the railroads in Germany and no boats are moving on the rivers and canals [...]boat on Rhine cannot operate until destroyed bridges are lifted* »⁸¹.

⁷⁷ Idem

⁷⁸ idem

⁷⁹ Idem, p.194

⁸⁰ Idem, p.196

⁸¹ Idem, p.204

L'avantage stratégique des avions de surveillance permet un agrandissement constant de la barrière subjective de la sécurité et cette dynamique provoque un effet très paradoxal. L'investissement massif des effectifs militaires afin de répondre à ce sentiment de menace n'a pas causé un plus grand sens de sécurité; au contraire, cette conception de la sécurité a ouvert un plus grand éventail de menaces potentielles aux intérêts nationaux américains. Une forme de paranoïa s'installe et intériorise toute tendance considérée comme étant « étrangère » et « *unAmerican* », même ailleurs dans le monde, comme un acte d'agression contre les idéaux démocratiques de paix prônés par les Américains⁸².

2.1.2 *Unification des armées et dilemme identitaire*

On peut relever deux traits caractérisant cette période que Melvyn Leffler nomme « l'approche de sécurité nationale » (*national security approach*)⁸³. Le sens du *leadership* mondial et conséquemment, l'impératif de préparation militaire.

Il est raisonnable de croire que l'éminence des forces de l'air est au moins partiellement responsable de la formulation de ce discours. Cette tendance prévoit aussi l'idée d'être « prêt » à toute éventualité si une guerre devait éclater. La leçon tirée des deux guerres mondiales est que l'agresseur a nécessairement l'avantage d'amorcer la bataille et que les nations doivent être prêtes à affronter ces dangers. En ce sens, l'épisode de Pearl Harbor en 1941 était saisissant puisqu'il s'est produit par surprise, par des attaques aériennes et c'est l'attaque la plus meurtrière faite en sol américain. Cette idée de préparation était fondamentale dans l'idéologie basée sur la sécurité nationale. Dans le rapport rédigé par Clark Clifford conseiller de Truman et son partenaire George Elsey, il est écrit que le simple fait d'être prêt à se battre peut dissuader l'URSS de faire la guerre.

⁸² Idem

⁸³ M. Leffler (1990). National Security. 17(1). *The Journal of American History*.

Toutefois, si la dissuasion échoue, les États-Unis doivent être prêts à entamer une guerre totale qui mènerait certainement à l'usage d'armes atomiques et biologiques⁸⁴.

Afin de combler ce besoin de préparation, le gouvernement américain devait revoir la structure de l'ensemble des forces armées (incluant la force de l'air) afin de centraliser les pouvoirs. Pendant la guerre 1939-1945, les trois principales organisations militaires du pays, l'armée (terrestre), la *Navy* (maritime) et la *Air force* (aérienne), ont toutes connu un développement fulgurant en lien avec les investissements massifs du gouvernement dans l'effort de guerre. Toutefois, elles ne travaillaient pas de manière collégiale et ne collaboraient pas vraiment. Bien qu'elles n'œuvraient pas dans les mêmes champs géographiques, chacune était en compétition l'un avec l'autre, surtout la *Navy* et la *Air force*. Cette dynamique était telle que Truman disait « si l'armée et la marine avaient combattu nos ennemis aussi férocement qu'elles se sont livrées bataille, la guerre se serait terminée plus tôt! »⁸⁵. Mais comme nous l'avons vu, cette bataille était bien inégale, la force aérienne ayant fait ses preuves durant la Guerre, la *Navy* sentait bien que son rôle allait tranquillement être reléguée au second plan. Un événement qui rend bien compte de cette lutte départementale est certainement le bombardement orchestré contre des civils à Tokyo au Japon avant la fin de la guerre. Le général Curtis Lemay qui dirigeait les opérations de bombardement dans le Pacifique en 1945 a mené (ou plutôt improvisé?) ce qui constitue l'une des pires attaques aériennes menées contre des civils. Au début de l'année 1945, la guerre dans le Pacifique est très difficile pour les Américains : beaucoup de soldats meurent et les avancées sont peu fréquentes. Le lieutenant général de l'USAAF (United States Army Air Force), le général Henry Harley Arnold, mettait beaucoup de pression sur Curtis LeMay afin que celui-ci « obtienne des résultats » (*get results*).⁸⁶ Le lieutenant général Arnold avait peur de perdre le financement voulu pour le programme des avions B-29. Il devait donc démontrer que les bombardements aériens pouvaient être précis, malgré la difficulté des pilotes d'être précis en aussi haute altitude. De là, LeMay ordonne à ses pilotes de bombarder à basse altitude afin de mener des frappes ultra précises.

⁸⁴ M. Hogan (1998). *A Cross of Iron Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*. Cambridge. *Cambridge University Press*, p.14.

⁸⁵ David (2015), op., cit., p.135

⁸⁶ W. Ralph (2006). *Improvised Destruction: Arnold, LeMay, and the Firebombing of Japan*. 13(4). *War in History*, p.495

Le coût humain au Japon est estimé à autour de 100 000 morts et environ le quart de la ville de Tokyo ravagé.

Cette histoire est une interprétation qui est pourtant documentée quant aux motifs de messieurs Arnold et LeMay de couvrir Tokyo de napalm; dans tous les cas, on en retient deux leçons; (1) cela démontre la forte autonomie de la USAAF sur le déroulement des opérations, car il faut rappeler que ni l'exécutif ni le Congrès n'ont approuvé les frappes à Tokyo; (2) Ceci démontre également la virulence et l'ampleur des conflits entre les différents corps armés et jusqu'où on est prêt à aller pour justifier la prépondérance de son service⁸⁷.

Après la Guerre, Truman comprenait, donc, la nécessité d'harmoniser les pratiques militaires afin de mieux contrôler sa politique étrangère. Ainsi, un meilleur contrôle des corps armés permettrait au gouvernement d'être plus cohérent dans la mise en œuvre de la politique de sécurité nationale. C'était une condition *sine qua non* permettant d'être « prêt » à dissuader l'adversaire ou à se battre advenant une guerre. Le sujet de l'unification des armées n'était pourtant pas nouveau, mais il a rapidement été ramené à l'avant-plan après 1945. Comme Daniel Yergin l'écrit dans son livre: « *unification also offered a way to deal with a dangerous, rebellious, cocky child, the semiautonomous Army Air Force* »⁸⁸.

Il y avait véritablement un désir de changement institutionnel qui s'opérait à Washington. Ces changements se heurtent à un dilemme identitaire. D'un côté, on souhaite investir dans les services sociaux afin de contrer les problèmes nationaux et c'est d'ailleurs sur ce genre de promesses que Truman tissait sa base électorale. Par contre, ce « problème » de sécurité nationale nécessitait de gros investissements dans le domaine militaire. Le contexte d'après-guerre exigeait un élargissement constant des moyens et des technologies militaires afin de dissuader la menace. Il y avait, donc, un dilemme. Les États-Unis ne veulent pas devenir un État militaire (*warfare state*), car les valeurs défendues depuis le début de la République étaient la liberté, la paix et aussi l'isolationnisme. Ce sont ces

⁸⁷ Pour plus d'information sur cet événement, voir Ralph (2006), op., cit.

⁸⁸ Yergin, op., cit., p.201

valeurs qui ont permis aux États-Unis de devenir cette nation élue par la Providence et qui désormais doit défendre ces valeurs au nom de tout un hémisphère. De là, l'idéologie de sécurité nationale est en contradiction avec ces croyances, mais le sentiment d'insécurité était si fort que le statu quo n'était tout simplement pas envisageable.

Toutefois, le contexte politique du premier mandat de Truman n'était pas favorable à de grands changements institutionnels. Suite aux élections de mi-mandat de 1946, les républicains gagnent la majorité dans les deux chambres. Le contexte national était assez difficile; le taux de chômage était élevé, il y avait beaucoup de grèves dans le secteur industriel et il y avait ce désir, surtout pour les républicains, de régler en priorité les problèmes internes du pays. Il y aura, alors, de longues luttes au Congrès et aussi dans la société civile sur l'orientation vers « l'État de guerre (*warfare state*) » ou « l'État providence (*welfare state*) ».

Institutionnalisation et sécurisation de la menace

Nous avons vu comment a émergé le discours issu d'une compréhension fondée sur la sécurité nationale. Dans les prochaines lignes, nous verrons de quelle(s) manière(s) cette rhétorique s'est transformée en changement institutionnel majeur au sein du gouvernement américain. Ces changements sont le résultat, voire une forme d'aboutissement de la chaîne de connotation liée au discours sur la sécurité nationale. De plus, cette mutation dévoile le changement identitaire que connaît la société américaine à cette époque. Il faut rappeler que l'identité n'est pas une donnée immuable, mais bien un processus qui est en constante construction. La notion d'altérité est au centre de cette construction. Or, durant la période 1945-1947, nous avons vu qu'il y avait eu des changements drastiques sur la scène internationale, ce qui amène les principaux acteurs à repenser leurs intérêts. Ainsi, de cette nouvelle dynamique se crée de nouvelles règles et normes « sociales » (internationales) et c'est sur ces bases que se formule une identité américaine post Deuxième Guerre mondiale.

Pour faire cette démonstration, nous partirons du centre : plutôt que de présenter de manière chronologique ces différentes transformations sociales et institutionnelles, nous commencerons par présenter le *National Security Act* de 1947, puisque cette loi fédérale est une conséquence et une cause de cette mouvance identitaire.

2.1.3 *National Security Act et la Doctrine Truman*

Le *National Security Act* a été signé et adopté le 26 juillet 1947, mais sera officiellement promulgué le 18 septembre de la même année. Avec cette loi, le président Truman cherche à résoudre une partie des problèmes auxquels il faisait face, du moins, dans ses intentions. Le NSA (*National Security Act*) transforme la structure organisationnelle du gouvernement fédéral américain en ce qui concerne les domaines liés à la politique étrangère, la diplomatie et l'armée. Concrètement, on crée le Conseil de Sécurité Nationale (NSC). Ce conseil est en contact direct avec le président. Quant au rôle du NSC, on peut lire dans le document qu'il sert à :

« conseiller le président en intégrant l'ensemble des facteurs militaires, civils, intérieurs et internationaux de la sécurité nationale [...] de formuler des recommandations au président relativement aux objectifs et implications de la politique de sécurité nationale [...] en agrégeant les différentes perspectives exprimées par les administrations civiles et militaires ainsi que par les différentes agences gouvernementales »⁸⁹.

Le conseiller à la sécurité nationale veille à gérer l'administration du président sur les questions de politique étrangère et diplomatique. Ainsi, il préside les rencontres et permet de faire le pont entre le président et les conseillers des autres services.

Le NSA crée aussi d'autres agences comme la *Central Intelligence Agency* (CIA) qui se veut un service de renseignement et d'espionnage. Bien que le rôle de cette agence fût assez vague lors de la signature du NSA, au cours de son existence la CIA s'octroiera

⁸⁹ David (2015), op., cit., p.131

un rôle qui dépasse largement les motifs de sa création. On mettra également en place le *National Military Establishment* (NME) qui fusionne la Marine et le Département de la Guerre, qui sont chapeautés par le Secrétaire à la Défense⁹⁰. De plus, les différents services sont gérés par des Chefs d'État-major (*Chief of Staff*), le Secrétaire de la Défense étant celui qui reçoit leurs conseils et les transmet au président.

Le NSA refonde complètement l'organisation institutionnelle du gouvernement. Avant, le réseau institutionnel américain n'était simplement pas fait pour déployer des opérations diplomatiques et militaires complexes. Il était difficile de mener une politique étrangère cohérente dans ce réseau décentralisé de décision. Bien qu'Harry Truman demeure le principal décideur dans l'orientation de la politique étrangère, la nouvelle structure mise en place permet de mieux concevoir l'éventail d'options en cas de crise, puisqu'elle se voulait moins conflictuelle entre les différents services et conseillers⁹¹.

Avant l'adoption du NSA, il y avait des différends au Congrès américain. Rappelons-nous qu'en 1946, le parti républicain avait fait des gains législatifs et contrôlait les deux chambres pour la première fois depuis les années 20; et les élus républicains étaient vivifiés par cette victoire. Ils étaient en faveur d'une réduction des taxes et des dépenses du gouvernement; Truman avait très peur que le parti adverse s'oppose aux politiques proposées pour contrer l'influence communiste dans le monde surtout qu'au même moment, la popularité du président était à son plus bas avec seulement 32% d'approbation⁹². Ainsi, de grands changements institutionnels ou des investissements d'envergure liés à la défense semblaient être une tâche qui demanderait beaucoup de minutie et de temps. Toutefois, bien que les questions de sécurité nationale impliquaient des dépenses importantes, et surtout des investissements pour soutenir des pays alliés en Europe (une idée qui ne plaisait pas aux plus conservateurs), il semble que la majorité des législateurs étaient sensibles à l'idéologie de sécurité nationale.

⁹⁰ Ce n'est qu'en 1949, lorsqu'il y aura un amendement fait au NSA que le corps de l'armée de l'air sera intégré aux deux autres services militaires. C'est en 1949 qu'on créera le Département de la Défense.

⁹¹ Sur ce point, Truman n'avait pas prévu que l'addition de nouvelles agences n'aurait pas pour effet une meilleure coordination, mais bien une augmentation des conflits interdépartementaux.

⁹² M. Leffler (1992). *Preponderance of Powers National Security the Truman Administration and the Cold War*. Stanford. *Stanford University Press*, p.141

C'est avec un discours teinté de paranoïa et fondé sur la peur que le président et ses conseillers vont s'adresser aux législateurs. Lorsque l'équipe présidentielle rencontre les principaux élus au Congrès, Acheson interrompt Marshall et explique la situation internationale dans des termes complètement apocalyptiques : « *A russian breakthrough might open three continents to Soviet penetration...The Soviet Union was playing one of the greatest gambles in history at minimal cost...We and we alone were in a position to break up the play* ». Suite à la rencontre, le sénateur Vanderberg déclare: « *Mr. President, if you will say this to the Congress and the country, I will support you and I believe that most of it's member will do the same* »⁹³. Ce Congrès américain n'était pas méfiant des déclarations du président, mais bien « prudent ». Il y avait vraisemblablement beaucoup de peur parmi les législateurs et au sein de la société américaine. De 1946 à 1947, la situation dans le monde s'était dégradée aux dépens des États-Unis, il y avait des vacuums de pouvoir partout en Europe et on sentait que les alliés traditionnels ne pourraient pas contrecarrer l'influence du communisme et des Soviétiques. Le sentiment que les États-Unis devaient faire preuve de leadership afin de contrer l'URSS grandissait.

Certains élus au Sénat étaient encore sensibles au vieux discours isolationniste d'avant-guerre, mais il y commençait à y avoir consensus autour du fait qu'il y avait un ennemi à l'extérieur des frontières américaines et qu'il fallait le contenir. Le sénateur Vanderberg incarnait exactement ce changement idéologique et identitaire qui avait alors cours aux États-Unis. En effet, il était une figure très importante du parti républicain et potentiel candidat à la présidence de 1948. Au terme de la guerre, il défendait ardemment l'isolationnisme et ne souhaitait absolument pas voir les États-Unis devenir un État militaire, mais suite à la mouvance idéologique qui prévalait dans la période 1945-1947, il a considérablement changé d'avis et soutenait le président dans sa lutte contre le communisme et l'URSS impérialiste.

Le 12 mars 1947, cinq mois avant l'adoption de NSA, Truman se présente au Congrès et prononce un discours qui sera considéré par les médias comme « *a historic*

⁹³ Idem

landmark in American foreign policy »⁹⁴ et l'établissement d'une nouvelle Doctrine portant son nom : la Doctrine Truman. Voici les principaux segments qui démontrent bien le sentiment de responsabilité prôné par Truman et surtout l'urgence d'agir afin de sauver les institutions démocratiques et libres de ce monde :

« The very existence of the Greek state is today threatened by the terrorist activities of several thousand armed men, led by Communists, who defy the government's authority at a number of points, particularly along the northern boundaries [...] The United States must supply that assistance. We have already extended to Greece certain types of relief and economic aid but these are inadequate. There is no other country to which democratic Greece can turn.

*At the present moment in world history nearly every nation must choose between alternative ways of life. The choice is too often not a free one. [...] I believe that it must be the policy of the United States to support free peoples who are resisting attempted subjugation by armed minorities or by outside pressures. [...] Should we fail to aid Greece and Turkey in this fateful hour, the effect will be far reaching to the West as well as to the East. We must take immediate and resolute action. [...] I therefore ask the Congress to provide authority for assistance to Greece and Turkey in the amount of \$400,000,000 for the period ending June 30, 1948 »*⁹⁵

Ainsi, l'année 1947 marque une cassure idéologique significative de politique étrangère aux États-Unis. Depuis George Washington, ce pays s'était cantonné derrière ses frontières afin de ne pas se mêler des querelles européennes et sa population n'était tout simplement pas intéressée aux questions internationales. Or, en une année, celle de 1947, les États-Unis étaient en train de devenir un État internationaliste s'investissant dans le monde et se méfiant de toute action commise par ceux qui ne s'alignent pas sur les valeurs libérales capitalistes. Le NSA et toute la structure militaire qui sera mise en place quelques mois après l'annonce du 12 mars au Congrès vont donner au gouvernement les outils nécessaires pour se déployer et surveiller les États perçus comme « *UnAmerican* ». En résultera une ère de paranoïa où l'ennemi est toujours menaçant, difficilement identifiable

⁹⁴ Leffler (1992), op., cit., p.145

⁹⁵ H. Truman (1947). President Harry S. Truman's Adress Before a Joint Session of Congress. Washington. Le 12 mars 1947. Récupéré de <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/1947-03-12.pdf>

sous forme d'entité concrète et opère de manière pernicieuse. À la fin de son discours, Truman réitère sa vision quant au *leadership* mondial américain dans cette lutte contre le communisme en disant : « *The free peoples of the world look to us for support in maintaining their freedoms. If we falter in our leadership, we may endanger the peace of the world -- and we shall surely endanger the welfare of our own nation. Great responsibilities have been placed upon us by the swift movement of events.* »⁹⁶

Ce qui est important de retenir de la Doctrine Truman et le NSA est qu'il y avait véritablement ce sentiment que le pays doit être « prêt » à faire la guerre. Pour des raisons qui seront développées dans le prochain chapitre, l'URSS était le nouvel ennemi qui justifiait toutes ces mesures. Pourtant, il y avait ce sentiment partagé que les Soviétiques ne sont absolument pas prêts à faire la guerre et advenant le cas échéant, leurs effectifs militaires étaient nettement inférieurs à ceux des États-Unis. Des chefs d'État-major disaient que l'URSS ne serait pas prête à faire la guerre avant au moins dix, voire quinze ans⁹⁷. Quasiment aucune action concrète commise par Staline ou l'URSS ne laissait présager l'imminence d'une guerre. C'est l'imaginaire sécuritaire américain post Deuxième Guerre mondiale qui crée cette perception chez les décideurs. Rappelons-nous que cet imaginaire fournit un cadre perceptuel à travers lequel une signification de la réalité est produite. Ainsi, l'objet « communisme » ou « URSS » s'inscrit parfaitement dans cet agencement de significations comme étant une menace; de là, via le procédé intersubjectif avec l'objet « les États-Unis », se crée un rôle qui a du sens pour cet objet. En occurrence, le sentiment de préparation était prépondérant en l'année 1947 et cette compréhension sociale est produite par l'imaginaire sécuritaire.

⁹⁶ H, Truman (1947), op., cit.

⁹⁷ Leffler (1992), op., cit., p.149

2.2 « Qui sont-ils » - Identification de la menace : le communisme et l'URSS

2.2.1 Communisme impérialiste

Dans la période 1947 à 1950, l'administration américaine voyait, d'une part, le communisme comme étant une forme de menace à la sécurité des frontières. D'autre part, l'URSS était l'instigatrice et la source principale de danger puisqu'elle incarnait les idéologies de Marx, Lénine et Engels. De plus, il y a également cette peur que les pays divisés dont la démocratie est malade basculent vers le camp communiste.⁹⁸ Il est difficile de saisir exactement le tournant où il y a eu les premières tensions entre le communisme de l'URSS et le capitalisme des États-Unis. Selon le général Eisenhower, dès lors où les troupes soviétiques et américaines sont entrées à Berlin en avril 1945 au moment de la capitulation de l'Allemagne, on sentait déjà la tension entre les deux armées⁹⁹. En effet, dès le printemps les diplomates russes et américains ne s'entendent pas sur la reconfiguration de l'Europe notamment le sort de l'Italie.¹⁰⁰ De plus, les Américains estiment que ce sont les Soviétiques qui ont été arrogants envers les États-Unis¹⁰¹.

En 1947, un texte est publié dans la revue *Foreign Affairs* intitulé *Sources of Soviet Conduct* signé anonymement « Mr. X »¹⁰². Il s'avèrera que Mr. X est le diplomate américain à Moscou : George Kennan. Il est considéré comme le père de la politique de

⁹⁸ Idem, p.392

⁹⁹ Le personnage qui a été certainement le plus perspicace et visionnaire concernant les liens américano-soviétiques après la Deuxième Guerre mondiale est le général nazi Reinhard Ghelen. Après la guerre, ce général nazi avait donné, en échange de son exil aux États-Unis, des informations concernant les nouvelles technologies militaires russes et des intentions du Kremlin après la guerre. Ayant combattu contre les Russes et les Américains entre 1939 et 1945, il avait bien estimé qu'après la guerre, le Kremlin et Washington allaient tourner les armes les uns contre les autres. Ainsi, plusieurs mois avant la fin de la guerre, Ghelen avait commencé à rapatrier les informations pouvant intéresser la CIA sur l'Union soviétique. Voir. L. V. Bell (1973). *In Hitler's shadow: the anatomy of American Nazism*. Kennikat. Press National University Publications.

¹⁰⁰ D. Eisenhower (1963). « A changed World, Formation of a Cabinet, a Mission to Korea ». Chap. in *Mandate for change*. (76-106). New York: The New American Library of World Literature.

¹⁰¹ Dwight Eisenhower rappelle notamment l'emploi massif de soldats de l'armée rouge pour supporter les régimes communistes en Europe de l'Est et également l'épisode où les Soviétiques ont abattu un avion américain en Yougoslavie faisant trois morts américains. Idem, p.80

¹⁰² Mr. X était le pseudonyme de George Kennan qui était diplomate américain à Moscou en mission de 1944 à 1946.

l'endiguement¹⁰³ sous l'administration Truman. Il publie dans *Foreign Affairs* un article¹⁰⁴ dans lequel il dénonce les politiques futures des Soviétiques. L'ensemble de son texte traite des motifs pour lesquels les Américains devraient se méfier de l'URSS. Selon Kennan, depuis la Révolution bolchévique, le peuple soviétique s'est complètement dissocié de l'idéologie capitaliste et la verrait comme étant fondamentalement néfaste pour la condition humaine. Le capitalisme mène nécessairement à la domination de certaines strates sociales sur d'autres. Ainsi, ce modèle détient les germes de sa propre destruction, écrit-il¹⁰⁵. Pour Kennan, le danger provient du fait que « l'ennemi » perçoit les États-Unis comme étant fondamentalement mauvais, ce qui amène directement un climat de peur et d'instabilité face à ce peuple étranger¹⁰⁶. Il souligne le fait que seule une faible minorité de Russes sont véritablement des communistes. La grande majorité de la population se fait complètement assimiler par la dictature de Staline. Il est, donc, nécessaire que l'URSS maintienne ce régime despotique afin que le communisme persiste. Dans l'esprit de la population américaine, l'ancienne Russie tsariste se situe désormais complètement aux antipodes des valeurs américaines, ce qui rend ce pays un ennemi potentiellement dangereux. Pour terminer, George Kennan annonce que pour Staline, il n'existe aucun compromis : la puissance ne peut être partagée entre plusieurs nations. Tôt ou tard, les États-Unis chercheront à éliminer toutes les autres puissances qui lui feront compétition, car aucune coexistence n'est possible¹⁰⁷. Les États-Unis doivent prendre la menace au sérieux avant qu'elle ne devienne trop grande. C'est de là qu'émerge l'idée « d'endiguement » de l'URSS. Cet article a véritablement réussi à attribuer au communisme l'étiquette d'une idéologie contraire aux idées américaines. Le communisme y est présenté comme un danger physique

¹⁰³ En 1946, alors qu'il était en mission au Kremlin, il envoie un long télégramme à Washington et fait part de la méfiance qu'il porte face à l'attitude que l'URSS dégage à l'égard des États-Unis. Harry Truman se servira de cette source pour construire ce que l'on connaîtra sous le nom de la Doctrine Truman. David, op., cit., p.244

¹⁰⁴ X, op., cit.

¹⁰⁵ Idem, p.567

¹⁰⁶ Depuis l'époque des Pères fondateurs, il est de plus en plus évident que les Américains ont une réticence profonde des étrangers. C'est la peur de l'inconnu, un inconnu différent qui leur veut du mal. Michael Rogin a publié un ouvrage où il analyse l'histoire américaine et recense tous les « démons » que les États-Unis ont eus dans leur histoire tels les Amérindiens, les noirs, les Japonais et les communistes. C'est presque un trait culturel qui définit cette méfiance face aux autres peuples. M. Rogin (1998). *Les démons de l'Amérique : essais d'histoire politique des États-Unis*. Paris. Éditions du seuil.

¹⁰⁷ X, op. cit., p.569

potentiel pour les frontières américaines. Il porte en lui les germes de sa propre destruction, écrit Kennan¹⁰⁸.

À la suite de l'article de Kennan, le président Truman demande à son conseiller politique Clifford Clark de faire une évaluation de la politique étrangère de l'URSS. Avec son assistant George Elsey, ils produisent un rapport connu sous le nom de *Clifford-Elsey report* qui reprend essentiellement les mêmes conclusions que Kennan sur les motifs russes. Les premières lignes du rapport stipulent : « *The fundamental tenet of communist philosophy embraced by Soviet leaders is that peaceful coexistence of communist and capitalist nation is impossible* » et va même un peu plus loin en explicitant : « *The language of military power is the only language which [the] disciples of power politics understand* »¹⁰⁹. Un peu plus loin, on peut également lire que « *The mere fact of preparedness* » peut dissuader les actions impériales soviétiques. Selon Melvyn Leffler, le rapport de Clifford n'a pas finalement atteint ces objectifs d'évaluation des intentions russes. En fait, il ne fait que légitimer les actions déjà entreprises et prévues par le gouvernement américain¹¹⁰.

C'est dans ce contexte de peur des intentions russes que Truman énonce sa Doctrine. Pour Walter Lippmann, journaliste à l'époque, lorsque le président présente cette doctrine dans un discours devant le Congrès en mars 1947; cela marque une véritable transition de l'isolationnisme vers l'interventionnisme, du moins de manière théorique¹¹¹. Le général Eisenhower, quant à lui, situe les germes de la Guerre froide au moment même où les soldats américains et soviétiques entrent à Berlin en 1945.

En fin de compte, il y a un débat quant à savoir qu'elle est l'origine directe de cette période de tension. Elle devient toutefois une réalité à partir du moment où les principaux acteurs concernés choisissent de concevoir la relation entre les États-Unis et l'Union soviétique de façon aussi conflictuelle¹¹². Que la « Guerre froide » soit une construction imaginée et mentalement construite engendre un lot considérable de complications pour

¹⁰⁸ Idem, p.567

¹⁰⁹ Hogan (1998), op., cit., p.14

¹¹⁰ Leffler (1992), op., cit., p.137

¹¹¹ W. Lippmann (1947). « The Cold War: A Study in U.S Foreign Policy », chap. in *The Cold War* (1-52). New York. Harper and Row.

¹¹² Op, cit., Hajimu, p.3

les dirigeants américains¹¹³.

La menace communiste a certainement été nourrie aux États-Unis par le long télégramme de George Kennan. Toutefois, les déclarations de Kennan ne constituent pas un acte de guerre en soi et ne visaient pas à instaurer une peur rouge non plus. D'ailleurs, lui-même disait lors d'une entrevue: « *What I said in the X-Article was not intended as a doctrine. I am afraid that when I think about foreign policy, I do not think in terms of doctrines. I think in terms of principles.* »¹¹⁴. Toutefois, le télégramme a alimenté la paranoïa au sein du Département d'État, du cabinet de Truman et plus tard au sein de la population américaine. Ceci mènera directement à l'élaboration de politiques s'inscrivant dans la lignée du *containment*.

Aussi, Kennan décrit le caractère impérialiste du communisme. Ainsi, les États en guerre civile ou dont la démocratie est « malade » sont susceptibles de basculer dans le camp communiste. Si ces États devaient tomber aux mains des communistes, toute l'Europe serait mise en péril. Le fait que ce continent était en reconstruction le rend plus vulnérable à l'émergence de souches communistes ou encore à une invasion soviétique. Plus tard, Truman proposera même d'envoyer des troupes au sol en Europe pour en assurer la stabilité de la région¹¹⁵. Pour Wesley Widmaier, soutenir la Grèce et la Turquie incitera Truman à proposer au Congrès sa « Doctrine Truman ».

« *Small losses could have global consequences. Truman paralleled Acheson's rhetoric in arguing that, if Greece and Turkey fell, « the effect will be far reaching to the West as well as to the East », having sketched this picture, Truman concluded by pronouncing his doctrine* »¹¹⁶

¹¹³ D'un point de vue cognitif, cette construction imaginée d'une guerre idéologique cause des problèmes de perception considérables. Ces perceptions erronées affectent le comportement et les décisions des dirigeants américains. Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre sur le constructivisme.

¹¹⁴ C. Gati, op., cit., p.36.

¹¹⁵ L. Blomstedt (2015). « The Second War, November 1950 - July 1951 », Chap. in *Truman, Congress and Korea* (93-134). Lexington. University Press of Kentucky.

¹¹⁶ Widmaier., op., cit., p.787

2.2.2 Europe de l'Est – NSC 20/4

En 1948 survient la Crise de Berlin qui accentuera les tensions entre Washington et Moscou, mais cette fois on évite l'escarmouche de près. Au début du mois de juin 1948, Staline considère que les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne violent les accords conclus à Potsdam en annonçant une réforme monétaire en Allemagne de l'Ouest. Lorsque Lucius Clay a fait son annonce, rien n'est dit quant aux réformes dans la zone américaine berlinoise. Staline annonce donc immédiatement qu'il ne tolérerait aucune influence provenant des gouvernements du bloc de l'ouest dans une région contrôlée par les Soviétiques. Le chef du Kremlin avait même prévenu les dirigeants britanniques, français et américains qu'il imposerait un blocus si les alliés allaient de l'avant avec leurs réformes.

Staline commande donc un blocus autour de Berlin-Ouest empêchant ainsi le secteur de s'approvisionner par voie terrestre. Tous les chemins de fer étaient paralysés par l'armée soviétique. Truman et ses alliés ne pouvaient en aucun cas se retirer de Berlin-Ouest. Les risques de guerre étaient élevés. Le président Truman ordonne de passer au-dessus du blocus par avion, contournant ainsi les soldats soviétiques tout en permettant d'acheminer les vivres à la population. Les coûts monétaires d'une telle manœuvre sur une longue période étaient considérables. En effet, le gouvernement américain monopolisait beaucoup d'avions de transport pour approvisionner les quelques millions d'habitants de l'ouest de la ville. En fait, c'est toutes les dix minutes qu'un avion atterrit sur Berlin-Ouest, et ce, pendant dix mois.

Dans ce contexte, ce sont les Français qui craignaient le plus une escalade de la violence. Une mauvaise manœuvre pouvait dégénérer en un conflit armé sévère. Personne ne pensait que l'URSS voulait causer une guerre ouverte avec les gouvernements de l'Ouest, mais une erreur de calcul ne pouvait être exclue. C'est précisément la crainte que le ministre de la Guerre français, Pierre Henry Teitgen laissait entendre. En effet, il expliquait que ce n'était pas un problème « Allemand », mais bien un problème « Soviétique »¹¹⁷. Staline tente alors un gros coup et il ne s'attendait certainement pas à

¹¹⁷ Leffler (1992), op., cit., p.217

l'audace du transport aérien, confirmant du coup la supériorité économique américaine¹¹⁸.

Au début du blocus, les officiels Britanniques et Américains avaient l'impression que l'initiative du blocus pouvait être une porte d'entrée de Staline pour mobiliser ses troupes dans Berlin et, à terme, s'étendre ailleurs en Europe.¹¹⁹ En novembre 1948, un comité consultatif anglo-américain ayant pour objectif d'évaluer les capacités soviétiques en Europe estime que ceux-ci pourraient déplacer plus de 100 divisions armées vers l'Europe de l'ouest. Advenant un tel scénario, le comité estimait qu'en seulement deux mois, les Soviétiques pourraient conquérir l'Europe jusqu'aux Pyrénées¹²⁰.

Finalement, la solution aérienne aura eu raison de Staline qui décide en mai 1949 de retirer le blocus de la zone Berlin-Ouest. Aux yeux de Washington, cet événement démontrait clairement le caractère subversif et surtout impérialiste du communisme. Pour Truman et son équipe, cette idéologie opère de manière détournée afin d'arriver à ses objectifs, ce qui correspondait bien à la manière dont les Soviétiques avaient cherché à faire des gains en Europe de l'Ouest.

Les intentions du Kremlin semblent de plus en plus claires aux yeux du président et des officiels américains. Déjà au début du blocus de Berlin, George Kennan et une poignée de conseillers rédigent une série de rapports (NSC 20/1, NSC 20/2 et NSC 20/3) qui sont finalement synthétisés dans un rapport final intitulé *U.S. objectives, policies, and programs for national security with respect to the USSR* (NSC 20/4) qui sera adopté comme politique officielle par le président Truman en novembre 1948, et ce, tout de suite après sa réélection de 1948. Cela vient est directement en réponse aux événements de Berlin de la même année et exhorte les États-Unis et ses alliés à contraindre l'influence soviétique en Europe de l'Est par des moyens de propagande et d'aide économique. Il stipule du même

¹¹⁸ Pendant la Crise de Berlin ont eu lieu les pourparlers pour la création de l'OTAN. Le gouvernement américain comptait agencer l'ouest de l'Allemagne au périmètre régité du bloc de l'ouest par la nouvelle Organisation. Dès le début de la Crise de Berlin, le NSC amène au bureau du président un document, le NSC 9/3 qui propose d'annexer l'Allemagne de l'ouest au périmètre d'assistance militaire. Ceci constitue les préliminaires d'une discussion qui donnera naissance à l'OTAN. Voir Leffler (1992), op., cit., p.218.

¹¹⁹ P. Karber et J. Combs (1998). The United States, NATO, and the Soviet Threat to Western Europe: Military Estimates and Policy Options, 1945-1963. 22(3). *Diplomatic History*, p. 411

¹²⁰ Les Anglais ont toutefois démontré de la réticence aux conclusions du rapport. Les deux camps admettaient que ces probabilités étaient probablement exagérées, mais très peu d'effort sont mis afin de corriger les estimations. Idem.

coup qu'un minimum de « *military preparedness* »¹²¹ serait effectivement nécessaire afin d'arriver à de tels objectifs de dissuasion. Les conclusions des rapports NSC 20/4 sont très explicites quant aux objectifs des Soviétiques :

*« The will and ability of the leaders of the USSR to pursue policies which threaten the security of the United States constitute the greatest single danger to the U.S. within the foreseeable future. [...] Communist ideology and Soviet behavior clearly demonstrate that the ultimate objective of the leaders of the USSR is the domination of the world. Soviet leaders hold that the Soviet communist party is the militant vanguard of the world proletariat in its rise to political power, and that the USSR, base of the world communist movement, will not be safe until the non-communist nations have been so reduced in strength and numbers that communist influence is dominant throughout the world. The immediate goal of top priority since the recent war has been the political conquest of western Europe. The resistance of the United States is recognized by the USSR as a major obstacle to the attainment of these goals. »*¹²²

Ce rapport est une version, disons « européenne » et plus modeste de la politique étrangère américaine qui sera beaucoup plus englobante et universelle deux ans plus tard.

2.2.3 La Chine et la peur de l'effet domino

Le dossier de la Chine a été un tournant dans la consolidation de « l'effet domino ». En effet, suite à la Guerre civile chinoise, les communistes de Mao Zedong ont eu raison des troupes Chiang Kai-Chek qui ont été repoussées à l'extérieur du continent jusqu'à l'île de Taiwan. C'est une grande victoire du camp communiste et selon l'auteur Gary Hess « *a grievous political defeat* »¹²³ pour le bloc de l'ouest. Le Congrès américain sera très sévère envers le président Truman et le Secrétaire d'État Dean Acheson qui seront personnellement accusés d'avoir perdu la Chine aux mains des communistes. Cette perte force Acheson à

¹²¹ A. Friedberg (1988). The Making of American National Strategy, 1948-1988. No.11. *The National Interest*, p.70

¹²² *Report to the President by The National Security Council - NSC 20/4*. (20 nov. 1948). Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1948v01p2/d60>

¹²³ Hess, op., cit., p.12

réorienter la politique de sécurité nationale en Asie¹²⁴. Le Département d'État craignait que cette nouvelle conquête en Chine permette à Staline d'avoir un « pantin » qui accomplirait les intérêts soviétiques. L'année précédente, un accord entre la Corée du Nord, la Chine et l'URSS avait été signé sous le nom de *Establishment of Far East International Communist Force*. Cette alliance comprenait une clause prévoyant une protection commune des territoires advenant une ingérence de part et d'autre¹²⁵.

Les États-Unis avaient toujours eu de bonnes relations diplomatiques avec la Chine. Le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-Chek représentait bien les idéologies capitalistes des États-Unis, et ceux-ci ont fortement financé ce gouvernement contre le PCC (Parti Communiste Chinois) lors de la guerre civile en Chine. Ainsi, lorsqu'en octobre 1949, le gouvernement de Mao remporte la guerre contre Chek, le PCC devient le gouvernement légitime de la Chine.

Très rapidement, les critiques affluent contre l'administration Truman. Le président et Dean Acheson vont être accusés d'avoir perdu la Chine (« *Loss of China* ») aux mains des communistes. Plusieurs législateurs au Congrès, surtout les républicains, vont juger que le gouvernement américain n'a pas suffisamment porté d'aide au Kuomintang (gouvernement nationaliste de Chek) afin de contrer le PCC.

Plusieurs conséquences résultent de la transformation de la Chine vers une société communiste. De prime abord, la victoire des communistes en Chine n'était pas réellement une surprise. À Washington, on sentait que le gouvernement nationaliste était corrompu et incompetent à vaincre le PCC. Toutefois, la victoire communiste créait un sentiment d'insatisfaction au sein de l'administration américaine, car on avait l'impression que le peuple chinois s'était fait imposer ce nouveau gouvernement. David McLean résume ce sentiment comme suit :

« The Chinese Communists ' most profound transgression was that, through allegiance to an ideology that was un-American and to a state that was the

¹²⁴ Idem

¹²⁵ Séoul. Public Relations association of Korea (1973). *Who Started the War? The Truth About the Korean Conflict*. Séoul.

major rival of the United States, they had betrayed America's expectations of achieving its world destiny in Asia. Americans believed that Chinese communism and nationalism were incompatible, that the Chinese people could not want Communist rule, and that the Chinese Communists therefore could not be the legitimate rulers of China. »¹²⁶

Ainsi, une Chine communiste n'avait pas le même effet que l'URSS communiste. Le problème n'était pas typiquement chinois, mais bien un problème lié au communisme mondial et à l'essor de cette idéologie dans le monde. Ceci démontrait en fait le caractère malfaisant, pernicieux et surtout impérialiste de l'idéologie communiste, car une fois de plus, le communisme sévit là où les gouvernements sont faibles et vulnérables. Sur ce, le communisme en Chine s'agencait parfaitement avec la connotation qu'on lui portait aux États-Unis.

D'autre part, à Washington, on savait bien que la Chine n'était pas une puissance armée problématique pour la sécurité nationale américaine. Toutefois, l'impact géopolitique de la Chine nouvellement communiste avait des effets qui en inquiétait plus d'un, et ce, autant dans l'administration Truman qu'au Congrès. L'État clé qui pouvait véritablement faire tourner l'équilibre des puissances était le Japon. En effet, ce pays qui était encore sous protectorat américain possédait une main d'œuvre qualifiée et des industries sur lesquelles Staline voudrait certainement mettre la main. Or, les points de ravitaillement commercial japonais se situaient surtout en Mandchourie et au nord-est de la Chine. Comprenant que l'occupation américaine au Japon ne pourrait pas durer indéfiniment, car les Japonais ne le toléreraient pas et la population américaine non plus, le poids d'une Chine communiste était très inquiétant. Dean Rusk disait que la Chine était le « *junior partner* »¹²⁷ du Kremlin. Et en mai 1950, il expliquait que « *The Soviet Union possesses position of domination in China which it is using to threaten Indochina, push in Malaya stir up trouble in the Philippines, and now to start trouble in Indonesia* ». ¹²⁸ Ce dont on avait vraiment peur était un effet domino en Asie et le dossier de la Chine était le

¹²⁶ D. Mclean (1986). American Nationalism, the China Myth, and the Truman Doctrine: The Question of Accommodation with Peking, 1949-50. 10(1). *Diplomatic History*, p.42

¹²⁷ M. Leffler (1994). The Specter of Communism: The United States and the Origins of the Cold War, 1917-1953. New York. *Hill and Wang*, p.92

¹²⁸ Idem.

premier pas vers ce scénario de domination communiste en Asie. Il faut également garder en tête que les Français combattaient eux aussi les communistes en Indochine; le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie étaient, en outre, des pays se trouvant dans la zone d'influence sino-soviétique, ce qui rendait certainement l'effet domino encore plus crédible et effroyable.

L'année 1949 avait porté un coup dur aux États-Unis; la perte de la Chine, l'acquisition de la bombe atomique par l'URSS, et l'Affaire Alder Hiss, qui était accusé d'avoir donné des secrets d'État aux Soviétiques, faisaient craindre le scénario d'une domination communiste mondiale.

2.2.4 Le communisme et la politique d'endiguement – NSC 68

Aux États-Unis, les législateurs au Congrès avaient fait beaucoup de concessions pour contrer la subversion communiste. De plus, les coûts monétaires étaient considérables et les républicains avaient milité pour une politique bipartisane pour contrer ces problèmes, mais les résultats n'étaient pas convaincants. Cette situation permit à des républicains comme Joseph McCarthy de critiquer l'administration Truman d'avoir notamment perdu la Chine, en raison des tendances gauchistes du gouvernement démocrate. Le sénateur du Wisconsin considérait que l'administration du gouvernement était infestée de communistes qui trahissaient les valeurs chrétiennes démocratiques.¹²⁹

En 1947, Joseph McCarthy est élu sénateur du Wisconsin. Il instaura la peur rouge du communisme qui portera son nom : le maccarthysme. On caractérise cette période comme étant la chasse aux sorcières contre les communistes aux États-Unis. Le sénateur était convaincu qu'il y avait des communistes qui travaillaient à l'intérieur des frontières américaines afin de « nous » détruire à l'interne. Cette peur et anxiété malade du sénateur feront écho à la Chambre haute, mais également au sein de la population. Le 9 février 1950, le sénateur donne son fameux discours devant un rassemblement dans le comté de

¹²⁹ Idem, p.93

Wheeling dans lequel il affirme : « *I have here in my hand a list of 205 [State Department employees] that were made known to the Secretary of State as being members of the Communist Party and who nevertheless are still working and shaping policy in the State Department* »¹³⁰. La paranoïa s'installe et il y a une véritable chasse aux sorcières qui sévit dans la fonction publique américaine afin de trouver et dénoncer les personnes qui sont suspectées d'être liées de près ou de loin à des activités communistes ou au Parti communiste. À cette époque, le *House Committee on Un-American Activities* qui avait été instauré durant les années 1930 fait peau neuve et devient le principal comité d'enquête de la Chambre des représentants pour dénoncer les activités jugées « communistes ». Les documents produits par le comité d'enquête sont utilisés comme référence directe pour inculper quelqu'un. Le président Truman avait signé deux décrets présidentiels condamnant non seulement les affiliations directes avec le Parti communiste, mais aussi les activités considérées sympathisantes avec l'idéologie communisme (« *sympathetic association* »)¹³¹. Les coupables d'une telle infraction sont passibles d'une amende de 10 000\$ et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans. De plus, pour entrer dans la fonction publique, il faudra passer un test de loyauté au gouvernement américain. Cette rage contre de présumés communistes ne sera pas démontrée empiriquement. Suite au discours de McCarthy, son chiffre de 205 personnes deviendra 57 le lendemain et 81 quelques jours plus tard; et cette liste comprenait en fin de compte des noms de gens qui avaient des écarts de comportement ou simplement des travailleurs incompetents pour réaliser la tâche qui leur était assignée.

En fin de compte, toute cette opération provoquait énormément d'anxiété chez n'importe quel politicien ou travailleur d'État, en raison du caractère souvent arbitraire des allégations. Se faire accuser d'activité communiste n'était pas en vogue aux États-Unis au tournant de l'année 1950. Joseph McCarthy accusait de trahison celles et ceux qui contestaient ses pratiques. Même au niveau de l'exécutif, le président Truman et Acheson étaient sur leur garde; le sénateur McCarthy affirmait que l'infestation de communistes au Département d'État expliquait pourquoi la Chine de Mao avait triomphé et pourquoi les

¹³⁰ Y. Viltard (2001). Le cas McCarthy. Une construction politique et savante. No.43. *Cultures et Conflits*.

¹³¹ W. Goodman (1968). *The Committee the Extraordinary Career of the House Committee on Un-American Activities*. Baltimore. Baltimore Penguins Books.

Soviétiques avaient développé l'arme atomique.

Après la défaite de Staline en Europe de l'Est, c'est l'Asie qui sera le théâtre des confrontations est/ouest. La situation en Asie basculait. La perte de la Chine, les alliances entre États communistes et finalement l'affaire Rosenberg qui permit aux Soviétiques de percer le secret de la bombe atomique en 1949 inquiètent Washington et le Département d'État. Truman ouvre une commission d'enquête chargée de faire le point sur les événements de l'année 1949. Paul Nitze sera à la tête du projet¹³². Un rapport d'une soixantaine de pages aboutira au bureau d'Harry Truman en avril 1950. Le document intitulé *United-States Objectives and Programs for National Security – NSC 68*¹³³ dressera un portrait profondément manichéen de la situation; stipulant qu'il y a une polarisation du monde qui génère nécessairement une confrontation entre les sociétés esclaves et celles qui sont libres¹³⁴. L'Union soviétique est décrite comme un régime fanatique qui cherche l'autorité absolue sur le reste du monde :

*« the Soviet Union, unlike previous aspirants to hegemony, is animated by a new fanatic faith, anti-thetical to our own, and seeks to impose its absolute authority over the rest of the world. Conflict has, therefore, become endemic and is waged, on the part of the Soviet Union, by violent or non-violent methods in accordance with the dictates of expediency. With the development of increasingly terrifying weapons of mass destruction, every individual faces the ever-present possibility of annihilation should the conflict enter the phase of total war. »*¹³⁵

Ce document classé top-secret souligne qu'il ne faut plus simplement contenir, mais également réduire la zone d'influence soviétique¹³⁶. Ainsi, les États-Unis ont intérêt à déployer davantage de ressources et d'effectifs militaires dans cette guerre froide. Le rapport établit un lien évident entre l'idéologie communiste et sa politique étrangère. Ce

¹³² Gaddis, op., cit., p.101

¹³³ Hess, op., cit., p.13

¹³⁴ Idem

¹³⁵ *United-States Objectives and Programs for National Security - NSC 68*. (29 janvier 2020). Récupéré de <https://www.trumanlibrary.gov/library/research-files/report-national-security-council-nsc-68>

¹³⁶ Hess., op., cit.

régime fanatique ne peut coexister avec un régime capitaliste et libre. Dès lors, le document stipule que la sécurité nationale américaine est nécessairement mise à mal par la présence d'un tel régime qui souhaite sa destruction. On peut lire ceci dans le document :

« the Kremlin's strategic and tactical policy is affected by its estimate that we are not only the greatest immediate obstacle which stands between it and world domination, we are also the only power which could release forces in the free and Soviet worlds which could destroy it. The Kremlin's policy toward us is consequently animated by a peculiarly virulent blend of hatred and fear. Its strategy has been one of attempting to undermine the complex of forces, in this country and in the rest of the free world, on which our power is based »¹³⁷

Enfin, le NSC 68 est l'un des documents les plus importants en politique étrangère américaine moderne. Ce rapport du NSC proclame la Guerre froide comme étant officiellement une réalité pour Washington qui nécessite, au besoin, des interventions militaires. Masuda Hajimu disait que la Guerre froide est un construit, voire une opinion à laquelle on adhère ou non. S'il a raison, le NSC 68 intériorise clairement le changement d'une compréhension « théorique » vers une compréhension « concrète », « politique » et « internationale ». C'est probablement le document américain démontrant le plus clairement l'existence conflictuelle entre l'idéologie capitaliste et communiste. Suite au déclenchement de la Guerre de Corée, le NSC 68 sera signé et adopté comme stratégie par le président Truman¹³⁸. Celui-ci et plusieurs de ses conseillers sont alors convaincus que l'URSS teste les Américains¹³⁹. C'est dans cette ambiance que la Guerre de Corée débuta.

On a, donc pu voir, à travers les discours, les énoncés et plusieurs documents officiels, la manière dont s'est construit un consensus discursif autour de la question communiste et soviétique. En vertu de ce consensus, l'URSS est vue comme étant impérialiste. Elle chercherait, à terme, à nous détruire. Nous avons ainsi pu voir que la

¹³⁷ NSC 68, Idem.

¹³⁸ La stratégie proposée dans le NSC 68 sera l'un des piliers de la Guerre froide. Plusieurs présidents vont légitimer des politiques étrangères en proposant une rhétorique centrée sur celle de Harry Truman. Voir. J. Edwards (2009). Sanctioning Foreign Policy: The Rhetorical Use of President Harry Truman. No. 39(3). *Presidential Studies Quarterly*.

¹³⁹ R. Jervis (1980). The Impact of the Korean War on the Cold War. vol.24(4). *The Journal of Conflict Resolution*.

chaîne de connotation linguistique (rhétorique, champ lexical, fréquence, etc.) est en grande partie responsable de la construction de la menace. Les événements recensés n'auraient pas forcément été définis selon les mêmes termes par un gouvernement d'un autre État capitaliste. C'est là toute la pertinence d'une compréhension intersubjective. Prenons l'exemple du blocus de Berlin. Pourquoi le blocus de Berlin en 1948 était nécessairement vu comme un acte impérialiste, alors que le gouvernement américain venait d'annoncer une réforme économique d'envergure incluant probablement toute l'Europe (même la zone sous domination soviétique). Imaginons une seconde le Kremlin qui impose une réforme économique dans toute l'Allemagne. À Washington, on aurait alors crié à la violation des Accords de Potsdam, comme Staline l'a fait. Et du coup, dans ce scénario, les officiels américains auraient-ils intériorisé leurs propres actions comme un acte impérialiste? On peut en douter. Ne serait-ce pas aux États-Unis que l'on fétichise cette idée d'impérialisme? Shu Guang Zhang, professeur d'origine chinoise à la Capital University of Columbus en Ohio indique :

« Washington's ethnocentrism or ignorance of cultural differences regarding national security played a major role in causing misperception and miscalculation of each other's intentions and actions. Each acted according to its own logic while playing little attention to the logic of other; each attempted to understand the other from its own stand and dealt with the other by following its own code of behaviour »¹⁴⁰

C'est, en effet, une idée que l'on peut défendre. Mais nous croyons que c'est l'imaginaire sécuritaire américain qui oriente la perception et conséquemment les codes de conduites qui en découlent.

¹⁴⁰ Idem, p.196

2.3 Conclusion partielle

Ce chapitre visait à répondre à deux questions essentielles : « qui sommes-nous? » et « qui sont-ils? ». Ces questions sont liées de manière intersubjective. Bien qu'il n'y ait pas de lien direct de cause à effet, elles sont coconstruites. Rappelons-nous que tout comme Castoriadis le disait, l'image de soi et celle du monde sont nécessairement liées.

Dans la première section, nous avons pu comprendre comment le contexte international post-Deuxième Guerre mondiale a favorisé un discours teinté de l'idéologie de sécurité nationale. Cette conception élargit la barrière subjective de la sécurité. Les frontières américaines ne sont pas les dernières lignes de défense, car la menace provenant de l'extérieur peut rapidement devenir impérialiste et mettre à mal la sécurité du pays. De là, s'amorcent des changements importants au niveau des institutions américaines et un intérêt grandissant pour les questions internationales. Le débat identitaire ayant eu cours s'articule autour de deux conceptions opposées : le *welfare state* ou le *warfare state*. Le premier, qui était surtout défendu par les républicains, proposait de concentrer les ressources à l'intérieur des frontières sans trop s'ingérer dans les affaires internationales. On défendait qu'après tout, c'est exactement cette attitude qui avait permis aux États-Unis de devenir cet État moralement, politiquement et économiquement supérieur. Ainsi, un changement à 180 degrés ne semblait pas plaire à ces élus. Toutefois, en ce début de polarisation entre Washington et Moscou, il y avait cet impératif que le pays doive être prêt à affronter une menace puisque les États-Unis ont hérité du rôle de représentant du monde libre et capitaliste. Les anciennes puissances d'avant la guerre ne sauraient contrer l'invasion mondiale du communisme. Dans ce contexte, le simple fait d'être militairement prêt peut être suffisant pour dissuader un adversaire, et ce, même en l'absence de danger direct et immédiat envers l'Amérique et ses alliés.

Ainsi, avec un discours alarmant créant un sentiment de peur autant dans la population civile que chez les élus, un consensus se forme et le président Truman présente sa Doctrine comme politique étrangère officielle des États-Unis.

Quelques mois plus tard, on annonce le NSA qui réorganise les fonctions de plusieurs institutions gouvernementales et en crée d'autres. Avec la création du NSC et la fusion des institutions militaires, le pays s'offre une structure qui est beaucoup plus adéquate pour mener la nouvelle politique d'endiguement (*containment*) de Truman. Bien qu'il serait incorrect de considérer que cet aboutissement constitue un État militaire (*warfare state*), on ne peut nier que l'année 1947 marque le début d'une nouvelle ère où les États-Unis se considèrent comme le porte-étendard des valeurs libres et capitalistes contre Moscou. Ce statut leur donne la légitimité de s'ingérer dans les affaires internationales afin de contraindre une future menace de s'étendre jusqu'en Amérique.

Parallèlement et conséquemment, on assiste à la construction d'une nouvelle altérité opposée à ce nouveau sujet, « les États-Unis ». Cette conception très spécifique porte à croire à l'existence d'un ennemi idéologique qui nous menace et qui est tantôt soviétique et tantôt chinois, pour finalement être en Corée du Nord en juin 1950. À la manière d'un démon qui possède des âmes faibles, le communisme opère là où les démocraties sont chétives. On construit donc, aux États-Unis, une perception autour de la question « qui sont-ils? », dont découlent aussitôt d'autres questions, c'est-à-dire « que font-ils? » (l'Union soviétique et la Chine), voire « que fait-il? » (le communisme). Avec la chaîne de connotation discursive répétée à outrance par les officiels (voir corpus dans l'introduction), il y a un consentement qui émerge et on attribue aux objets « le communisme » et « l'URSS » un caractère « impérial » de par la nature de ce régime marxiste qui ne peut tolérer la présence de sociétés capitalistes.

En ce sens, le conflit qui débute en Corée en 1950 est certes, surprenant, mais s'inscrit dans cette trajectoire imaginée du communisme qui profite de la situation litigieuse dans la péninsule coréenne pour faire des gains géographiques et politiques. Dans cette optique, aussi, où l'on pense que le Kremlin teste les États-Unis en Corée, l'inaction était vue comme étant hors propos.

Cette perception du monde et de cet ennemi qui est toujours menaçant est construite par l'imaginaire sécuritaire américain post 1945.

Ce chapitre pourrait déjà éclairer la question de recherche énoncée au départ. De quelle manière l'imaginaire sécuritaire américain a-t-il orienté la décision d'Harry Truman d'intervenir en Corée en juin 1950? Par contre, afin de mener jusqu'au bout cette enquête sur l'identité américaine, le prochain chapitre analysera un peu plus en profondeur les mécanismes culturels et identitaires ayant construit l'imaginaire sécuritaire dans les termes démontrés. Ce dernier exercice mettra en relief tous les aspects identitaires mythologiques qui ont permis à cet imaginaire d'émerger et de se déployer de la sorte.

3 Chapitre 3 : Imaginaire sécuritaire, identité et mythologie américaine

Dès lors, nous avons vu la dynamique intersubjective des représentations de la réalité. Les États et les dirigeants qui les représentent sont nécessairement influencés par une construction de la réalité qui leur est propre. L'orientation de la subjectivité de chacun, elle, est une construction liée à un certain nombre de facteurs cognitifs et surtout culturels propres à la manière dont une personne pense, ce qui fait en sorte qu'un événement objectif devient subjectif.

Faisons une simple comparaison pour mieux saisir ce qui vient d'être énoncé. Prenons par exemple de simples pommes de terre et distribuons-en une à un botaniste, une historienne et un cuisinier. En voyant la pomme de terre, le botaniste nous dira certainement que ce féculent a une période de maturité allant de 60 à 90 jours suivant la plantation des semences et que ces dernières doivent être plantées à environ 30 centimètres de profondeur dans le sol. L'historienne, elle, va nous raconter la triste histoire survenue au nord-ouest de l'Europe durant les années 1840. Une terrible famine avait causé la mort de centaines de milliers de personnes surtout en Irlande, en France et en Prusse. Une maladie avait ravagé les champs des agriculteurs et les pommes de terre étaient devenues inconsommables, causant la perte des populations vivant de ce féculent. Et finalement, le cuisinier connaît plusieurs méthodes pour apprêter la patate. Que ce soit en rondelles, en purée ou entières, il sait habilement la cuisiner. Le cuisinier considère même que la pomme de terre est un aliment essentiel à plusieurs de ses recettes.

Avec l'exemple de la pomme de terre, on est amené à comprendre que trois « visions » ou « compréhensions » totalement différentes d'un même « objet matériel » ont cours. Maintenant, comment pouvons-nous expliquer cet écart de compréhension entre le botaniste, l'historienne et le cuisinier? On pourrait certainement déduire que le botaniste a une expérience en horticulture et qu'il a probablement cultivé la pomme de terre à plusieurs reprises. Ainsi, son expérience l'amène à associer ce féculent aux méthodes pour bien le cultiver. Quant à l'historienne, ses études en histoire européenne lui ont permis de connaître les événements sur la famine des années 1840. Si elle étudie les impacts que la famine a eus sur la vie des Européens, la pomme de terre est un objet dont elle connaît bien les

possibles effets sociaux. De là, si l'historienne est interpellée sur la pomme de terre, on doit s'attendre à ce que sa définition de celle-ci porte sur des aspects « historiques » et « sociaux ». Enfin, le cuisinier, lui, maîtrise l'art de cuisiner les patates. L'ayant cuisinée de plusieurs façons différentes, elle n'est pour lui pas qu'un aliment rond. Elle peut prendre plusieurs formes et être consommée de plusieurs façons. Le chef a tellement manipulé la patate que sa compréhension est naturellement tournée vers les méthodes de cuisson. Il n'a pas nécessairement d'intérêt à savoir son histoire ou encore la manière de la faire germer correctement, même si le contraire peut également être vrai.

Le but de ce chapitre est de faire un raisonnement semblable, mais appliqué aux relations internationales. Au chapitre précédent, nous avons fait la démonstration qu'aux États-Unis, il y avait une forte corrélation entre tout mouvement communiste et un fort sentiment d'insécurité lié à la croyance que c'est une idéologie impérialiste. On en venait également à croire que Staline voulait mettre sur pied un programme de domination mondiale du communisme, au détriment des régimes capitalistes. L'attitude de Staline aurait très bien pu être perçue comme étant « défensive » par exemple, mais pour les officiels américains, l'URSS était nécessairement impérialiste. Par conséquent, lorsque les troupes de Kim Il Sung traversent le 38^e parallèle pour, selon lui, réunifier le pays, le président et ses conseillers sont convaincus que Staline les teste afin de voir jusqu'où les États-Unis sont prêts à s'investir pour la survie de leur régime dans le monde.

De ce fait, sous quel(s) prétexte(s) le président (et conseillers) ont-ils perçu les intentions du Kremlin et du « communisme mondial » de cette façon? Plus tôt, nous essayions de comprendre pourquoi le cuisinier voyait en la patate un aliment polyvalent pour plusieurs recettes; maintenant, dans ce chapitre, nous allons tenter de comprendre pourquoi le gouvernement américain articule les intentions d'autrui de la sorte et, surtout, pourquoi les événements du 25 juin créent autant d'insécurité dans ce pays? Afin de conscrire cette analyse, nous allons poursuivre l'analyse de—l'imaginaire sécuritaire américain. Comprendre les composantes identitaires et culturelles qui le forgent, nous permettra de comprendre pourquoi l'imaginaire sécuritaire s'est construit comme tel au début de la Guerre froide. Ceci pourra conclure notre recherche sur l'impact identitaire qui a prévalu lors de la décision prise par l'administration Truman d'intervenir en Corée en juin 1950.

Pour Castoriadis, la société et les institutions qui en émanent n'existent qu'à travers la symbolique et celle-ci est le point de départ de toute compréhension chez l'Humain. Concernant ce lien, il écrit :

« Tout ce qui se présente à nous, dans le monde social historique, est indissociablement tissé au symbolique. Non pas qu'il s'y puise. Les actes réels, individuels ou collectifs - le travail, la consommation, la guerre, l'enfantement, les innombrables produits matériels sans lesquels aucune société ne saurait vivre un instant, ne sont pas (pas toujours, pas directement) des symboles. Mais les uns et les autres sont impossibles en dehors d'un réseau symbolique »¹⁴¹.

Ainsi, la construction de notre réalité sociétale est avant tout façonnée par la symbolique que l'on accorde aux objets qui nous entourent¹⁴². Le constructivisme en relations internationales s'intéresse aux mêmes mécanismes entre un « sujet » (en occurrence, les États-Unis) et les « objets » (*meaningful objects*) qui l'entourent. Dans le champ international, les « objets » peuvent faire référence; au contexte international, les États (le comportement d'autrui), les crises, les conflits, l'histoire, etc., en fin de compte, n'importe quoi que l'on peut nommer.

Une fois ces « objets » identifiés, ils sont créés. L'acte de langage qui permet d'interpeler l'objet en soi est la preuve de son existence pour la personne qui l'énonce¹⁴³.

Alors comment pouvons-nous identifier le bagage culturel imaginaire qui a prévalu lors des événements de juin 1950? Si Harry Truman et sa poignée de conseillers sont les « *decision-makers* » qui ont imaginé le danger émanant de la situation en Corée, comment étudier ou observer les constituants de l'imaginaire sécuritaire américain le 25 juin 1950? En reprenant les composantes de l'imaginaire sécuritaire relevées au chapitre

¹⁴¹ C. Castoriadis (1975). *L'institution imaginaire de la société.*, op., cit., p.174

¹⁴² Ceci nous ramène au concept interactionnisme symbolique, popularisé par Herbert Blumer, qui nous rappelle que les individus interagissent à l'égard des choses qui ont une signification particulière pour eux. Ces objets proviennent de l'interaction sociale qui a cours entre les sujets et l'environnement. H. Blumer, op., cit., p.11.

¹⁴³ Au premier chapitre, nous avons expliqué comment une menace peut être construite de manière discursive. C'est-à-dire à travers la rhétorique et les actes de langage.

précédent, nous pourrions les décortiquer pour comprendre comment la mythologie américaine explique leur formation.

Pour ce faire, nous procéderons en deux étapes: l'interpellation et l'articulation. Le premier fait référence à l'identification des « objets significatifs », ceux qui ont interpellé le sujet pensant. Il faut les identifier. Le second, lui, permet de comprendre les fondements identitaires qui font en sorte que le sujet a « interpellé » ces objets et non pas d'autres. C'est là le processus « d'articulation » des « objets significatifs » qui nous permet de mettre en relief les tendances identitaires.

3.1 Interpellation et articulation des objets significatifs

Au chapitre précédent, nous avons vu que la menace a été présentée de plusieurs façons par l'équipe Truman en Europe autant qu'en Asie. Les événements soulevés entre 1945 et 1950 ont été interprétés par les dirigeants américains comme étant problématiques pour la sécurité nationale américaine. Que ce soit l'obtention de la bombe atomique par l'URSS, le changement de régime en Chine ou les différents agissements des Soviétiques ayant retenu l'attention de Washington; ils sont tous des « objets significatifs » ayant été perçus comme une menace. Un « objet » n'est jamais une donnée en soi s'il n'est pas interprété par un « sujet ». Ainsi, aucun des objets susmentionnés ne devrait être présenté comme une « menace » à la sécurité nationale américaine. Or, nous avons fait la démonstration qu'il y avait une grande insécurité vécue à l'égard de ces « objets ». On peut donc se demander pourquoi le « sujet » les « États-Unis d'Amérique » l'a-t-il vécu de la sorte? Selon nous, deux tendances démontrent la manière dont ces « objets » ont été « articulés » linguistiquement comme étant une menace dangereuse à la sécurité nationale américaine : la peur de l'effet domino et le syndrome de Munich. Nous verrons que ces deux images permettent de dégager des traits identitaires culturels qui sont spécifiques au sujet « les États-Unis ».

3.1.1 *Peur de l'effet domino*

3.1.1.1 *Interpellation*

L'analogie des dominos est une peur présente à Washington et aux États-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale. Certains chefs d'État occidentaux utilisent encore cette analogie aujourd'hui pour justifier des interventions militaires. C'est certainement durant la Guerre du Vietnam et la Crise des missiles à Cuba que des présidents comme Eisenhower, Kennedy, Johnson ou Nixon ont popularisé cette notion dans leurs discours. La peur de l'effet domino est simplement une crainte que des États « libres » et capitalistes tombent aux mains des communistes, un après l'autre et jusqu'aux portes des États-Unis. Il y aurait « effet domino », car les États environnants subiraient l'influence communiste et tomberaient à leur tour. Certains, dont Henry Kissinger, parlaient même d'un virus. Il disait qu'une région dont on perd le contrôle peut rapidement devenir contagieuse et infecter les États environnants. Un an après la fin de la Guerre de Corée, le président Eisenhower dénonçait « l'effet domino » qui pourrait marquer l'Asie si les Français se retiraient d'Indochine¹⁴⁴. C'est également dans cette optique que Johnson justifiait la ligne dure au Vietnam, car si les Américains se retiraient au sud du pays, il explique : « les dominos tomberaient et toute une partie du monde se retrouverait communiste »¹⁴⁵.

L'équipe de Truman a une attitude similaire avant l'éclatement du conflit en Corée. En fait, le premier domino à être tombé est certainement la Chine. La conversion de la Chine nationaliste en une Chine communiste a fait croire aux dirigeants américains qu'un tel scénario pourrait frapper d'autres États libres. La victoire de Mao Zedong a véritablement montré, aux yeux des États-Unis, le côté subversif de la menace communiste. Elle démontrait qu'un pays aussi immense que la Chine peut être la cible de l'élan communiste mondial. Les membres au Congrès vont fortement réagir à cette nouvelle et

¹⁴⁴ Idem p.600

¹⁴⁵ J. Record et D. David (2005). Munich, le Vietnam et l'Irak du Bon (ou du mauvais) usage de l'histoire. No. 3. *Institut Français des Relations Internationales*.

c'est d'ailleurs le sénateur McCarthy qui va utiliser cet événement pour justifier ses allégations considérant que le Département d'État est infesté de communistes qui ont « *sold out* » (vendu) la Chine aux communistes¹⁴⁶.

Les républicains les plus conservateurs disaient que les États-Unis avaient perdu (« *lost* »)¹⁴⁷ la Chine. D'ailleurs, dans la littérature, on appelle communément cet événement « *The loss of China* ». D'un point de vue linguistique, il est révélateur de voir le côté possessif d'un tel arrangement syntaxique. En effet, signaler que l'on a perdu quelque chose implique forcément qu'on l'a déjà possédé. Or, pour les politiciens à Washington, le simple changement de régime au pays change totalement la nature de la relation avec ce pays asiatique. On passe de l'allié « capitaliste » et « libre » à l'ennemi potentiellement dangereux qui est désormais du mauvais côté de l'axe « bien/mal ». Les États-Unis ont donc « perdu » ce qui avait de plus vertueux dans la Chine d'avant 1949. Comme l'écrit Noam Chomsky:

*« In 1949, China declared independence, an event known in Western discourse as "the loss of China". In the US, with bitter recriminations and conflict over who was responsible for that loss. The terminology is revealing. It is only possible to lose something that one owns. The tacit assumption was that the US owned China, by right, along with most of the rest of the world, much as postwar planners assumed. The "loss of China" was the first major step in "America's decline". It had major policy consequences. One was the immediate decision to support France's effort to reconquer its former colony of Indochina, so that it, too, would not be "lost". »*¹⁴⁸

L'image que le NSC a du Kremlin de Staline est, aussi, comprise en altérité avec les États-Unis et une compréhension binaire des sociétés accentue la conception imaginée

¹⁴⁶ Pour Truman et Acheson, il était évident que l'issue de la Guerre civile en Chine allait pencher du côté de Mao et que tôt ou tard, les communistes allaient gagner cette guerre civile. Il n'y avait donc aucune force externe qui pouvait influencer le cours de la guerre là-bas. Toutefois, le gouvernement de Truman avait essuyé son lot de critiques de la part des législateurs au Congrès ainsi que de la population.

¹⁴⁷ G. R. Hess (2009). *Presidential decisions for war: Korea, Vietnam, the Persian Gulf, and Iraq*. 2nd ed. Baltimore. Johns Hopkins University Press.

¹⁴⁸ N. Chomsky (2012). Losing the world: American decline in perspective, part 1. Dans *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2012/feb/14/losing-the-world-american-decline-noam-chomsky>.

que l'objet « les États-Unis » est bon contrairement à « l'URSS » qui est mauvais. On peut lire dans le NSC 68: « *The idea of freedom, moreover, is peculiarly and intolerably subversive of the idea of slavery* »¹⁴⁹... Même Clark Clifford disait lors d'une entrevue en 1971 que le président Truman aimait beaucoup les récits écrits en noir et blanc.¹⁵⁰

3.1.1.2 Articulation

Considérer que l'on peut « perdre » ou « gagner » un État simplement dû à son régime politique démontre le caractère « manichéen » du style national américain. Pour les décideurs américains, il n'y a pas de diversité culturelle dans le monde, seulement une dualité entre le « bien » et le « mal ». En occurrence, au tournant des années 1950, c'est le capitalisme américain et le communisme soviétique qui sont en conflit. La ligne de démarcation entre ce qui est « bien » et « mal » se situe exactement dans ce clivage idéologique. Le champ lexical employé est fréquemment lié à des notions religieuses et plus précisément Dieu (*God*)¹⁵¹ et tout ce qui a de « bien ». À l'opposé, on va caractériser quelqu'un ou quelque chose qui ne correspond pas aux idéologies américaines ou à l'*American Way of Life* comme étant satanique (*Evil*)¹⁵². Dans l'histoire américaine, on

¹⁴⁹ *United-States Objectives and Programs for National Security* - NSC 68, op., cit.

¹⁵⁰ Leffler (1992), op., cit., p.137

¹⁵¹ La forte relation existante entre le/la politique et Dieu n'est pas à prouver. Il existe d'innombrables recueils sur la vie politique américaine qui nous décrivent les grands mythes fondateurs de la nation américaine. Que ce soit l'universalisme, l'exceptionnalisme ou la Destinée manifeste ce sont tous des croyances qui ont forgé, depuis les premiers colons, la vie dans le continent américain et qui sont liées de près ou de loin à des croyances religieuses. Le lien avec Dieu est persistant; déjà l'hymne national du pays depuis 1956 « *In God we Trust* » illustre clairement ce point. Les références à Dieu sont également notables dans les discours des présidents. Par exemple, Woodrow Wilson disait lors d'un discours : « *It was as if in the Providence of God a continent had been kept unused and waiting for a peaceful people who loved liberty and the rights of men more than they loved anything else, to come and set up an unselfish commonwealth.* ». Afin de justifier l'intervention américaine en Afghanistan, le président W. Bush a également affirmé: « *Our nation is chosen by God and commissioned by history to be a model to the world of justice* ». Pour plus d'information sur le lien entre la religion et la vie civile américaine voir. É. Marienstras (1993). *Nation et religion aux États-Unis*. No.83. *Archives de sciences sociales des religions*. É. Marienstras (1998). «Une nation par la foi : citoyenneté, religion civile et nationalisme». dans *Nous, le peuple : les origines du nationalisme américain* (380-400). Paris. Gallimard. Lien pour citation de W. Bush. G. W. Bush. Discours effectué lors d'une convention annuelle à Washington D.C le 20 août 2000. Lien pour la citation de Wilson le 13 juin 1916, voir. W. Wilson (1918). *Selected Addresses and Papers of Woodrow Wilson*. New York. Boni and Liveright, Inc.

¹⁵² Contrairement aux vertus de la foi et des comportements moralement acceptables, on note une démonisation de ce qui ne correspond pas aux valeurs américaines. Déjà chez James Madison, il écrivait dans le *federalist papers no.51* « *If a majority be united by a common interest, the rights of the minority*

retrouve souvent ce genre d'attitude de la part des décideurs politiques et de la population. Quant au dossier de la Chine, Acheson disait dans un discours devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat en mars 1950: « *What we are concerned with in China is that whoever runs China, even if the devil himself runs China, that is an independent devil. That is infinitely better than if he is a stooge of Moscow or China comes under Russia* »¹⁵³.

Dans son livre, Michael Hogan explique que ce système de compréhension binaire était partagé par l'ensemble des élus démocrates et républicains. Bien qu'ils ne s'entendaient pas sur les actions à entreprendre afin de contrer l'influence soviétique, ils parlaient le même langage sur la sécurité nationale qui était fortement teinté par ce manichéisme. Les Américains sont d'honnêtes gens qui respectent leurs engagements, alors que les Soviétiques rejettent toute forme de moralité dans leurs méthodes et leurs tactiques; les Soviétiques usent de la domination et l'agression, alors que les États-Unis sont devenus vertueux par la grâce de la paix et de la coopération; l'URSS est dirigée par une minorité qui contrôle une majorité et une économie contrôlée où la population n'a aucune liberté alors qu'aux États-Unis, on connaît la prospérité avec un libre marché dans une démocratie où la majorité a le pouvoir. Ainsi, ce qui explique cet antagonisme entre les deux nations est dû aux lois naturelles de la Providence. Le système soviétique lui, n'a rien de naturel et est « *ungodly* »¹⁵⁴. Le langage issu du concept de sécurité nationale est parfaitement teinté par cette dualité des choses. Une forte vision manichéenne du monde et de la politique se manifeste. À ce sujet, Hogan écrit :

«The discourse between the conservative defenders of an older political culture and the national security managers was itself framed in a binary system of symbolic representation. Both sides shared a similar vocabulary and set of symbols, both associated their critics with an unAmerican other, and both spoke in a language of ideological opposites, such a democracy or

will be insecure. There are but two methods of providing against this evil ». Le quatrième président des États-Unis utilise le mot « *evil* » pour caractériser l'injustice qui surgit lorsqu'une majorité s'impose contre une minorité. Ce mépris de la « tyrannie de la majorité » est à la base des révoltes des colons américains contre la Couronne anglaise et on diabolise cette injustice avec des connotations liées au diable ou au démon. Voir. J. Madison. Federalist papers no.51. dans R. Beeman (2012). *The Federalist Papers*. New York. Penguin books.

¹⁵³ John Lewis Gaddis (2005). *Strategies of Containment*, New York. Oxford University Press, 2005.

¹⁵⁴ Hogan, op., cit., p.17

totalitarianism, freedom or tyranny, centralization or decentralization, civil or military, free-market capitalism or controlled economy, loyalty or disloyalty, isolationism or internationalism.»¹⁵⁵

Ces oppositions binaires font partie intégrante de la compréhension politique nationale et internationale sous le NSC. C'est une caractéristique saillante et identitaire de la politique étrangère américaine post 1945 : « *Captured in a binary opposition to which both sides resorted was a fundamental contest over the nation's political identity and postwar purpose* »¹⁵⁶

Dans la littérature, on compare aussi cet ensemble de traits comme étant des valeurs « *American* » alors que les gens ou les entités qui ne véhiculent pas ces croyances sont vus comme des « *Un-Americans* ». Seymour Martin Lipset disait qu'être « *American* » ne se rapporte pas au lieu de naissance; c'est un « engagement idéologique » et ceux qui rejettent ces valeurs sont « *Un-American* ».¹⁵⁷ Il n'existe aucun compromis sur ce que représentent les vraies valeurs américaines. Les individus qui n'épousent pas les opinions traditionnellement libérales et capitalistes ou encore les valeurs anglo-saxonnes protestantes sont perçus comme « *Un-American* ». Cette conception est intimement liée au manichéisme. O'Meara, Macleod et al. écrivent: « *Americanism emerged as a Manichean tale of good us and evil them; of progress, truth, justice, and the American Way. Americanism can be understood as an ongoing discursive strategy to forge an always fragile national identity through a definition of who is included in and who is excluded from the American community.*»¹⁵⁸ De comprendre une situation ou un enjeu sous une compréhension simpliste de ce qui est « bien » et « mal » ou « noir » et « blanc » est très réducteur et cette propension à la dualité des choses est une forme de raccourci cognitif qui ne permet pas une analyse complète, juste et détaillée d'une situation.

La définition du concept de sécurité nationale, institutionnalisé par le NSC-68, incorpore cette idéologie des opposés où le « nous » se contraste parfaitement avec « eux »

¹⁵⁵ Hogan, op., cit., p.18

¹⁵⁶ Idem

¹⁵⁷ D. O'Meara et al., op., cit., p.26.

¹⁵⁸ Idem

et tous les qualificatifs négatifs issus de l'imaginaire sécuritaire. Sur ce, Hogan écrit : « *It conjured up an ideal American identity, cast it against a demonized version of the Soviet other, and captured the dichotomies in a set of powerful rhetorical symbols : "freedom" versus "slavery", "democracy", versus "autocracy", "tolerance" versus "coercive force", "diversity" versus "monolith", "allies" versus "satellites" »*¹⁵⁹

Ce manichéisme est perceptible dans les discours politiques au moment où la peur de l'effet domino débute suite à la perte de la Chine nationaliste en 1949. En effet, quelques mois après la Guerre civile chinoise, en mars 1950, Acheson disait lors d'un discours au Sénat : « *even if the devil himself runs China, that is an independent devil.* »¹⁶⁰. Dans ce segment, on voit, d'une part, la même rhétorique liée au mal « *evil* ». De plus, le Secrétaire d'État affirme qu'il n'y a pas de « demi-mesure » possible; maintenant que la Chine s'avoue communiste, il n'y a plus rien d'honnête et de moral qui s'en dégage. Selon sa vision, ce pays ne peut qu'être administré par le Mal ou sinon être un serviteur (« *stooge* ») de l'URSS, le deuxième étant probablement un pire qualificatif que le premier. Les événements de Corée 1950 concrétisent la peur de « l'effet domino », car c'est la répétition quasiment exacte du scénario chinois. Si les États-Unis devaient « perdre » la Corée aux mains des communistes, ceci représenterait une seconde victoire pour les communistes et confirmerait le « *master plan* » tant redouté par le président et plusieurs membres du NSC. Dans cette optique, il n'était pas envisageable que le monde libre ne réagisse pas à cette offensive communiste en Corée. La Doctrine Truman prévoyait d'ailleurs que pour obtenir une paix perpétuelle mondiale, le communisme ne devait plus se répandre ailleurs. Il fallait ainsi le contenir à sa plus petite forme sinon les États libres tomberaient comme une série de dominos.

Comme nous le rappelle donc Gilles Vandal, « La théorie des dominos a été développée dans le cadre de la guerre froide en relation avec la Doctrine Truman »¹⁶¹. La perte de la Chine a été un tournant à cet égard, et les dirigeants américains ont développé la théorie des dominos en s'inspirant du caractère manichéen du style national américain.

¹⁵⁹ Hogan, op., cit., p.297

¹⁶⁰ J. L. Gaddis. (2005), op., cit., p.100.

¹⁶¹ G. Vandal (2012). « L'exceptionnalisme comme fondement moral ». Chap in David, C. P. *Théories de la politique étrangère américaine*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Ainsi, neuf mois plus tard, lorsque la Corée du Nord traverse le 38^e parallèle pour occuper la Corée du Sud, l'analogie de la Chine semble parfaitement cohérente pour justifier une ligne dure pour ne pas perdre un autre « domino ». C'est dans cette optique que le général Bradley proposait au président de tracer une ligne dure (« *Draw the line* »¹⁶²) pour empêcher qu'une Corée réunifiée communiste étende ses germes aux États libres limitrophes. Le fait de tracer cette ligne permet, aussi, de montrer que les États-Unis sont sérieux et appliquent la Doctrine du président qui cherche à endiguer la menace communiste dans le monde. Conséquemment, en faisant cette preuve de force en Corée, on pourrait prévenir un futur conflit où un État communiste mettrait à mal la souveraineté d'un État libre.

On pouvait sentir, autant au Congrès qu'à la Maison-Blanche, que la situation en Corée était la conséquence directe de la politique des États-Unis à l'égard de la Chine vers la fin des années 1940. Puisque les États-Unis n'ont pas été assez fermes afin de supporter le régime capitaliste de Kai-Chek, ces inactions démontrent que le capitalisme est faible et qu'il n'offre aucune résistance contre des actes qualifiés « impérialistes ». De là, les États voyous communistes ont toute la légitimité d'accaparer un territoire pour imposer leur idéologie. Ainsi, si l'Occident ne démontre pas suffisamment de résistance en Corée, il y aura une dégringolade de la violence dans le monde. Un effet domino dévastateur qui pourrait même résulter en une Troisième Guerre mondiale. Même au Congrès, ce sentiment créait de l'insécurité chez les élus. Le sénateur Bradley disait : « *The whole thing is a result of our China policy, The Administration should stand up and do something and then we'll stop those Commies* »¹⁶³. C'est dans cette optique que la Doctrine Truman a été conçue et les événements en Corée ont été la première occasion pour le président Truman d'appliquer la politique d'endiguement. C'est une intervention militaire qui met définitivement fin à la politique isolationniste que les États-Unis préconisaient depuis la création de la République. C'est, aussi, la politique extérieure qui sera pratiquée au moins jusqu'à la déconfiture du bloc de l'est.

¹⁶² G. Paige, op., cit., p.137

¹⁶³ Idem, p.138

En fin de compte, la peur concernant l'effet domino que pourrait engendrer l'inaction en Corée en juin 1950 était très présente au sein des membres du NSC, du président Truman et au Congrès. L'analogie de la Chine rendait impossible de considérer que la Corée tombe aux mains de Kim Il-Sung et du communisme.

D'un point de vue sociologique, on constate que cette vision des relations internationales est tout de même particulière et propre au sujet : les États-Unis. Ce sont des personnalités américaines qui ont articulé le danger de cette façon. Nous avons pu voir dans le premier chapitre qu'une « crise » peut être créée à travers la rhétorique et les actes de langage que des décideurs politiques évoquent et répandent; toutefois, ce sont des traits identitaires qui font en sorte qu'une menace est « articulée » de la sorte. Sur ce, nous avons fait la démonstration que « l'effet domino » a été « interpellé » en partie en raison du caractère manichéen du style national américain. Sans cette conception binaire du monde et des choses qui le façonnent, l'effet domino ne peut pas être « articulé » puisqu'il repose sur cette perception dualiste de la nature des régimes. Une image qui démontre bien ceci est celle où les dominos verticaux représentent les États libres et capitalistes en opposition aux dominos horizontaux qui sont ceux du communisme et de la dictature où il n'y a pas de liberté.

3.1.2 L'impérialisme et le syndrome de Munich : la responsabilité de protéger

3.1.2.1 Interpellation

Il est connu que Harry Truman avait abondamment recours aux analogies pour comprendre une situation. En fait, selon Thomas Preston, durant sa présidence, il a fait usage des analogies dans 25% des cas où il a dû prendre une décision à propos de la Guerre de Corée¹⁶⁴. Sur ce, l'analogie des dominos et de la Chine ne sont pas les seules fois où le président a eu recours à ce genre d'heuristique. En effet, à la lecture des mémoires de

¹⁶⁴ T. Preston (2001). *The President and his Inner Circle*. New York. Columbia University Press.

Truman, on s'aperçoit qu'une autre insécurité a fortement agi sur la cognition du président : l'analogie de Munich.

La comparaison vient de la conférence tenue à Munich en 1938 entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie durant laquelle des accords ont été signés permettant ainsi à l'Allemagne d'annexer des régions peuplées d'Allemands en Tchécoslovaquie. Bien que l'objet de la rencontre ne portait pas sur ce sujet, on reproche le manque d'opposition de la part des alliés pour contrer les ambitions d'Hitler. Le sentiment impérialiste de ce dernier transparaisait, mais la France et l'Angleterre ont préféré être conciliantes à l'égard d'une attitude qui pouvait alors être perçue comme étant une tendance agressive. Ils ont opté pour une politique d'« *appeasement* » au lieu de confronter les nouveaux gouvernements totalitaires qui sévissaient en Europe. Les démocraties ont été conciliantes et cette attitude a permis aux dictatures de proliférer, ce qui a mené à la Deuxième Guerre mondiale. Les leçons tirées de la conférence de Munich affecteront la politique étrangère américaine pendant plusieurs décennies et beaucoup de présidents depuis Truman ont eu recours à cette analogie pour justifier des interventions préventives dans le monde.

Le président Truman est certainement le premier chef d'État occidental ayant eu recours à l'analogie de Munich pour mener sa politique étrangère et c'est au moment de la Guerre de Corée que ceci a débuté. Il publie dans ses mémoires:

« I remembered how each time that the democracies failed to act it encouraged the aggressors to keep going ahead. Communism was acting in Korea just as Hitler, Mussolini, and the Japanese had acted ten, fifteen, and twenty years earlier. I felt certain that if South Korea was allowed to fall Communist leaders would be emboldened to override nations closer to our own shores. If the Communists were permitted to force their way into the Republic of Korea without opposition from the free world, no small nation would have the courage to resist threats and aggression by stronger Communist neighbors. If this was allowed to go unchallenged, it would mean a third world war. »¹⁶⁵

¹⁶⁵H. Truman (1956). *Truman memoirs, volume 2 years of trial and hope*. New York. Doubleday & Company, Inc.

Ces lignes constituent la première réaction du président lorsqu'il a appris la nouvelle concernant les actions de la Corée du Nord le 25 juin 1950. Même sans aucun rapport détaillé de la situation en Corée, Truman recourt alors à cette analogie, ce qui démontre bien la tendance évidente du président à faire ce genre de raccourci cognitif. Étant quelqu'un de nature très calme et réfléchi, il étudie méticuleusement les leçons de l'histoire pour saisir le présent. Dans ce cas, la leçon retenue est que l'inaction mène nécessairement à des conflits ou des guerres. À ce sujet, Truman racontait qu'il est plus facile d'étouffer un feu lorsqu'il est petit, car une fois qu'il devient un brasier il faut beaucoup plus d'effort et de ressources pour l'éteindre. Le président semblait décidé à ne pas répéter les erreurs du passé, à ce sujet il dit :

« We will not engage in appeasement [...] The World learned from Munich that security cannot be bought by appeasement. If peace-loving nations had followed the right policies in the 1930's, if the free country had acted together to crush the aggression of the dictators, and if they had acted in the beginning when the aggression was small there probably would have been no World War II »¹⁶⁶

Cette agression ne pouvait pas rester impunie. La question était désormais de savoir quoi faire pour faire preuve de résistance sans déclencher un troisième conflit mondial. Le statu quo et l'inaction n'avaient pas leur place dans ce cas puisque cela ne ferait que reporter les ennuis à plus tard. C'est le sentiment qui s'est dégagé suite à la seconde rencontre au Blair House le 26 juin. Le général Bradley résumait ainsi la rencontre:

« Well, the decision was made that here was another act of aggression that, if we appeased in this case, something else would come along, and either you appeased again or took action in the next one, and I think it was fully realized by everyone and it seemed to meet the approval of the people at the time, that one appeasement leads to another until you eventually make war inevitable ».¹⁶⁷

¹⁶⁶ Weldes, op., cit., p.125.

¹⁶⁷ Paige, p.174

Une intervention en Corée pouvait vraisemblablement représenter une démonstration de force aux yeux de Staline, mais ce n'était pas sans risque, car on redoutait une escalade de la violence. En fait, le contexte international est différent de ce qu'il était lors de la conférence de Munich en 1938; désormais les deux plus grandes puissances du monde possèdent l'arme atomique. Si un différend d'ordre diplomatique survenait entre les États-Unis et l'URSS, on pourrait assister à une autodestruction des deux États. Il n'y a pas de perte minimale avec une bombe nucléaire. Les effets de cette arme sont dévastateurs et si un seul missile à tête nucléaire était lancé, la riposte de l'ennemi serait au moins aussi forte, voire encore plus puissante. De là, on doit absolument éviter qu'un conflit en Corée ne débouche sur ce genre de scénario, mais tout en démontrant de la rigueur pour ne pas qu'une Corée unifiée et communiste ne serve d'exemple à suivre ailleurs dans le monde. Ainsi, une intervention multilatérale était une bonne façon de déployer des troupes au sol sans que ces actes soient interprétés comme un acte agressif et unilatéral.

3.1.2.2 Articulation

L'analogie de Munich directement en lien avec la peur de l'impérialisme soviétique et communiste est certainement la peur ayant créé le plus d'insécurité pour le président. Maintenant, on peut se questionner à propos des raisons « culturelles » et « identitaires » qui font en sorte que l'image de Munich est aussi saisissante pour le président Truman. La première chose qui lui vient à l'esprit le 25 juin suite à l'attaque nord-coréenne est l'erreur des grandes puissances de l'époque à Munich. Un peu comme si les Français et les Anglais étaient responsables de l'expansion nazie en Europe dans les années 1930 en raison de la passivité dont ils ont fait preuve. Toutefois, en 1950 et suite à la Deuxième Guerre mondiale, le monde a basculé et les rôles ne sont plus les mêmes. Avant la guerre, il y avait un ordre multipolaire où plusieurs nations européennes constituaient une puissance relativement équivalente. Or, après 1945, on se retrouve dans un ordre bipolaire où les États-Unis et l'URSS sont les deux blocs hégémoniques mondiaux. Ainsi, pour

Truman la responsabilité d'agir contre les ennemis du monde libre n'incombe plus aux Anglais ni aux Français et encore moins aux autres victorieux de la guerre comme la Chine et l'URSS; ce sont les États-Unis qui sont devenus la puissance hégémonique défenderesse du monde libre. Ce résonnement place le sujet « les États-Unis » dans une position de responsabilité d'agir en Corée contre l'offensive de Sung.

Maintenant, pourquoi le président a-t-il orienté et articulé la menace de cette façon? C'est surtout aux États-Unis que le Syndrome de Munich et la responsabilité d'agir ont autant imprégné la politique extérieure du pays. Au Canada, par exemple, il y avait une aversion pour le communisme et une certaine crainte à l'égard de cette idéologie, mais à Washington cette paranoïa a atteint un sommet d'insécurité incomparable et une urgence d'agir sans précédent. Il y a là des aspects identitaires nationaux qui expliquent cette « articulation » unique de la menace.

L'attitude américaine en Corée démontre, d'une part (1), un sentiment de responsabilité à agir contre les adversaires des valeurs libérales occidentales puisque les États-Unis incarnaient dès lors les gendarmes du monde libre et capitaliste; (2) d'autre part, la prétention d'incarner une société socialement et moralement supérieure.

Le sentiment d'avoir une responsabilité d'agir et d'être les nouveaux gendarmes du monde provient justement du changement d'ordre international qui a eu cours après la Deuxième Guerre. Dans le NSC 68, on pouvait lire que la présence d'une puissance atomique et impériale (URSS) dans un monde dépourvu d'ordre international est de moins en moins acceptable. C'est dans cette optique que les États-Unis sont désormais les détenteurs du « *world leadership* »¹⁶⁸. Et même avant le NSC 68, en 1945, Harry Truman expliquait: « *whether we like it or not, we must all recognize that the victory which we have won has placed upon the American people the continued burden of responsibility for world leadership* »¹⁶⁹. Les États-Unis et l'URSS sont les deux grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, mais la division des autres pays en deux blocs distincts, l'un capitaliste et l'autre communiste, confère aux États-Unis le rôle de principal défenseur du monde libre. Selon la croyance, l'unicité des institutions et le mode de vie supérieur que les Américains représentent leur conjurent la mission quasiment messianique de répandre le

¹⁶⁸ *United-States Objectives and Programs for National Security - NSC 68*, op., cit.

¹⁶⁹ Weldes, op., cit., p.199.

modèle américain aux nations discordantes. Ce culte renforce encore davantage le sentiment de responsabilité de protéger les pays libres contre les attaques des États totalitaires.

Au Blair House, il a été vite conclu que ce qui venait de se produire en Corée devait être géré par les Nations Unies puisque pour le président américain, cette institution représentait les valeurs traditionnelles libérales et capitalistes. Après Woodrow Wilson, Harry Truman est certainement le chef d'État américain qui incarnait le plus le modèle internationaliste libéral wilsonien. Il a d'ailleurs fait un discours aux Nations Unies dans lequel il évoquait la supériorité morale des États-Unis et de cette organisation:

« The United Nations represent the idea of universal morality superior to the interests of individual nations, its foundations do not rest upon power or privilege it rests upon faith. It rests upon the faith of men and human values and of the believe that man in every land hold the same ideals and strive toward the same goals for peace and justice. This faith is deeply held by the people of the United states of America and I believe by the people of all countries »¹⁷⁰

Les propos du président sont assez clairs en ce qui a trait à la supériorité morale des États-Unis et des États qui veulent partager ces croyances. C'est un sentiment qui est devenu de plus en plus présent, en politique étrangère américaine, dans la seconde moitié du 20^e siècle. Toutefois, Truman n'est pas le premier ni le dernier des présidents ayant partagé cette opinion d'un peuple américain moralement supérieur. On retrouve des traces de cette croyance chez beaucoup d'autres présidents et également à l'époque des Pères fondateurs de la République. C'est l'exceptionnalisme américain.

L'exceptionnalisme est un des fondements du style national américain. À ce sujet, Gilles Vandal explique: « Les Américains adhèrent ainsi à une rhétorique qui affirme que leur pays, avec son absence d'aristocratie, sa société ouverte et son isolement

¹⁷⁰ H. Truman (1950). *Truman speaks to the United Nations on Korea*. « Document audiovisuel en ligne ». « s. l. n. é. ». <https://www.britishpathe.com/video/president-truman-speaks-to-the-united-nations-on-k/query/harry+truman>

géographique, forme un monde nouveau et meilleur que l'ancien »¹⁷¹. Cette pensée est assez courante dans le pays de l'oncle Sam et en politique étrangère. On observe un discours qui met de l'avant l'exceptionnalisme américain pour justifier des interventions militaires. Il est, toutefois, paradoxal de constater qu'on utilise ces prérogatives tantôt pour justifier des politiques isolationnistes et tantôt pour légitimer l'interventionnisme. Ce n'est pas qu'en politique étrangère que ces traits sont visibles; en effet, on en voit des manifestations dans toutes les sphères de la société américaine et à toutes les générations. De premiers colons ayant peuplé le continent en passant par les rédacteurs de la Constitution et les présidents qui se sont succédé au fil du temps, le caractère exceptionnel de la nation américaine est fortement ancré dans la vie politique américaine¹⁷².

L'exceptionnalisme n'est pas le seul mythe pouvant expliquer pourquoi Truman attribue aux États-Unis le rôle de représentant du monde libre. On peut également parler de destinée manifeste qui « représente un sentiment d'appartenance à un peuple investi d'une mission quasi divine »¹⁷³. L'expression Destinée manifeste a été abordée la première fois en 1845 par John L. O'Sullivan, un journaliste et homme politique américain qui écrivait: « C'est manifestement notre destinée de nous répandre sur le continent que la Providence nous a alloué pour y assurer le libre développement d'une population qui, chaque année, se multiplie comme par millions »¹⁷⁴. C'était l'époque de l'expansion vers l'ouest et il existait ce sentiment d'appropriation divine du territoire américain qui leur serait dû par la grâce de Dieu. Un siècle plus tard, l'expansion vers l'ouest est terminée, mais la rhétorique et les croyances à ce sujet demeurent. On est porté à croire que c'est précisément avec Harry Truman que ce discours s'est calqué sur la responsabilité de protéger les populations qui sont mises à mal par des États *UnAmerican*. La Doctrine Truman marque un tournant majeur dans la politique étrangère américaine, mais le style national américain, lui, demeure et se manifeste avec un discours qui prône la responsabilité morale et divine de protéger les valeurs typiquement américaines dans le

¹⁷¹ C. P. David (2012), op., cit.

¹⁷² Pour davantage d'explication concernant ces tendances à l'exceptionnalisme il faut lire. É. Marienstras (1976). *Les mythes fondateurs de la nation américaine: essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance, 1763-1800*. Paris. Maspero.

¹⁷³ Charles Philippe David, Louis Balthazar, et Justin Vaïsse (2008). *La politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulation*. 2e édition. Paris. Sciences Po., Les Presses.

¹⁷⁴ Idem.

monde. Le NSC 68 reprend soigneusement les écrits quasiment bibliques de la Constitution américaine afin d'expliquer pourquoi l'Amérique doit être la nation qui dirige le monde libre :

*« The fundamental purpose of the United States is laid down in the Preamble to the Constitution: ". . . to form a more perfect Union, establish justice, insure domestic Tranquility, provide for the common defence, promote the general Welfare, and secure the Blessings of Liberty to ourselves and our Posterity." In essence, the fundamental purpose is to assure the integrity and vitality of our free society, which is founded upon the dignity and worth of the individual. »*¹⁷⁵

Tout compte fait, le Syndrome de Munich a clairement « interpellé » le président Truman, le convainquant que la situation en Corée représentait une menace à la sécurité nationale américaine. C'est toutefois le style national américain basé sur l'exceptionnalisme, voire la Destinée manifeste qui a incité Truman à « articuler » l'insécurité de cette façon et à presser le gouvernement d'agir rapidement. Le procédé intersubjectif qui sévit entre le sujet « les États-Unis » et l'objet « Syndrome de Munich » est unique, mais il se construit au travers de traits identitaires qui sont intrinsèques au sujet.

3.2 Conclusion partielle : l'imaginaire sécuritaire et l'intervention américaine en Corée

Dans les paragraphes introductifs de ce travail, nous cherchions à comprendre le lien pouvant exister entre l'imaginaire sécuritaire américain et l'intervention en Corée en juin 1950. Castoriadis nous rappelait que tout imaginaire social cherche une identité, car celle-ci est co-construite dans un ensemble d'éléments extérieurs au sujet pensant. Dans le deuxième chapitre, nous avons vu que Truman a vu le contexte international de l'époque ainsi que les intentions du Kremlin comme une menace à la sécurité des frontières. À Washington, on croyait véritablement à un plan de domination mondial du communisme

¹⁷⁵ *United-States Objectives and Programs for National Security - NSC 68, op., cit.*

mené par l'URSS contre les États capitalistes. Cette conviction créait énormément d'insécurité quant à la sécurité nationale du pays. Or, cette perception est due à plusieurs motifs d'ordre identitaire et culturel. En opérationnalisant le concept d'imaginaire sécuritaire américain proposé par Jutta Weldes, nous sommes en mesure de faire des liens entre l'intervention américaine en Corée et les traits identitaires nationaux américains.

Afin de mettre en relief ces liens, nous avons montré comment la menace a été « interpellée » et pourquoi elle a été « articulée » de cette manière. Tout se lie avec ce mécanisme « d'interpellation » et « d'articulation ». Dans ce chapitre, nous avons relevé deux « objets » constituant une menace.

Premièrement, la rhétorique du président Truman et des conseillers au Blair House démontre clairement que la peur de l'effet domino a été source d'insécurité pour le pays. Cet objet a été interpellé comme une menace étant donné un bagage culturel et identitaire, mais c'est en partie le manichéisme américain qui est responsable de « l'articulation » de cet objet sous forme de menace. Sans cette dualité nette entre ce qui est « bien » et « mal », l'effet domino ne serait pas « interpellé » sous forme de menace, car il serait possible de considérer les États du monde comme étant culturellement différents, mais pas nécessairement inférieurs ou supérieurs les uns par rapport aux autres. De là, l'ennemi ne serait pas conçu comme un seul bloc unifié et représentant le « mal ». Donc, le manichéisme tend à exagérer le poids et les intentions de l'ennemi communiste.

Dans un deuxième temps, les mémoires du président Truman ainsi que certains de ses discours illustrent la crainte que lui rappelait l'« *appeasement* », attitude dont avaient fait preuve les démocraties à l'égard d'Hitler vers la fin des années 1930. Pour lui, les États-Unis ne pouvaient accepter que l'action agressive commise par la Corée du Nord demeure impunie. L'analogie de Munich a fortement orienté cette peur. De plus, ce danger place le sujet « les États-Unis » en position d'agir contre cette menace, car ils ont la responsabilité morale de contrer les agressions de nature impériale, surtout si elles sont commises par des États qui ne partagent pas les valeurs américaines. Ainsi, le Syndrome de Munich et la responsabilité d'agir ont été « interpellés » dans ces termes, mais nous sommes portés à croire que c'est l'exceptionnalisme et le concept de Destinée manifeste qui ont incité Truman à recourir à l'analogie de Munich au moment de prendre ses décisions. Ainsi, le chef de la Maison-Blanche considère que les États-Unis ont l'obligation morale et

quasiment divine de jouer le rôle de gendarme mondial et de défenseur des valeurs libérales capitalistes. Le sujet « les États-Unis » est donc devenu l'hégémon du bloc de l'ouest et ce rôle a certainement été encouragé par les tendances à l'exceptionnalisme américain.

Tout compte fait, l'imaginaire sécuritaire américain, c'est cet ensemble de pratiques culturelles qui définissent le « nous », en occurrence « les États-Unis », en relation avec un monde se situant à l'extérieur des frontières américaines et qui menace l'intégrité physique du continent¹⁷⁶. Grâce à la rhétorique des discours et des chaînes de connotation des décideurs politiques, dans ce cas le président Truman, les conseillers membres du NSC et les élus du Congrès, on peut relever les traits identitaires et culturels qui ont formé l'imaginaire sécuritaire. Pour ce faire, nous avons analysé la manière dont les « objets significatifs » ont été interpelés puis articulés.

Dès lors, suite à l'intervention nord-coréenne en Corée du Sud, l'imaginaire sécuritaire américain ne permettait pas une compréhension objective et orthodoxe de ces événements. Il aurait été tout à fait raisonnable de voir le conflit entre les deux Corées comme étant d'ordre civil et non pas comme un plan de domination mondial du communisme. Toutefois, l'imaginaire sécuritaire américain a fait en sorte que les « objets significatifs » gravitant autour du sujet « les États-Unis » ont été « interpelés » et « articulés » selon une compréhension beaucoup plus alarmiste et paranoïaque. Ceci fait grandement écho aux travaux de Richard Hofstadter qui, dans son ouvrage *Le style paranoïaque : théories du complot et droite radicale en Amérique*, indique que le peuple américain est animé par un sentiment de paranoïa perpétuel. Cela fait partie du style national américain. Par paranoïa, il signifie un sentiment de suspicion et une crainte constante de la conspiration¹⁷⁷.

Une menace est créée et interpelée par les discours. Widmaier parlait « *d'interpretative leadership* » pour expliquer le pouvoir du chef d'État de cerner ce qu'il considère être hostile à la sécurité nationale du pays. La rhétorique employée a rejoint la

¹⁷⁶ D. O'Meara et al., op., cit., p.19.

¹⁷⁷ R. Hofstadter et Philippe Raynaud, *Le style paranoïaque: théories du complot et droite radicale en Amérique* (Paris: François Bourin Éditeur, 2012).

population, les élus et les institutions de l'État. En cas de crise, elle oriente la politique étrangère puisqu'elle a un effet coercitif sur toutes les sphères de la société.

4 Conclusion

Cette recherche visait à dégager des traits identitaires et culturels de la société américaine et à mieux comprendre comment ils peuvent orienter la politique étrangère des États-Unis. Le constructivisme peut apporter un éclairage à ce niveau, car ce cadre théorique met en lumière les facteurs idéationnels intimement liés aux constructions sociales, l'identité et les biais cognitifs qui orientent la politique étrangère des États. L'intervention américaine en Guerre de Corée est particulièrement intéressante à étudier dans cette perspective, car elle se produit à une époque où les changements internationaux remanient les rôles des États dans le monde. De plus, la manière de faire la guerre est changée au lendemain dans la Deuxième Guerre mondiale; les conflits sont désormais d'ordre idéologique et non plus strictement territorial et diplomatique.

Les actes de langage nous ont permis de retracer les chaînes de connotation ayant formé un consensus « linguistique », certes imparfait et surtout involontaire, de la part des officiels américains concernant la place des États-Unis dans le monde et des relations qui les traitent. Les subtilités du langage, c'est-à-dire le choix des mots, les formulations syntaxiques et la rhétorique rendent nécessairement compte d'une forme de compréhension qui est propre à celle ou celui qui communique. Aussi, les mots ont la force de convaincre et changer les perspectives et les opinions des gens. En ce sens, en retraçant la chaîne de connotation liée à un sujet spécifique, on peut comprendre le changement des mentalités qui a eu cours.

En se basant sur cet amalgame dialectique, nous avons pu répondre à deux questions fondamentales : « qui sommes-nous? » et « qui sont-ils? ». Alors, qui sommes-nous « les États-Unis » à l'époque post-1945? Évidemment, cette question n'est pas verbalement posée, mais les personnes qui ont un accès au processus décisionnel se sont interrogées quant au rôle, légitime ou non, que jouent les États-Unis dans le monde. Répondre à cette question implique aussi de comprendre qui sont « les autres » puisque le « soi » n'est pas une donnée immuable. Il est effervescent lorsqu'il est mis en altérité. Sans un monde, il est

tout à fait impossible de saisir qui nous sommes, car il n'y a aucun repère interactif avec autrui.

En fin de compte, apporter un éclairage sur ces questionnements nous a permis de saisir le rôle que les États-Unis s'attribuent dans ce contexte international spécifique et nouveau. Les références sont assez claires. De par le statut que Washington possède, le pays doit être prêt à se battre militairement contre une menace qui peut venir de l'URSS ou d'ailleurs, mais le simple fait d'être prêt peut aussi dissuader une attaque. Par contraste, puisqu'il faut être militairement supérieur au reste du monde, l'ennemi est forcément menaçant et doit avoir les capacités et le désir de mettre à terre les États-Unis. De là, un complexe processus intersubjectif se forme où les actions de l'autre sont comprises à travers cette perception imaginée de la relation entre « nous » et l'autre (« ils »).

Dans le cas de notre recherche, aux États-Unis, il y avait cet assentiment que le communisme, directement lié à l'URSS, ne pouvait tolérer la présence d'États capitalistes. Les États-Unis, étant les représentants du monde libre, sont directement ciblés par cette menace qui est envahissante et impérialiste. Cette prétention de l'ennemi communiste s'est surtout construite dans la période 1945 à 1950. L'aboutissement de la Guerre civile en Chine, la popularité des partis communistes et surtout les agissements globaux de l'URSS lors de cette période ont été perçus comme étant un problème commun lié au « communisme ».

Ainsi, en juin 1950, lorsque les troupes de Kim Il Sung traversent le 38^e parallèle, le niveau d'alerte est à son paroxysme. En 1948, lors du blocus de Berlin, la tension militaire avait atteint un niveau inégalé et on craignait l'escalade de la violence. Mais le 24 juin 1950, c'est au moyen de la violence que le communisme a, sans prévenir, envahi un pays capitaliste. Ainsi, toutes les connotations « impérialiste », « perfide » et « immoral » issues de l'imaginaire sécuritaire sont confirmées par les actions de l'armée nord-coréenne. Ne rien faire n'était absolument pas une option, car si la Corée du Sud venait à tomber aux mains des communistes, il y aurait alors un effet domino dévastateur dans toute l'Asie Mineure. Par contre, le président Truman voulait à tout prix éviter l'escalade de la violence pouvant mener à un autre conflit mondial. C'est certainement ce dilemme qui a fait en sorte

que cette décision d'intervenir en Corée était la plus difficile de toute la carrière présidentielle de Truman!

Dans ce travail, nous avons essayé de trouver d'autres éclaircissements à l'intervention américaine en Corée qui dépassent les explications strictement matérielles ou diplomatiques. Ce genre d'impact indique mal en quoi la décision d'intervenir en Corée était aussi difficile à prendre et c'est cette problématique qui nous a poussés à élaborer cette recherche dans des termes identitaires. L'identité de soi est toujours en construction, elle est formée, d'une part, par le contexte et, d'autre part, par des acteurs (objets) spécifiques qui interagissent avec soi. Après avoir compris le rôle qu'avaient attribué les États-Unis à soi et aux autres, nous avons transposé ces données linguistiques afin de les lier à des mythes fondateurs de la nation américaine. De là, on a fait la démonstration que la perception de l'ennemi, étant « impérialiste », faisait craindre un effet domino, mais l'articulation de la menace dans ces termes, elle, peut trouver origine dans des facteurs « cognitivo-culturels » qu'on retrouve dans la mythologie américaine. Nous en avons relevé deux : (1) Le manichéisme, cette lunette analytique par laquelle on perçoit un enjeu ou une situation dans des termes polarisés et dualistes, rend tout à fait cohérent cet énoncé sur la peur de l'effet domino notamment. Ceci s'inscrit également dans cette dyade opposant « *American* » et « *UnAmerican* » qui se traduit, aussi, par l'opposition « monde libre » et « société esclave ». La dynamique dans laquelle les États-Unis se sont retrouvés est parsemée de références liées au manichéisme et cette tendance est particulièrement courante aux États-Unis. De voir tout en noir et blanc ne permet pas de bien saisir les dynamiques subtiles et complexes d'un enjeu politique. Dans l'histoire du discours américain, la Guerre froide n'est pas le seul théâtre où on note ce penchant manichéen. (2) L'exceptionnalisme américain, ce sentiment dont on pourrait retrouver des traces avant même la Déclaration d'Indépendance, est compris comme étant un parfait syncrétisme entre le nationalisme américain et cette conviction religieuse que le peuple américain est le peuple choisi par Dieu. Les Américains sont moralement supérieurs aux autres nations et doivent pointer le bon chemin aux peuples qui se distancent de leurs valeurs. Cette croyance a incité le pays à agir face à la menace à laquelle tout le monde libre faisait face.

Se rappelant la leçon de Munich où les grandes sociétés militaires de l'époque n'ont pas pris la menace d'Hitler au sérieux, Truman ne souhaite pas répéter les erreurs du passé. On est convaincu que le communisme est une l'idéologie du mal; à l'opposé, le capitalisme libéral, lui, représente la vertu des sociétés libres dont les États-Unis sont les principaux représentants. Si Washington croise les bras, tout l'hémisphère libre serait communiste dans les prochaines décennies.

Pour finir, réitérons la question de recherche. De quelle manière l'imaginaire sécuritaire a-t-il orienté la décision d'Harry Truman d'intervenir en Corée en juin 1950? L'imaginaire sécuritaire américain, fortement imprégné par les traits culturels mythologiques américains, a fait percevoir le conflit en Corée dans un contexte de domination communiste mondiale; un scénario dans lequel tous les États capitalistes sont en danger devant Moscou surtout. C'est véritablement aux États-Unis qu'on aborde le problème du communisme de cette manière. Pourquoi ne pas avoir perçu la Corée comme un conflit civil? Ou pourquoi ne pas l'avoir perçu comme les agissements d'un seul individu ou un groupe ayant des intérêts spécifiques? Nous sommes bien conscients que ces scénarios seraient, aussi, issus d'une construction mentale de la réalité. Sur ce, expliquer l'invasion de la Corée du Nord comme étant simplement un conflit civil ne serait probablement qu'une explication partielle et non entière. Et c'est là toute la pertinence des études constructivistes. La réalité objective n'est pas une donnée, elle est toujours construite par des humains qui pensent, qui parlent et qui communiquent. La question n'est, donc, jamais de savoir si telle ou telle explication est la plus plausible, mais bien de comprendre pourquoi on articule et propose une perception de la réalité dans la formule énoncée. Les mots et le langage sont véritablement les plus grands filons de la réalité!

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et chapitres de livre

- Battistella, D. (2006). « Le projet constructiviste ». Chap. in *Théories des Relations Internationales*, p.283-322. Paris: les Presses de science Po.
- Battistella, D. (2002). « l'Intérêt National une Notion, trois Discours », dans F. Charillon. *Politique étrangère : nouveaux regards* (139-167). Paris. Presses de Science Po.
- Bell, L. V. (1973). *In Hitler's shadow: the anatomy of American Nazism*. Kennikat. Press National University Publications.
- Bernstein, B. (1977). The Week We Went to War: American Intervention in the Korean War. Vol.54. *Foreign Service Journal*.
- Blomstedt, L. (2015). *Truman, Congress and Korea*. Lexington. University Press of Kentucky.
- Blumer, H. (1969). *Symbolic Interactionism Perspective and Method*. Englewood Cliff. Prentice-Hall.
- Brown, S. (1972). Korean and the Balance of Power. Dans A. Guttman, *Korea: Cold War and Limited War* (242-258). Lexington. D.C Heath and Company.
- Castoriadis, C. (1975). *Institution Imaginaire de la société*. Paris. Éditions du Seuil.
- Cumings, B. (2011). *The Korean War: A History*. New York. Modern Library.
- Cumin, D. (2001), Retour sur la Guerre de Corée. No.41. *La Découverte*.
- David, C. P. (2015), *Au sein de la Maison-Blanche de Truman à Obama : la Formulation (imprévisible) de la Politique Étrangère des États-Unis* (3^e édition). Québec. Presses de l'Université Laval.
- David, C. P., Balthazar, L. et Vaïsse, J. (2008). *La politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulation*. 2e édition. Paris. Sciences Po., Les Presses.
- Dulles, J. F. « To Save Humanity from the Deep Abyss». Dans L. Gardner (1972), *The Korean War* (84-95). New York. Quadrangle Books.

Eisenhower, D. (1963). «A changed World, Formation of a Cabinet, a Mission to Korea». Chap. in *Mandate for change*. (76-106). New York: The New American Library of World Literature.

Fairbank, J. K. (1989). *La grande révolution chinoise 1800-1989*. Paris. Flammarion.

Gaddis J. L. (2005). *Strategies of Containment*, New York. Oxford University Press, 2005.

Gati, C. (1974). *Caging the Bear: Containment and the Cold War*. Indianapolis and New York. The Bobbs-Merill Company, Inc.

George, A. (1980), *Presidential Decision-Making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*. Boulder. Westview Press.

Goodman, W. (1968). *The Committee the Extraordinary Career of the House Committee on Un-american Activities*. Baltimore. Baltimore Penguins Books.

Hajimu, M. (2015). «What Was the Cold War » Chap. in *Cold War Crucible: the Korean War and the Postwar World* (p.1-12). Cambridge, Harvard University Press.

Hess, G. R. (2009). *Presidential decisions for war: Korea, Vietnam, the Persian Gulf, and Iraq*. 2nd ed. Baltimore. Johns Hopkins University Press.

Hofstadter, R et Raynaud, P. *Le style paranoïaque: théories du complot et droite radicale en Amérique* (Paris: François Bourin Éditeur, 2012).

Irving, J. (1972), *Victims of Groupthink*. Boston. Houghton-Mifflin.

Kahneman, D., A. (1982). *Judgment under Uncertainty: Heuristics and Biases*. Cambridge. Cambridge University Press.

Karber, P. et Combs, J. (1998). The United States, NATO, and the Soviet Threat to Western Europe: Military Estimates and Policy Options, 1945-1963. 22(3). *Diplomatic History*.

Khong, Y. F. (1992). *Analogies at war: Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*. Princeton, Princeton University Press.

Leckie, R. (1963). *La Guerre de Corée*. Paris. Robert Laffont.

Morgenthau, H. (1966). *Politics Among Nations* (4th edition). New York. Knopf.

- Lippmann, W. (1947). « The Cold War: A Study in U.S Foreign Policy», chap. in *The Cold War* (1-52). New York. Harper and Row.
- Madison, J. Federalist papers no.51. dans R. Beeman (2012). *The Federalist Papers*. New York. Penguin books.
- Marienstras, E. (1998). «Une nation par la foi : citoyenneté, religion civile et nationalisme». dans *Nous, le peuple : les origines du nationalisme américain* (380-400). Paris. Gallimard.
- May, E. (1973). *Lessons of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*. New York, Oxford University Press.
- May, E. R. et National Security Council (U.S.) (1993). *American Cold War strategy: interpreting NSC 68*. Boston. Bedford Books of St. Martin's Press.
- Miliken, J. (1999). «Intervention and Identity: Reconstructing the West in Korea 1950», Chap. In J. Weldes et al. *Cultures of Insecurity States, Communities. and the Production of Danger*, p.91-118, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- O'Meara, D. (2010). «Le constructivisme». Chap. dans *Théories des Relations internationales: Contestations et Résistances* (243-268). 2^e Édition. Outremont. Athéna Éditions.
- O'Meara, D. et al (2016). *Movies, Myth and the National Security State*. Boulder. Lynne Rienner Publishers.
- Paige, G. (1968). in *The Korean Decision*. New York. The Free Press.
- Preston, T. (2001). *The President and His Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*. New York. Columbia University Press.
- Rogin, M. (1998). *Les démons de l'Amérique : essais d'histoire politique des États-Unis*. Paris. Éditions du seuil.
- Simmons, R. R. (1975). *The Strained Alliance: Peking, Pyongyang, Moscow and the Politics of the Korean Civil War*. New York. The Free Press.
- Truman, H. (1956). *Mémoires: l'Affaire de Corée*. Paris. Librairie de Plon.

- Truman, H. (1956). *Truman memoirs, volume 2 years of trial and hope*. New York. Doubleday & Company, Inc.
- Weldes, J. et al (1999). *Cultures of Insecurity*. Minneapolis. University of Minnesota Press.
- Weldes, J. (1999). *Constructing national interests: The United States and the Cuban missile crisis*, Borderlines. Minneapolis. University of Minnesota Press.
- Wendt, A. (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge. Cambridge University Press.
- Wilson, W. (1918). *Selected Addresses and Papers of Woodrow Wilson*. New York. Boni and Liveright, Inc.
- Yergin, D. (1990). *Shattered Peace: The Origins of the Cold War*. Harmondsworth. Penguins Books.

Périodiques

- Dulles, J. F. (1953). Policy for Security and Peace. 32(3) *Foreign Affairs*.
- Edwards, J. (2009). Sanctioning Foreign Policy The Rhetorical Use of President Harry Truman. No. 39(3). *Presidential Studies Quarterly*.
- Friedberg, A. (1988). The Making of American National Strategy, 1948-1988. Vol.11. *The National Interest*.
- Heuser, B. (1991). NSC 68 and the Soviet Threat : A New Perspective on Western Threat Perception and Policy Making. No.17. *Review of International Study*.
- Jervis, R. (1980). The Impact of the Korean War on the Cold War. vol.24(4). *The Journal of Conflict Resolution*.
- Larson, D. W. (1994). The role of belief systems and schemas in foreign policy decision-making. Vol.15. *Political Psychology*.
- Leffler, M. (1990). National Security. 17(1). *The Journal of American History*.
- Marienstras, E. (1993). Nation et religion aux États-Unis. No.83. *Archives de sciences sociales des religions*.

Mastny, V. (1985). Stalin and the Militarization of the Cold War. Vol.9(3). *International Security*.

Mastny, V. (1996). *Cold War and Soviet Insecurity: the Stalin Years*. New York. Oxford University Press.

Mclean, D. (1986). American Nationalism, the China Myth, and the Truman Doctrine: The Question of Accommodation with Peking, 1949-50. 10(1). *Diplomatic History*.

Moravcsik, A. (1997). Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics. 51(4). *International Organization*.

O'Meara, D. et Sohbee, V. (2004). Grande-Bretagne La (re)construction d'une relation privilégiée. 35(1), *Études Internationales*.

Record, J. et D. David (2005). Munich, le Vietnam et l'Irak du Bon (ou du mauvais) usage de l'histoire. No. 3. *Institut Français des Relations Internationales*.

Sjostedt, R. (2007). The Discursive Origins of a Doctrine Norms, Identity, and Securitization under Harry S. Truman and George W. Bush. No.3. *Foreign Policy Analysis*.

Viltard, Y. (2001). Le cas McCarthy. Une construction politique et savante. No.43. *Cultures et conflits*.

Walt, S. (1998). International Relations: One World, Many Theories. no.110. *Foreign Policy*.

Weldes, J. (1996). Constructing National Interests. Vol.2. *European Journal of International Relations*.

Weathersby, K. (1993). The Soviet Role in the Early Phase of the Korean War: New Documentary Evidence. Vol.2. *The Journal of American-East Asian Relations*.

Weissman, D. (2013). The Marshall Plan: A Turning Point in Foreign Aid and the Struggle for Democracy. Vol.47(3). *The History Teacher*.

Widmaier, W. (2007). Constructing Foreign Policy Crises: Interpretative Leadership in the Cold War and War on Terrorism, *International Studies Quarterly*, no.51 (2007).

X (1947). The Sources of Soviet Conduct. 25(4). *Foreign Affairs*.

Zhihua, S. (2000). Sino-Soviet Relations and the Origins of the Korean War: Stalin's Strategic Goals in the Far East. Vol.2(2). *Journal of Cold War Study*.

Autres

Chomsky, N. (2012). Losing the world: American decline in perspective, part 1. Dans *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2012/feb/14/losing-the-world-american-decline-noam-chomsky>.

NSC 68. (2 décembre 2018). Dans *Mount Holyoke College*. Récupéré de <https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/nsc-68/nsc68-1.htm>.

Report to the President by The National Security Council - NSC 20/4. (20 nov. 1948). Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1948v01p2/d60>

Séoul. Public Relations association of Korea (1973). *Who Started the War? The Truth About the Korean Conflict*. Séoul.

Truman, H. (1947). *President Harry S. Truman's Address Before a Joint Session of Congress*. Washington. Le 12 mars 1947. Récupéré de <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/1947-03-12.pdf>

Truman, H. (1950). *Truman speaks to the United Nations on Korea*. « Document audiovisuel en ligne ». « s. l. n. é. ». <https://www.britishpathe.com/video/president-truman-speaks-to-the-united-nations-on-k/query/harry+truman>.